Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1979)

au seuil critique d'un nouvel âge

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Jacques Grand'Maison, **Au seuil critique d'un nouvel âge**. Montréal : Les Éditions Leméac, 1979, 182 pp. Collection : "À hauteur d'homme".

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Du même auteur](#)
[Présentation de l'oeuvre](#)
[Introduction](#)

[Première partie](#) : bilan de la gauche

- Chapitre 1. [Un virage inattendu](#)
- Chapitre 2. [Silences, interdits et contradictions](#)
- Chapitre 3. [Les orientations à revoir](#)
- Chapitre 4. [Les cotes d'alerte](#)
- Chapitre 5. [Conclusion : un apport plus qualitatif](#)

[Deuxième partie](#) : bilan de la droite

- Chapitre 1. [Face à une prospérité menacée](#)
- Chapitre 2. [Camouflages, silences, manipulations](#)
- Chapitre 3. [Le nouveau sécurisme](#)
- Chapitre 4. [Une contre-histoire](#)

[Troisième partie](#) : au seuil critique d'un nouvel âge

- Chapitre 1. [D'abord une révolution culturelle](#)
- Chapitre 2. [Pour une politique du pays réel](#)
- Chapitre 3. [Promus, parvenus et entretenus](#)
- Chapitre 4. [Le plus haut niveau de vie sans risque](#)
- Chapitre 5. [Entre l'arc et la lyre](#)
- Chapitre 6. [Traits caractéristiques et dynamismes nouveaux](#)

[Conclusion](#)

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Crise de prophétisme. Montréal, Éditions de l'A.C.C., 1965.
Le monde et le sacré. Paris, Éditions Ouvrières, 1967-1968, 2 tomes.
Vers un nouveau pouvoir. Montréal, Éditions H.M.H., 1969.
Nationalisme et Religion. Montréal, Éditions Beauchemin, 1970, 2 tomes.
Stratégies sociales et nouvelles idéologies. Montréal, Éditions H.M.H., 1971.
Nouveaux modèles sociaux et Développement. Montréal, Éditions H.M.H., 1972.
Symboliques d'hier et d'aujourd'hui. Montréal, Éditions H.M.H., 1973.
Des milieux de travail à réinventer. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1975. 2 tomes.
Le Privé et le Public. Montréal, Leméac, 1975, 2 tomes.
Pour une pédagogie sociale d'autodéveloppement en éducation. Montréal, Éditions internationales Alain Stanké, 1976.
Une philosophie de la vie. Montréal, Leméac, 1977.
Une société en quête d'éthique. Montréal, Fides, 1977.
Quel homme ? Montréal, Leméac, 1978.
Quelle Société ? Montréal, Leméac, 1978.

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

Au seuil critique d'un nouvel âge

Montréal : Les Éditions Leméac, 1979, 182 pp.
Collection : “À hauteur d’homme”.

Présentation de l'œuvre

(texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Jacques Grand'Maison a publié récemment, dans *Le Devoir*, trois séries d'articles : Bilan de gauche, Bilan de la droite et Au seuil critique d'un nouvel âge. Diagnostic qui tentait de cerner le tournant actuel dans une perspective à la fois critique et dynamique. Le propos de l'auteur a suscité un grand intérêt, si l'on en juge par les débats qui accompagnèrent sa démarche. Celle-ci est reprise dans cet ouvrage avec le souci d'assurer une intelligence plus limpide de l'ensemble.

L'auteur explique comment il a été amené d'abord à une vigoureuse autocritique du chemin parcouru par les forces de changement au Québec durant les dernières décennies. Dans une seconde étape, il analyse les orientations actuelles de la droite en débusquant ses subterfuges idéologiques. Mais c'est surtout la dynamique d'un nouvel âge qui a retenu son attention. « Nous entrons dans des temps difficiles qui appellent des ouvrages audacieux et des combats exigeants. Or, au même moment le Québec fait face à des choix importants et peut-être décisifs. »

Sans complaisance pour qui ce soit, y compris pour lui-même, il interpelle avec courage la collectivité québécoise et ses diverses composantes. « La Révolution tranquille... aisée, dit-il, est notre tout dernier mythe. Il faut beaucoup plus Pour faire notre histoire, notre économie, notre pays, sans exclusive. »

Au seuil critique d'un nouvel âge

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Quand on n'a plus la liberté de s'autocritiquer, d'avouer les travers de son propre groupe idéologique ou politique, on s'engage dans une voie aveugle, intolérante, antidémocratique et stérile. Conscience et débat public sont alors radicalement faussés par des combats de purs, loin du pays réel. C'est la façon la plus sûre d'abolir l'histoire toujours complexe et ambiguë, l'aventure humaine et ses divers possibles, la liberté et la justice pour tous, et la pratique démocratique elle-même.

Parler de tournant historique, chez nous comme ailleurs, c'est affirmer une évidence. Au Québec, les échéances prochaines de certains choix décisifs nous incitent non seulement à bien évaluer le chemin parcouru, mais aussi à explorer les nouvelles pistes possibles. Voilà ce que j'ai tenté de faire dans trois séries d'articles : *Bilan de la gauche*, *Bilan de la droite* et *Au seuil critique d'un nouvel âge*. (Le Devoir, juillet 1978, novembre 1978, janvier 1979).

Les deux premières études sont tributaires d'une conjoncture qui évolue très vite, mais elles n'en demeurent pas moins, dans leur démarche de fond, un diagnostic sur l'évolution interne de notre société durant les dernières décennies. Diagnostic relié à un itinéraire qui m'a permis de travailler à des projets impliquant les diverses dimensions de cette évolution interne : développement régional,

regroupement des forces populaires, relance socio-économique, rénovation urbaine, éducation et politiques sociales, réorganisation du travail en usine et dans les services, recyclage et reclassement de la main-d'œuvre, action-chômage etc. En critiquant ici, par exemple, l'évolution d'un certain syndicalisme, surtout celui de la nouvelle classe des promus, j'ai joué une carte de long terme pour assurer l'avenir d'un mouvement historique avec lequel j'ai des connivences profondes. Mon très dur bilan de la droite en témoigne.

Il y a des moments de conscience qui nous amènent parfois à une autocritique pénible, mais nécessaire. Garder celle-ci au fond de soi ou tout au plus l'exprimer dans des conversations privées peut être un manque de courage et de responsabilité démocratique. Bien sûr, dans ce genre de bilan, il y a toujours les limites d'un point de vue personnel, de conditions sociologiques particulières, de certains partis pris, sans compter les paris d'interprétation. J'ai préféré la clarté de mes enseignes à ces stratégies d'objectivité qui cachent subtilement leur idéologie sous le masque noble de la neutralité scientifique. Or nous sommes ici dans un domaine où il n'est pas facile d'entretenir une telle prétention. On n'enferme pas un contexte historique aussi complexe dans un corridor étroit de logique même la plus rigoureuse. J'ai été particulièrement dur pour certains intellectuels de gauche qui érigent leurs thèses au rang de l'infailibilité scientifique. Il n'est pas de meilleure façon d'abolir l'histoire, la liberté et la démocratie. Que diable ! pouvons-nous oublier les pratiques totalitaires qui sont nées des idéologies, des politiques, des philosophies qu'on a identifiées à la Science ou à la Vérité ? Tant parier de praxis et les fonder dans une pensée déterministe.

Il était plus que temps d'affirmer une cote d'alerte devant cette scolastique qui bloquait dans les milieux progressistes et souvent dans le syndicalisme lui-même toute tentative d'autocritique, toute révision réaliste des pratiques et des orientations récentes. N'ayant aucun pouvoir pour forcer qui que ce soit à adopter mes vues et positions, je pouvais risquer une parole publique susceptible d'être corrigée par un débat honnête, si jamais je me trompais.

Je savais que j'allais heurter certaines adhésions inconditionnelles qui se refusent à tout retour critique au nom d'une stratégie de guerre que je trouve très dangereuse à long terme, dans la mesure où elle s'enferme dans une logique aveugle du noir et du blanc. On ne joue pas indéfiniment patte blanche pour soi et pour les siens, sans miner

même la crédibilité de ce qu'on porte de meilleur. Car dans le monde dit progressiste, syndical ou autre, il y a aussi des erreurs, des manœuvres, des jeux d'intérêt contestables, des résurgences de corporatisme, des comportements « capitalistes » inavoués.

Il n'est pas question ici, répétons-le, de perdre de vue la vocation historique libératrice du mouvement ouvrier et syndical. L'interpellation d'adresse à cette nouvelle classe de promus de la révolution tranquille, dont les branches libérales, nationalistes et syndicalo-socialistes se ressemblent comme des sœurs au chapitre du style de vie, de la soif de pouvoir, de l'appétit accapareur et revendicateur. Leurs batailles entre elles mobilisent tant de ressources et d'énergies, au point de marginaliser les requêtes inouïes des classes populaires, sans compter le détournement d'investissements économiques multiplicateurs nécessaires à une promotion collective audacieuse et féconde.

Les milieux progressistes risquent de se diviser en deux classes antagonistes : d'une part, les promus indexés et surprotégés, et d'autre part, une masse d'assistés, de chômeurs, de petits salariés qui ramassent les miettes des premiers. Les fronts communs tentent un correctif ambigu, dans la mesure où les promus déjà privilégiés poursuivent l'escalade de revendications très coûteuses cachées derrière le fer de lance du salaire minimum à relever. Ce n'est pas cet objectif légitime qui est en cause ici, mais plutôt les intérêts camouflés des promus de la nouvelle classe.

Une stratégie crypto-capitaliste inavouée que des radicaux de luxe tentent de nous faire avaler en utilisant un processus idéologique qui n'a rien à envier au même subterfuge de la droite. La communauté d'intérêts de la nouvelle classe et de la classe ouvrière est aussi contestable que le « bien commun » évoque par les Chambres de Commerce.

Le débat qui a suivi ces bilans a confirmé un autre danger que j'avais appréhendé : à savoir la possibilité de nous retrouver dans des mouvements de libération où il n'y a de place effective que pour les « purs », les « inconditionnels ». Le Che disait que ceux-ci sont les plus mauvais révolutionnaires. Une telle situation n'augure rien de rassurant si nous tenons à des solutions démocratiques.

L'expérience récente m'a appris que, même dans un cadre autogestionnaire, certains militants apparaissent tout a coup comme des petits politiciens ou même des généraux d'armée non seulement incapables d'un vrai comportement démocratique, mais aussi incapables de vivre des solidarités constructives. Ils restent enfermés dans une psychologie unilatérale de conflit permanent et surtout dans une logique de pouvoir autocratique, unique et même militaire. Quand ils sont réduits à l'état de simples membres par le jeu démocratique, ils deviennent des spécialistes de la mise en échec, du chantage, de la revendication impossible. Au pouvoir, ils ressemblent en tout point aux anciens pouvoirs qu'ils ont jadis vertement dénonces.

On comprendra alors les rapprochements que j'ai pu faire entre le bilan de la gauche et le bilan de la droite. Du coup, c'est accepter de s'interroger sur le peu de profondeur de nos prétendues polarisations idéologiques qui opposeraient radicalement les divers leaderships, au-dessus d'une population de plus en plus impuissante face aux états-majors en lutte d'intérêts, de pouvoirs. Mais même là, je n'ai pas le goût de céder à un populisme aussi contestable. C'est toute la collectivité qui doit être interpellée dans le tournant actuel. Car il y a des comportements individuels et collectifs très répandus qui bloquent l'émergence de nouveaux dynamismes créateurs par-delà des luttes trop exclusivement centrées sur la revendication, la sécurité, et disons le mot, sur une dépendance accrue face à l'État et à l'initiative des autres. On n'agit plus, on réagit.

Cette mise au point, je l'ai faite avant tout dans une perspective positive de dépassement. Qu'on l'accepte ou pas, il faut envisager un avenir difficile qui appelle des solutions très exigeantes. Le plus grand mythe de notre histoire récente, c'est d'avoir cru à une révolution tranquille, c'est-à-dire plus ou moins aisée, confortable, sans grands sacrifices ni travail acharné. Il n'y a pas de libération vraie et radicale qui se fasse ainsi. Encore moins des chantiers d'une telle ampleur. Je veux le redire à tous ces promus privilégiés qui ne se préoccupent même pas de calculer le coût de leurs revendications débridées. À temps et à contretemps, je rappellerai qu'on ne sera jamais un peuple entreprenant, juste et fécond avec des pourvoyeurs de services qui donnent le ton à tout le reste d'une population en réclamant de travailler moins de trente heures par semaine. Voilà une très grave imposture. Et ce n'est qu'un exemple entre cent.

Il est temps de nous dire certaines choses, certaines vérités en face, non pour nous décourager, nous démobiliser mais bien au contraire pour nous ressaisir et nous relancer avec une volonté farouche de faire notre propre histoire, notre politique, notre économie, notre pays, sans exclusive. Nous en sommes hélas ! encore à des querelles interminables de village, de fabrique, de chapelle. Nous laissons le champ libre à ceux qui emploient leurs énergies à construire en se servant de nos propres ressources.

Au moment où nous entrons, comme bien d'autres sociétés, dans un nouvel âge qui a été préparé par des changements de tous ordres : psychologiques, culturels, sociaux et politiques, saurons-nous discerner ce qui mérite de vraies luttes, de courageux investissements et aussi de douloureuses réorientations de comportement ? Pensons à notre façon de renvoyer sans cesse aux calendes grecques l'énorme tâche d'en arriver à un autodéveloppement économique solidaire et dynamique. Qui accepte de prendre des risques en ce domaine ? Qui veut payer de sa poche, de son temps, de ses énergies ? Surtout chez ces promus de la révolution tranquille surprotégés, et toujours insatisfaits de leur sort par dessus le marché !

Certes, le potentiel est là à peu près pour tout ce dont nous avons besoin pour foncer dans un avenir prometteur. Il s'est fait des choses intéressantes au plan des infrastructures nécessaires à cet autodéveloppement. Je serais injuste de ne pas reconnaître les efforts honnêtes et parfois admirables de milliers de citoyens qui ont eu à cœur la réussite des grandes réformes des dernières décennies. Mais au bilan, je garde l'impression d'une révolution montée à cheval qui trouve sa symbolique extrême dans les embardées incroyables du maire de Montréal avec l'agrément d'une majorité de citoyens.

Voyez notre situation au tournant des années '80. Je ne m'en cache pas, je suis pessimiste, du moins à court terme. J'ai la conviction que la plupart d'entre nous cherchent à maintenir un standard de vie construit dans le cadre d'une prospérité artificielle montée à coup de milliards empruntés. Ils le font maintenant au grand dam de ce scandaleux million de Québécois en situation de pauvreté. Masse qui risque de grossir sans une forte relance de l'économie dans des perspectives plus justes.

Bien sûr, il y a matière à des luttes radicales et nécessaires face au régime économique actuel. Voyez la concentration accélérée des

avoirs et des pouvoirs par un jeu de holdings et de conglomérats de plus en plus sauvage, de plus en plus accapareur, sans compter l'impuissance des gouvernements eux-mêmes face au chantage très efficace des grandes corporations. Le premier ministre du Canada, après avoir manifesté une certaine velléité de contrôle minimal, légitime aujourd'hui même certains bénéfices exorbitants en présentant leurs porteurs comme des bienfaiteurs de la société. Retour au libéralisme du début du siècle ? L'idée des néo-capitalistes de droite gagne du terrain. Dans un pays aussi dépendant économiquement que le nôtre, une perspective d'autodéveloppement apparaît une nécessité historique cruciale. Or, de bas en haut, de haut en bas, on agit souvent en sens contraire. Encore ici, même les pratiques syndicales des promus sont de cet ordre. Ce n'est pas d'abord l'objectif d'indexation et de sécurité d'emploi que je vise ici, mais l'accentuation de part et d'autre d'une politique de dépendance à l'opposé d'une pratique collective capable de faire son économie et de la contrôler. Ce qui est différent de chercher uniquement à contrôler ce qu'on ne sait même pas créer soi-même. Voilà le cercle vicieux non seulement du sous-développement mais aussi d'une mentalité coloniale.

Tout ramener au « pouvoir d'achat », c'est en rester à une politique de pur consommateur. Évoquer abstraitement l'objectif de la propriété collective des moyens de production n'est pas plus convainquant, si les promus des services publics où nous sommes davantage chez nous font preuve d'inefficacité, de mandarinat, de revendications non administrables, d'égoïsme accapareur. Mais l'éventualité d'une redéfinition plus avantageuse du statut politique du Québec laisse entière une question aussi cruciale : développons-nous des comportements, des compétences et une force morale aptes à relever nos propres défis internes ? Soit dit, sans minimiser l'importance de l'affirmation politique des Québécois.

Il y a eu un certain progrès véhiculé à la fois par un magnifique renouveau culturel et par une conscience politique un peu plus audacieuse. J'ai donc tenté dans une troisième étape d'explorer ces filons d'avenir. Des dynamismes nouveaux sont en gestation. Ils n'ont pas encore de figure politique, et encore moins de mains économiques. Ils sont loin des principaux discours et débats idéologiques ou politiques actuels. Ils portent peut-être même un renversement de perspective par rapport à toutes les idéologies qui se

disputent la faveur du public dans le spectacle permanent de la télévision.

Et, oui, peut-être un nouvel âge à l'horizon. Nous allons tenter de le repérer dans l'opacité d'une situation, à vrai dire, on ne peut plus compliquée. Il n'y a pas de réponses superficielles aux questionnements de plus en plus profonds des hommes et des femmes d'ici. Et que dire des solutions ! Le cheminement de cet ouvrage veut en faire état, sans prétendre porter la solution sinon le diagnostic indiscutable. Plus qu'à un débat franc et ouvert, il invite à des tâches ardues que nous ne cessons de reporter à des lendemains mythiques ou magiques.

Première partie

Bilan et avenir de la gauche au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Première partie :
Bilan et avenir de la gauche au Québec

Chapitre 1

Un virage inattendu

De la société juste à la taxe de vente

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas tellement longtemps, plusieurs leaders de tendances politiques différentes s'affirmaient socio-démocrates. Devant ce langage piégé plusieurs ont réagi, soit en revenant au libéralisme d'hier, soit en radicalisant leurs perspectives de gauche.

Mais beaucoup d'autres prétendent s'en tenir au centre, à la modération en cherchant à la fois plus de stabilité et un progrès dit réaliste.

Évidemment, nous n'en sommes pas encore à débattre des projets de société. Les discours en ce sens tombent vite à plat. Pensons à certaines tentatives de monsieur Trudeau autour du thème : la société juste. À l'autre extrême, on parle du système à abattre sans véritable projet de rechange. Voilà des affrontements idéologiques assez loin des pratiques quotidiennes gouvernementales, patronales, syndicales ou autres. Face au chômage et à l'inflation, le débat se porte davantage

sur les programmes d'urgence. Certes la question constitutionnelle occupe beaucoup de place, mais voyez-la soumise aux combats de l'heure, telle la taxe de vente. Une seule exception au tableau, ce livre blanc sur la culture qui, par-delà ses visées particulières, esquisse un projet de société. J'y reviendrai.

Jeux souterrains des vieux réflexes

Je voudrais d'abord m'attarder à certains grands courants de conscience collective qui jouent un rôle trop méconnu et pourtant si important dans notre société. On peut dire en gros que l'idée de progrès avait conquis les uns et les autres au cours des dernières décennies. Le grave problème de l'inflation est venu rappeler la fragilité de cette foi aveugle au progrès matériel indéfini et à ses retombées sociales bénéfiques. Devant l'échec, certains veulent retourner aux sources du capitalisme qui misait presque exclusivement sur l'initiative privée, sur le « dynamisme des riches ». D'autres y voient la condamnation du système capitalisme lui-même. Allons-nous vers une polarisation plus claire de la droite et de la gauche ? C'est possible. Mais il y a d'autres aspects mai perçus.

Pour le moment, les discours et les attitudes sont piégés. Une profonde insécurité largement diffusée amène à poser les problèmes en noir et blanc sans déboucher sur des positions politiques cohérentes en matière de capitalisme ou de socialisme, de fédéralisme ou de souverainisme. Le jeu idéologique quotidien reste très primaire, tantôt à la pièce (départ de la Sun Life) tantôt globalisant (le système à défendre ou à combattre). Dans ce scénario de western, il y a peu de place pour l'autocritique, l'examen objectif des situations, l'investigation d'autres solutions possibles, la mise en marche de nouveaux chantiers collectifs. Vous vous devez d'être inconditionnel, sinon vous risquez d'être accusé de reniement. Inconditionnel pour tout ce que fait votre parti, votre centrale syndicale ou votre monde patronal. Dans la crise récente des médias de communication, toutes les parties évoquaient la menace de la liberté d'information, mais aucune ne s'interrogeait sur son propre fond dogmatissant. On l'a vu dans le débat post-grève à la Presse. Un exemple, entre cent, de certains problèmes communs aux divers groupes idéologiques québécois.

L'exercice du pouvoir

Je crois qu'un certain dogmatisme idéologique est en train de reculer. Ses emprunts cléricaux sont devenus trop évidents. Mais il est un autre dogmatisme plus invisible, plus difficile à déraciner. Il s'exprime particulièrement dans certaines pratiques, tel l'exercice du pouvoir. Ma petite expérience m'a appris que la « pratique » en ce domaine chez nous ne diffère pas tellement dans le monde gouvernemental, patronal, syndical et populaire, même dans des structures officiellement démocratiques. Le syndicalisme n'y échappe pas encore. Ce que nous avons fait vis-à-vis certains pouvoirs autocratiques religieux, politiques, économiques, nous devons le faire devant tout nouveau pouvoir, surtout quand celui-ci exigera une foi aveugle en sa virginité démocratique. Sinon, les adhésions absolues et inconditionnelles ne feront que se déplacer.

Une insécurité exacerbée, peu évaluée

Certains radicaux, au nom d'un schéma de guerre et de la cause sacrée, pratiquent à leur tour un certain terrorisme vis-à-vis toute forme de dissidence et de critique interne. Je crains cette conjugaison du comportement militaire et du vieux fond clérical, qui empêche la gauche de bien analyser la portée réelle de ses combats et surtout ses propres erreurs et contradictions. Bien sûr, il y a un virage à droite, comme nous allons le voir. *Mais dans quelle mesure l'avons-nous provoqué ?* Certains pensent que cette stratégie bénéficiera aux forces progressistes à long terme. L'histoire du totalitarisme de droite et de gauche, en plein XX^e siècle dit démocratique, nous prouve le contraire. L'évocation de la peur du communisme en Amérique et au Québec est un expédient trop facile pour stigmatiser les attitudes actuelles de bien des citoyens exaspérés par un jeu quasi permanent de mise en échec des principaux services essentiels de la société. Cette fatigue psychologique cumulative commence à déclencher des réflexes politiques aussi primaires qu'autoritaires, aux antipodes d'une maturation démocratique si nécessaire dans les conjonctures historiques que nous vivons. Pensons aux grandes décisions que nous aurons à prendre bientôt.

L'insécurité actuelle est un phénomène complexe qui s'accompagne de comportements parfois contradictoires :

- Tantôt peur du pouvoir, tantôt magie du pouvoir qui devrait tout résoudre.
- Rejet de l'État et recours à lui en tout.
- Repli sur les modèles d'hier ou fuite dans l'utopie.
- Poursuite effrénée de ses intérêts immédiats et critique des autres au nom de l'intérêt général.

Une certaine droite parle de liberté d'une façon autoritaire et ses opposants clament un nouvel ordre économique collectif tout en maintenant des pratiques quotidiennes libertaires où chacun des groupes revendicatifs se fait justice à lui-même sans aucune autre considération. Redisons-le, nos pratiques piègent nos discours. Ne pas le reconnaître au départ, c'est fausser tout le reste de sa propre démarche politique.

Risques de l'autocritique

En invitant le syndicalisme public à une sérieuse autocritique, j'ai dû m'interroger sur l'ambiguïté inévitable de mon geste, sur mes insécurités, mes intérêts inavoués, mes vieux réflexes. J'ai fait le pari que le syndicalisme y gagnerait à long terme, s'il acceptait de s'avouer plus clairement certaines de ses contradictions. Mais en même temps, je savais le danger de renforcer la réaction de la droite. Mon pari reste donc ouvert à une révision plus ou moins radicale. Je m'en vais donc d'abord essayer d'évaluer ce virage vers la droite, mais toujours dans la perspective de jauger principalement la situation et l'avenir de la gauche chez nous.

Un virage inquiétant

Le virage à droite qui s'amorce, n'est pas étranger à cette absence de sens politique dans l'escalade récente d'une certaine gauche qui a pris toute la place sur l'échiquier des forces progressistes. Et quelle place !

Voyons les signes avant-coureurs de ce virage.

- Un retour au vieux libéralisme légitimé par l'indéniable hyperbureaucratization de la société. Voir les discours récents des politiciens libéraux, des congrès au leadership. Écho anticipé de Californie... et d'Outremont ?
- Multiplication des services privés, y compris l'école. La détérioration des institutions publiques permet de justifier ces solutions au profit des groupes les mieux pourvus.
- La passivité de la population devant les scandales de la G.R.C. et les appuis du gouvernement fédéral. Pourtant, il s'agit d'une menace grave en matière de démocratie, de liberté civile.
- Les dernières élections de la commission scolaire de Montréal et leurs suites dans les politiques récentes de cette même commission semblent être un autre avertissement.
- Les audiences publiques autour du Livre vert, en diverses régions du Québec, marquaient souvent un joli coup de barre à droite.
- L'intérêt suscité par la série télévisée « Duplessis ».
- Le R.C.M. qui regroupe de moins en moins de citoyens dans ses assemblées. Aux États-Unis, au Canada anglais et chez nous se multiplient les indices d'un virage à droite. De plus en plus de citoyens veulent que les gouvernements, la magistrature, la police jouent dur, fût-ce d'une façon violente. On l'a vu récemment lorsqu'il a été question de mesures de guerre et de sécurité nationale. Encore ici, la gauche refuse de s'interroger elle-même. Dans quelle mesure son langage et ses stratégies à la casse, sans politique de rechange, sont-ils compris par la population ? Les classes populaires, plus durement touchées, risquent de s'enfoncer dans une accumulation d'insécurités qui ne portent aucun élan politique dynamique.

Les militants « permanents », avec salaire assuré, s'ingénient à éterniser certains conflits artificiels, mises à part les vraies injustices comme à la Commonwealth Plywood. Cette sécurité des

professionnels de la grève devient de plus en plus scandaleuse quand elle est mise en rapport avec les risques et les sacrifices demandés aux travailleurs dans leur lutte. En combien de cas ceux-ci sont-ils placés dans des situations où les conflits d'intérêts et de besoins les plus visibles et évidents se situent entre les travailleurs usagers de piètres services publics et les travailleurs en grève considérés à juste titre comme des privilégiés en matière de sécurité, d'heures de travail, de bénéfices marginaux inconnus dans le secteur privé ? Quant aux effets d'entraînement, ils n'ont rien d'évident surtout dans le cadre d'une inflation galopante. De telle sorte que les classes populaires tout autant que les classes moyennes, en majorité, chercheront à retrouver une sécurité minimale dans une politique de droite autoritaire, capable d'imposer les services vitaux, fût-ce pour acheminer les chèques des divers programmes de sécurité sociale. À moins qu'on ne se tourne vers la solution californienne.

Idéologie de gauche et style de vie

Ce genre de problèmes et de questions est tabou dans une certaine gauche, partie pour la gloire dans une utopie de nulle part, jamais traduite en politique identifiable, par-delà le refrain « il n'y a rien à faire dans le système actuel ». *Comment la majorité des travailleurs peuvent troquer leur gagne-pain actuel pour une politique de l'échec, du refus et du vide, proclamée par des leaders qui gagnent de 30 à 40 000 dollars par année ?* C'est là une mystification incroyable... une contradiction crypto-capitaliste... un simulacre de socialisme.

Bien des hommes de gauche n'ont pas le style de vie qui devrait correspondre à leur idéologie et à leur politique. Nous devons l'avouer et commencer à nous changer sur ce terrain bien concret qui est le premier test de vérité et de pertinence de nos discours. La fausse conscience idéologique dont parle Marx ne vaut pas seulement pour les autres. 34% des Québécois vivent dans la pauvreté. Il faut à la fois une plus juste redistribution et une création collective plus dynamique. Or, où vont nos ressources ? Uniquement dans les poches des gros capitalistes ? Est-ce que le syndicalisme de classes moyennes ne draine pas plus que sa part des biens et services publics, renforçant ainsi la structure de classes ? Un homme de gauche devrait ressentir encore plus vivement une telle contradiction par rapport au mouvement ouvrier historique.

Tous ces travers et contradictions ont d'énormes conséquences sur la crédibilité politique, particulièrement dans les milieux populaires qui regardent le vécu plus que les idées. La prochaine étape va nous amener encore plus loin dans cette tentative d'autocritique. Prenons comme exemple les tractations actuelles pour redéfinir les négociations dans le secteur public.

Un cul-de-sac révélateur

On tente présentement de redéfinir les modes de négociation dans le secteur public. Un peu comme si on avait compris que c'était là le lieu test de notre évolution socio-politique. Le gouvernement québécois a assumé en grande partie le rapport de la Commission Martin-Bouchard, tout en poursuivant sa consultation auprès des instances patronales et syndicales. On peut espérer un progrès, si on en juge par la réaction un peu positive des parties en présence. Mais que de chemin à faire !

L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de 50% du budget de l'État et de 300 000 salariés. Pour le moment l'affrontement principal porte sur les services essentiels. Il est très, très révélateur. Encore une fois, on a l'impression que les citoyens eux-mêmes ne font pas vraiment partie de l'enjeu dans cette bataille de pouvoirs entre états-majors empêtrés dans des processus de négociation toujours plus complexes, plus lourds, plus coûteux et moins efficaces, sans parler d'une situation courante où la gestion publique devient inopérante de jour en jour.

Mais restons-en aux services essentiels. Les centrales refusent même la tentative d'assurer une information objective au public par un comité neutre. Comment les citoyens vont-ils interpréter une telle attitude ? Ne disent-ils pas déjà que les états-majors syndicaux veulent substituer leur pouvoir à celui du gouvernement élu. En termes de crédibilité politique et d'esprit démocratique un tel refus des centrales marque une fois de plus la gaucherie de la gauche.

Mais plus grave encore m'apparaît l'absence d'investissement syndical pour formuler de nouveaux projets de négociation démocratique où enfin le public ne sera plus une partie totalement impuissante dans ce jeu de pouvoir qui se loge de plus en plus au

sommet de la pyramide du gouvernement et des corporations patronales et syndicales. Je dis « corporations » dans les deux cas, car c'est hélas la situation particulièrement dans le secteur public où s'est développé un corporatisme syndical aussi capitaliste que ses dits ennemis.

Le langage idéologique des progressistes de luxe va masquer de moins en moins plusieurs pratiques revendicatives contraires à l'intérêt de l'ensemble des travailleurs payeurs de taxes. Il faut à tout prix surmonter pareilles contradictions. L'avenir du syndicalisme et de la gauche, à long terme, est en cause ici. On ne peut remettre à plus tard une auto-évaluation courageuse et lucide en ce domaine. Voyez ces fonctionnaires bien payés, surprotégés, qui mettent en échec même le Parlement, non pas au nom des chômeurs québécois mais de leurs intérêts maximaux avec une idéologie dite prolétarienne !

Première partie :
Bilan et avenir de la gauche au Québec

Chapitre 2

Silences, interdits et contradictions

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi ne pas donner chance aux coureurs ? La gauche est jeune chez nous. Elle est minoritaire. Elle a peu de racines. Joli contraste avec ses prétentions de coller au réel, de parler au nom du peuple. À côté d'une critique globale dite scientifique, on cherche vainement une idée précise de ce qu'elle peut faire. Une compétence de remplacement quoi ! Les citoyens ne sont pas dupes.

Face au tableau brossé récemment par le rapport *Prospective socio-économique du Québec*, qu'est-ce que la gauche propose pour sortir du cercle vicieux du sous-développement : déclin économique, chômage, services sociaux plus coûteux et impôts plus élevés ? Il ne suffit pas de proclamer le droit au travail, une législation plus sévère dans les cas de fermeture d'usine, une politique de plein emploi et de revenu garanti, une batterie de nationalisations, un contrôle des multinationales, une canalisation de l'épargne. On fait vite le tour du disque bien connu, en deux temps, trois mouvements. Qui va prendre au sérieux cet ensemble de solutions rapides jamais évaluées dans leurs coûts ?

À la limite du ridicule

Si on faisait la somme des revendications actuelles dans différents secteurs, on aboutirait à des sommes effarantes. Ne parlez pas du possible ou des priorités, vous êtes un réformiste, un réactionnaire. Pas question de freiner les dépenses dans les services publics, même si le secteur tertiaire est en train de s'hypertrophier, au grand dam d'une économie secondaire débile. Il est criminel de refuser des garderies aux professeurs de la C.E.Q. en vue d'un meilleur service éducatif aux fils d'ouvriers chômeurs ! Il nous faut les meilleures mesures sociales de la Suède, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France. La parité de salaire avec les policiers de Los Angeles, les bénéfices marginaux de ceux de New York, les conditions avantageuses de travail à Toronto. Peu importe si le ratio des Cegeps est la moitié de celui des riches collèges américains. Comme si les coûts ne portaient que sur les salaires ! La sécurité absolue d'emploi, ça se paie très cher. Pas un mot. Encore si on acceptait en même temps des exigences plus poussées de compétence renouvelée, de travail et de service un peu plus intensifs. Les petits salariés n'ont pas le dixième de ces avantages. On revendique un relèvement de leur salaire, sans modérer ses propres appétits et son confort.

Des tâches majeures remises à plus tard

Qu'en est-il de notre situation économique de base ? Elle doit bien avoir un certain rôle dans les choix difficiles à faire et les dépenses publiques à hiérarchiser. Un minimum de cohérence face au chômage massif dans la classe ouvrière commande des investissements publics dans le secteur secondaire, donc une partie plus substantielle de l'épargne collective. Or la C.E.Q. et la C.S.N. implantées surtout dans le secteur tertiaire en tiennent-elles compte dans leurs luttes revendicatives ? Les nouveaux promus de la révolution tranquille pratiquent un capitalisme bureaucratique aussi vorace que l'autre sans s'inquiéter de leurs objectifs contradictoires. On ne peut dénoncer la propriété privée des moyens de production et utiliser la propriété collective comme une vache à lait intarissable.

Sans compter ce formidable défi bien nôtre : à la fois prendre le contrôle d'une économie coloniale et mettre en oeuvre une économie autochtone. Eh oui, nous avons à bâtir notre économie ! Qu'est-ce que la gauche fait en ce sens ? S'engage-t-elle dans des initiatives positives qui promeuvent un « entrepreneurship » collectif, une innovation technologique, une gestion efficace, des chantiers créateurs d'une inspiration autre que celle du capitalisme ? Les rares entreprises de ce type sont presque toutes nées en dehors d'elle. Leurs artisans sont même l'objet de mépris, non seulement dans l'extrême-gauche, mais chez l'intelligentsia radicale des Centrales et des Universités. Trois hourras pour la noble fonction critique, seule action pure, quintessence du politique ! Du haut de son job assuré et bien payé, on disqualifie les coopératives organisées par ceux qu'on prétend sauver sans jamais payer un sou de sa poche. Ce genre d'idéalisme critique est le pire de tous. Le plus mystificateur.

Une gauche « riche »

Est-ce si farfelu de penser que des « nous » de classe se construisent aussi à travers des chantiers collectifs ? Tant parler de praxis et disqualifier systématiquement toute forme d'action autre que celle de la fonction critique. Pouvons-nous remettre à plus tard toute anticipation de la société que nous visons ? N'est-ce pas risquer de ne jamais avoir quelque crédibilité politique ? N'est-ce pas éteindre tout espoir, toute motivation constructive ? N'est-ce pas négliger de forger les compétences correspondant aux objectifs dits de gauche ? N'est-ce pas présupposer faussement que la base de lancement est déjà constituée et qu'il s'agit tout simplement de faire jouer la mécanique magique de la lutte des classes qui produira automatiquement la société socialiste ?

Même là, le jeu actuel est faussé. Comment ne pas reconnaître que la visée d'une structure plus juste de revenus et de salaires est souvent contredite par bien des luttes de revendication qui, dans le cadre d'une inflation galopante, ne tiennent pas leurs promesses d'entraînement et profitent surtout à un syndicalisme de classes moyennes. Autre chose qu'on ne doit jamais dire dans le monde syndical : les classes nommées par celui-ci ne correspondent pas à celles du pays réel. Par exemple, combien de luttes renforcent l'écart entre les intégrés et les exclus, entre ceux qui ont un pouvoir de chantage et les sans voix,

entre les gens syndiqués bien payés, bien protégés et la masse prolétaire. La dichotomie bourgeoisie et peuple est commode dans les circonstances. Que les gros capitalistes se prêtent au jeu de la fausse conscience idéologique, ce n'est pas nouveau, mais qu'une gauche nantie fasse oublier son confort en se masquant avec les problèmes des prolétaires, en les utilisant, c'est là une triste comédie !

***N'importe quelle revendication
sans discernement***

Le temps est venu de dire librement, publiquement, démocratiquement certaines vérités sur des pratiques syndicales injustifiables, crypto-capitalistes ? Il ne s'agit pas ici de légitimer le capitalisme, mais de le reconnaître dans nos propres comportements déguisés en justice socialiste. Par exemple, le mouvement syndical a appuyé toutes les revendications sans aucun discernement politique et économique, sauf dans le cas des policiers qu'il voulait tenir à distance.

Le recul des petits salariés non syndiqués ou syndiqués s'est accentué depuis l'escalade inflationniste au point de créer une structure de salaire facilement décrite dans leur propre propos : « ceux qui gagnent trop et ceux qui ne gagnent pas assez ». L'agressivité me semble fortement marquée chez bien des travailleurs des secteurs privés mal en point, face aux gros syndicats des secteurs publics dix fois mieux protégés à leurs yeux. Ces petits salariés ont payé le plus chèrement la note de bien des revendications exagérées et de grèves répétées dans les secteurs publics et semi-publics. Voilà des choses qu'il ne faut pas dire dans un milieu syndical radical, inconditionnel devant n'importe quelle revendication. Dans le régime actuel qui ne changera pas demain matin, une masse énorme de petits salariés qui n'ont pas le minimum, doit contribuer au financement du « maximum » exigé par des catégories privilégiées du secteur public. Certaines réclamations, accompagnées de longues grèves, étaient disproportionnées par rapport au coût énorme payé par les petits salariés.

Dans les services publics, la population en général, et particulièrement les petits salariés et les assistés, ont été témoins et souvent victimes de certaines pratiques syndicales jugées

« immorales ». Pratiques qui défiaient l'esprit de service et la qualité elle-même du travail. Or, ces pratiques, contrairement aux manœuvres contestables de certaines administrations, étaient plus visibles, immédiatement vérifiables par les citoyens. D'où cette amertume contre les syndicats. Cela aussi, il ne faut pas le dire dans les milieux syndicaux. Or, à long terme, on se joue un vilain tour, si de plus en plus d'individus utilisent le syndicat pour des objectifs égoïstes, contraires à sa vocation de justice et de solidarité.

Manoeuvres contestables

Autre interdit que le silence sur des manœuvres anti-démocratiques, « manipulatrices » et parfois terrorisantes dans l'élection de certains exécutifs syndicaux, dans la conduite des assemblées, dans les votes de grèves. Il est inutile de jouer ici les vierges offensées, car le dossier noir de ces « manipulations » s'est épaissi gravement au cours des dernières années. Bien des travailleurs connaissent l'un ou l'autre de ces nombreux faits. Comme disait Lincoln, on peut tromper tout le monde un certain temps, un peu de monde longtemps, mais jamais tout le monde, tout le

36 BILAN DE LA GAUCHE

temps. C'est en ce sens que les gogauchistes ont discrédité le syndicalisme et particulièrement sa crédibilité proprement politique.

Je parie ma chemise que le Rassemblement des Citoyens de Montréal (RCM) va se faire battre à plate couture aux prochaines élections * et que l'éventuel parti de travailleurs va s'enliser dans des querelles de purs, sans appui minimal chez les travailleurs eux-mêmes. Car le pire ennemi de la gauche au Québec, c'est elle-même. Ce problème s'insère dans un contexte plus large, à savoir notre capacité de *pratiquer la démocratie d'une façon efficace et juste, notre capacité d'enclencher des créations collectives durables et fécondes. Pendant que nous nous engueulons dans les tranchées, d'autres occupent le terrain. Ils construisent des centres commerciaux, achètent soi et sous-sol avec nos épargnes, mettent à leurs genoux un État que nous affaiblissons nous-mêmes de mille et une façons. Alors*

* C'est ce qui est arrivé. Le RCM est passé de vingt conseillers municipaux à un seul.

qu'un petit peuple comme le nôtre devrait miser sur ses solidarités les plus radicales, sur ses dynamismes partout où ils se trouvent face à un avenir très difficile. La gauche cultive des négations au moment où naît la première affirmation politique importante de notre histoire.

Boomerang d'une stratégie stupide

Autre silence dans les milieux dits de gauche : l'effet débilisant, insécurisant des guerres d'usure dans les institutions les plus fragiles de notre société, dans les services essentiels. L'extrême gauche sait qu'une multinationale peut fermer ses portes et aller s'installer ailleurs. Ce n'est pas le cas dans les services publics. Je pense au noyautage systématique de certains hôpitaux et organismes publics par une mise en échec constante. Les syndicats marxistes en Europe occidentale ont compris depuis longtemps que ce jeu inhumain et immoral avait un effet de boomerang contre leurs auteurs, à plus ou moins long terme. On ne réussira pas chez nous ces renversements politiques non démocratiques qui ont pu se faire au dessus de la population, dans certains pays, au lendemain de la guerre, ou dans des pays du tiers monde où la structure dichotomique de classes est autrement plus claire. De plus, sur notre échiquier politique québécois, il n'y a pas encore un parti de gauche enraciné avec une certaine foulée historique. Passer par dessus ces exigences, pour précipiter une révolution purement idéologique qui n'a pas de mains, c'est méconnaître l'abc d'une démarche politique démocratique, progressiste, responsable et efficace.

« Écœurer le monde »

Les années '60 ont été marquées par la naissance de centaines d'initiatives collectives à la base. Depuis quelques années, la gogauche a foutu la pagaille dans combien d'expériences prometteuses en écœurant le monde de mille et une façons. Pour un fanatisé, dix décrochaient. Le mouvement syndical de gauche n'a pratiquement rien dit ni rien fait devant cela. Au contraire, ses principaux chefs ont tenu un langage plutôt à la convenance des jeunes loups autour d'eux, au point de perdre tout sens politique dans la communication publique. On sait la basse cote des ténors syndicaux dans les sondages

d'opinion. Comme dans le cas de la pornographie, le même geste et le même langage répétés à satiété, lassent et finissent par irriter. Le système... le système... « mais le vôtre, quel est-il » ? Mais, c'est avant tout notre style de vie publique qui est en cause. Colloques, grèves, électoralisme permanent, débats-spectacles à la télé..., pendant ce temps-là, on ne « fout » rien de créateur au Québec.

Aucune motivation positive

Il faut s'arrêter un moment sur cette question majeure de la communication avec le public. En haut lieu, on est prêt à censurer le porte-parole du parti québécois, mais en matière syndicale c'est la liberté. Un peu comme si la consigne était : « Laissez-les parler, ils se pendent eux-mêmes ». On ne joue pas indéfiniment les vierges pures et offensées sans éveiller quelque soupçon. *On ne remet pas en cause la société à chaque pas, sans devenir emmerdant, sans créer l'inhibition de l'action comme de l'espoir. On ne peut dénoncer sans cesse, sans rien annoncer de solution meilleure. La harangue de gauche sonne de plus en plus faux et creux. Son globalisme négatif rend insignifiant les efforts quotidiens, personnels et collectifs, des citoyens.* Ceux-ci ont le sentiment de ne pas compter dans ce monde idéologique abstrus, répétitif, méprisant où n'ont de réalité que les superstructures et les états-majors. Aucune motivation positive n'est proposée. Même pas celle d'un Québec souverain ou redéfini dans le Canada.

Inexistence d'une politique de gauche

La seule compétence de plusieurs chefs de gauche, c'est l'art de gripper la machine, c'est la lutte « contre », c'est la stratégie de la grève, c'est le langage de la revendication. De temps en temps, on propose un programme d'urgence qui se résume à des nouvelles dépenses publiques. Politique simpliste qui fait encore plus du Québec une super-agence sociale. Ou bien encore une politique définie par quelques stéréotypes alignés : nationalisation de l'épargne, des ressources naturelles, etc. Devant les pratiques des deux mandarinats syndicaux et administratifs dans les institutions publiques, le citoyen qui écoute ce vague plaidoyer dit socialiste peut se dire facilement : « Tu nous vois pognés avec ces gars-là à la tête d'un Super-État qui

aurait tout nationalisé... téléguidés par leurs « compétences idéologiques ! ». Le principe de Peter au cube ! Pour tout dire, en matière de politique à mettre en place, la gauche est vide !

Je charge à dessein pour que nous investissions davantage dans des démarches plus positives. Car notre pire illusion, c'est de croire que nous pouvons tout obtenir par la revendication, même ce qui ne s'acquiert que par d'énormes efforts personnels et collectifs. Vive la semaine de trente heures dans la société post-industrielle des loisirs ! Que tout cela est loin du Québec en chômage, du Québec à bâtir ! Pendant que les petits salariés se crèvent, les nouveaux promus allongent la liste de leurs droits à l'infini.

Première partie :
Bilan et avenir de la gauche au Québec

Chapitre 3

Les orientations à revoir

[Retour à la table des matières](#)

Dans une première étape, j'ai pointé les contradictions, les interdits, les silences de la gauche de luxe chez nous. Cette tentative de bilan critique ne suffit pas. Je voudrais signaler des failles majeures qui sont, en fait, l'expression négative de tâches positives méconnues ou mal assumées par les forces « progressistes ». Je ne veux pas être injuste... il y a des choses qu'on apprend dans l'exercice du pouvoir. La situation marginale de la gauche n'aide pas à la preuve de sa pertinence, à la vérification concrète de la société nouvelle qu'elle prétend promouvoir. D'aucuns diront qu'on ne doit pas trop secouer une pousse aussi fragile. Ce serait risquer de briser son premier élan vital dans un environnement déjà hostile. Mais y gagne-t-on à ne pas corriger en temps opportun l'orientation de la tige principale ? Quitte à espérer que le chiendent gauchiste se stérilise avec son engrais malsain.

Un contexte historique mal évalué

C'est là une question complexe. Je vais me limiter à quelques aspects majeurs pratiquement jamais signalés dans nos discours politiques. Les États-Unis sont nés d'une révolution. Beaucoup de pays européens aussi. En Afrique, il y a tout un monde entre les pays

qui ont acquis leur indépendance en luttant, et les autres. Au Canada, notre histoire est à l'inverse de cette expérience. Les loyalistes anglais ont refusé la révolution américaine. Notre chrétienté québécoise a rejeté la révolution française. Beaucoup d'allophones ont quitté leur pays à cause d'une révolution. Nous partons donc de très loin pour bâtir une politique de gauche. Il faudra plus de pertinence historique, culturelle et politique. Pensons, par exemple, aux séductions très profondes de l'American way of life, dans toutes les classes sociales, tous les groupes d'âge. Notre pseudo-gauche survole allègrement ce contexte historique, pour jouer rapidement la cassure du système, sans développer une maturation démocratique sous mode créateur, sans mettre en place des expériences anticipatrices, sans bâtir avec patience et intelligence les compétences nécessaires. De telles faiblesses ne font qu'accentuer une orientation historique de droite. Je m'attends à une mouvance dans cette direction au cours des prochaines années. La gauche devra s'en prendre d'abord à ses propres bêtises et à son incapacité d'autocritique.

La question nationale

Cette question n'est pas étrangère à la première. Écarter d'un revers de main le parti québécois, c'est ignorer des forces historiques, des motivations constructives, des affirmations collectives qu'il embraye. Je voudrais citer ici un fait révélateur.

Dans une assemblée de travailleurs où il était question de la Loi 101, un jeune radical se lève et moque cette « bataille d'arrière-garde » en regard de la lutte contre le pouvoir économique dominant. Plusieurs ouvriers lui rétorquent : « c'est justement par là qu'on se réveille à la situation politique et économique ». Peine perdue, cette dimension n'entre pas dans la mécanique intellectuelle simpliste de leur interlocuteur.

Voilà un vieux débat qui a eu cours tout au long de l'histoire du socialisme. On se souvient de la polémique célèbre entre Lénine et Rosa Luxembourg. Lénine accordait beaucoup d'importance à l'affirmation nationale d'un peuple dans la phase de libération et de décolonisation. En 1922, il s'en prenait à Staline qui allait écraser le peuple géorgien de Russie. Ce débat n'a pas cessé depuis.

Comment ne pas reconnaître la dynamique historique de l'entité-peuple, de l'appartenance nationale chez les Vietnamiens, par exemple ? On ne peut tout ramener au schéma sec et simpliste de la classe sociale, de la lutte des classes. Bien sûr, on sait l'ambivalence de la référence nationaliste... Hitler, Pinochet en témoignent. Il n'en reste pas moins que, face à un capitalisme international sans patrie et sans âme qui bulldoze les peuples et les cultures, de fortes identités nationales et historiques ont un rôle à jouer.

En ce sens, l'affirmation d'une culture, d'un peuple québécois en quête de sa propre politique, porte une contestation radicale d'un style capitaliste qui impose partout la même copie conforme de Montréal à Vancouver, de Los Angeles à Toronto. Copie conforme de consommateur sans identité dynamique, copie conforme d'ensembles humains sans personnalité politique et culturelle. Combien d'hommes de gauche, chez nous, comprennent cet enjeu historique et son potentiel révolutionnaire ? Notons ici le tournant de la C.E.Q. et une évolution positive de plusieurs syndicalistes.

Compétence de ses objectifs économiques ?

La gauche d'ici tarde trop à développer des compétences qui correspondent à ses objectifs socio-économiques et politiques.

Dans les dossiers de la CSN, par exemple, après une longue et pertinente critique du capitalisme, on trouve à peine quelques lignes sur la politique, l'économie, la société qu'on veut promouvoir. Plutôt des références vagues, sans stratégie constructive, sans précision sur les compétences nouvelles à se donner. Économistes syndicaux et militants de gauche se contentent de suggérer qu'ils savent quoi faire. Le citoyen aura peine à imaginer, à la tête d'une entreprise nationalisée, ce jeune économiste de la CSN qui récemment, à la télévision, a sans cesse répété : « il n'y a pas d'avenir pour les travailleurs dans le système », tout en ajoutant à la fin un court diagnostic devenu stéréotypé : la nationalisation de ceci ou cela. Ce qui renforce l'image d'une gauche bureaucrate, étatique.

Mais les pratiques font douter encore plus de l'absence de compétence. Pratiques exclusivement consacrées au conflit, à la revendication, à la pure négativité de contre-pouvoir. Les militants de

gauche, en général, investissent peu dans des expériences soutenues d'« entrepreneurship » collectif. L'action, chez eux, se résume souvent à la mise en échec. Rien de bien motivant pour mobiliser des énergies collectives permanentes.

Que de contradictions ! Comment pointer les retards économiques du Québec et le levier de l'État, d'une part et d'autre part, débrayer sans cesse dans tous les secteurs publics et lutter pour le moins d'heures de travail possible, sans compter des exigences qui seraient non administrables dans quelque régime que ce soit ? Ce syndicalisme est plus taylorien que les gestionnaires. Or, dans les services publics, la population voit davantage les syndiqués que les administrateurs. Elle tire vite ses conclusions.

Les petits salariés qui font des heures impossibles pour joindre les deux bouts, ne digèrent pas ce *syndicalisme de luxe* qu'ils paient très cher dans le régime fiscal actuel. La majorité des grèves « publiques » récentes étaient précisément à la défense de ces catégories privilégiées qui s'intéressent moins aux correctifs timides du gouvernement québécois qu'à leur fonds de pension !

Je ne veux pas être injuste. Je sais que toutes les institutions publiques sont à redéfinir. Mais raison de plus pour commencer à mettre sur la table d'autres modèles plus démocratiques, surtout dans le domaine de l'organisation du travail. Il faut inventer des formes inédites de négociation sociale qui permettent un jeu démocratique plus clair et plus positif entre les acteurs : politiques, administratifs, syndicaux, professionnels avec l'implication efficace des citoyens. Pour le moment, le public et le « service » lui-même ne font pas partie de l'enjeu des luttes entre les parties. Ce phénomène de blocage s'amplifie, se complique d'un conflit à l'autre au point de devenir un cul-de-sac de plus en plus insoluble. Celui-ci risque de s'accuser davantage par certaines pratiques indéfendables, tel un critère absolu d'ancienneté qui exclut pratiquement celui de la compétence. Un exemple entre cent ! *Un petit peuple comme le nôtre n'ira pas loin s'il ne joue pas la carte de l'excellence et du travail.*

Des pratiques bien peu démocratiques

La gauche se fait fort de dénoncer le caractère anti-démocratique du capitalisme, les fictions pseudo-démocratiques du régime libéral.

Mais elle s'interroge peu sur ses propres pratiques en ce domaine, particulièrement dans sa façon d'utiliser le syndicalisme. Une autre question tabou.

Souvent l'exercice du pouvoir à l'intérieur de certaines unités syndicales est très autocratique, primitif et « manipulateur », Solidarité démocratique contre l'ennemi, mais soumission interne aux petits politiciens autocratiques qui peuplent trop d'exécutifs. On ne liquide pas l'histoire facilement !

Quand des faits et des questions sont soulevés dans l'opinion publique, des porte-parole syndicaux se contentent de rappeler l'existence de leurs structures démocratiques formelles. Et les pratiques ? N'est-ce pas adopter la logique libérale signalée plus haut ?

Les milieux de gauche sont des « nids à chicane » d'une stérilité désespérante. Ils se neutralisent de mille et une façons.

Le concours de pureté entre factions de gauche est particulièrement inhibiteur de l'action. C'est la censure constante. Devant la moindre initiative positive, les purs agitent le spectre du réformisme, de la récupération, du jeu de la droite. On l'a vu lors des derniers sommets économiques. Une autre attitude que la population ne comprend pas. La gauche se fabrique son propre phénomène de rejet.

Le globalisme négatif rend insignifiants les expériences quotidiennes de la base et les efforts concrets de libération et de création. Et la radicalité d'une pensée trop souvent totalitaire crée sa propre chasse aux sorcières, sa propre exclusive, et bloque l'examen sérieux du réel, l'investigation des diverses solutions possibles. Autant d'obstacles à la vie démocratique à la base.

Bref, la gauche a-t-elle une culture, une pratique, une éthique démocratiques ? Est-elle capable de vivre la démocratie sous un mode positif, créateur, engageant ?

Obsédée par le schéma vertical dominants-dominés, elle sait très peu les riches solidarités horizontales de la base, et les pratiques démocratiques pour les assumer, les féconder. Combien de fois les normes syndicales s'ajoutent aux normes administratives au point de rendre impossibles toute communauté de travail, toute entraide quotidienne, ou même un « nous » de classe. J'ai même vu des

syndicalistes s'opposer à la participation des gens âgés dans leur centre d'accueil, pour maintenir une fragmentation des tâches qui favorisait le personnel, mais défiait toute organisation communautaire épanouissante.

Absence de pédagogie et de sens politique

Il faut aller plus loin dans le diagnostic précédent. Comme profil général, on pourrait dire que *certaines militants de gauche fonctionnent seulement quand tout le reste ne fonctionne pas*. Grèves, arrêts de travail, périodes de négociation, griefs, colloques, manifestations, etc. Cette pure négativité ne fait pas une politique.

Je connais bien l'objection qui pour moi tient du magisme : à savoir la lutte qui va tout créer : la conscience de classe, la motivation d'action permanente, la redéfinition de la société, le nouveau système. Il y a ici un autre mythe à revoir, par exemple l'avènement d'une nouvelle structure qui amènera automatiquement un comportement politique différent.

Alignons ici des indices de cette absence de sens pédagogique et politique.

- À trop singer la publicité qui masse la population par ses slogans, une certaine gauche s'aventure sur un terrain qui la déclasse en partant, si on considère l'omniprésence de la publicité. Du reste, les gens associeront cette propagande au processus publicitaire.
- Accrocher à la locomotive cent wagons à la fois : Wall Street, Ottawa, le code du travail, les garderies, la promotion féminine, la sécurité d'emploi, etc., à l'occasion de chacun des conflits, c'est noyer le problème visé, l'action concrète à mener. On ne peut mieux démobiliser.
- Moquer toute référence au bien commun ou à l'intérêt général comme une idée piégée, c'est laisser peser le soupçon qu'au fond, on ressemble aux autres dans la poursuite d'intérêts particuliers et privés. Cette absence d'évaluation concrète de

l'intérêt général dans l'établissement de revendications syndicales a provoqué une accumulation incroyable de contradictions surtout en matière de structure de salaires et de classes de salariés.

- On cherche vainement dans les discours et les pratiques de gauche une pédagogie d'étapes pour la maturation et l'action politiques. Les ténors syndicaux pratiquent le grand écart. Ils sont loin, loin en avant... alors qu'il faudrait savoir pousser aussi par l'arrière ou au-dedans.

Quand un petit salarié entend des grands chefs de gauche décréter la mort du système et chanter la société socialiste lointaine, il peut facilement se dire : « moi, j'ai du pain à mettre sur la table demain matin, toi avec ton gros salaire tu peux te permettre de dire ça longtemps. Durant ma grève, toi, tu as toujours plein salaire avec un bon coussin à la banque ». A-t-on mesuré l'impact politique de ce fait majeur : la majorité des hommes de gauche qui se disent du côté prolétaire, sont en fait en situation financière privilégiée ? Nous devons donner des preuves plus concrètes dans notre style de vie.

Distorsion de la question éthique

« Ce n'est pas un problème moral, c'est la nature même de la société capitaliste qui est en cause. » Étrange parenté avec le moralisme des essences. Mais voyez le glissement. Ce refus du questionnement éthique se prolongera dans l'absence d'autocritique de cet ordre. Pour la cause, on se permettra n'importe quoi. Sans compter le fait qu'on évite aussi toute confrontation entre son idéologie et son style de vie. Mais il y a plus.

Pensons à la destruction du matériel dans les services publics. Un dossier noir impressionnant que les milieux syndicaux n'osent se révéler même à huis-clos. Et que dire des nombreuses expériences douloureuses que bien des gens ont vécues au moment de grèves publiques où non seulement des administrateurs, mais aussi des syndiqués ont eu des pratiques inhumaines. La stratégie de l'éponge dans les négociations subséquentes n'efface pas l'amertume chez bien des victimes dans la population. Bien sûr, cela n'entre pas dans l'évaluation du constat : à savoir, un sentiment anti-syndical largement

répandu. Tous les sondages se trompent ! C'est de la propagande capitaliste !

Et pourtant, la gauche ne se prive pas du butoir de la morale pour critiquer le système. Mais quand elle ment elle-même, c'est par stratégie ! Tel ce communiqué récent dans les médias : 50,000 travailleurs d'hôpitaux ont débrayé. Vérification faite, on découvre qu'il s'agit de syndicats qui représentent 50,000 travailleurs. On a joué sur l'équivoque.

À la suite d'un congrès du RCM, marqué par de graves accroc à la démocratie, un reporteur de Radio-Canada se contentait de résumer le feuillet de propagande de cette formation politique. Quand on a une cause juste, pourquoi pratique les mêmes abus qu'on reproche aux pouvoirs en place dans leur utilisation des médias ? Mais cela n'est pas le plus grave problème.

Que de fois entends-je dans les milieux populaires cette remarque à propos des gros syndiqué ; de luxe : « des gens qui se plaignent le ventre plein ». Une gauche qui soutient n'importe quelle revendication, même la plus abusive, ne saurait écarter le questionnement éthique impunément. Albert Meister disait qu'en Europe occidentale, la gauche ne veut pas vraiment changer les règles du jeu dont elle profite. Est-ce le cas ici ?

L'interrogation éthique pourrait nous faire découvrir que les deux classes sociales fondamentale ; ne sont pas celles pointées par la gauche idéologique, mais plutôt celles des intégrés et des exclus. Les premiers incluant un syndicalisme massivement dévoué aux intérêts et aux aspirations insatiables des classes moyennes. Répétons-le, n'y a pas grande différence dans le style de vie d'un permanent syndical et d'un agent d'assurance.

Mais tout cela reste à la surface. Il y a d'autres défis plus profonds que je voudrais signaler dans une prochaine étape.

Première partie :
Bilan et avenir de la gauche au Québec

Chapitre 4

Les cotes d'alerte

Stérilité scientifique

[Retour à la table des matières](#)

Voilà une question délicate, je ne veux pas être injuste. Il existe des études sérieuses dans les milieux scientifiques de gauche. Mais encore ici, certaines pratiques sont d'une stérilité navrante.

J'ai noté plus d'une fois que des étudiants de diverses facultés, qui ont adopté la fameuse grille, croient tout savoir. Les champs les plus divers d'expériences humaines : école, usine, quartier, CLSC ou hôpital, ont tous le même visage social, la même étiquette idéologique. On les explique par la même mécanique intellectuelle. Il en va ainsi des individus, des groupes, des classes, des milieux qui perdent leur identité et leur histoire propre dans ce moule idéologique aussi standard que celui de la techno-bureaucratie. Un tel corridor d'interprétation étouffe l'intelligence, la vie et même l'action. En effet, l'hypertrophie d'une fonction critique souvent dogmatisante fournit la raison irréfutable pour décréter l'inutilité de toute expérience positive. « C'est faire le jeu du système. » Tout est dit.

Un tel problème a des racines dans bien des travaux scientifiques dits de gauche ; travaux aussi secs et stériles que les études technocratiques. Je pense à ces recherches qui portent sur les milieux populaires. Toujours la même tuyauterie, mais bien peu d'eau vive. On y parle de la culture, des valeurs de ces milieux sans jamais réussir à en nommer une. Aucune positivité. La définition des exploités par le vide, comme s'il n'y avait rien en eux pour appuyer une volonté de libération et d'affirmation collectives.

Comme profil général, l'activité scientifique de la gauche me semble de plus en plus aride ; elle rétrécit la complexité du réel comme une peau de chagrin. L'image est juste à plusieurs titres. Beaucoup de chagrin, mais aucune dynamique : historique, socio-culturelle, économique ou politique. Cette évolution ressemble étrangement à celle de la doctrine sociale de l'Église ! Combien de débats byzantins sur l'orthodoxie, le révisionnisme, chez les différents groupes d'extrême-gauche ! Mais ceux-ci ne sont pas les seuls à assécher la riche complexité du réel, des diverses expériences humaines, des différents contextes historiques et culturels, des classes et milieux ouvriers eux-mêmes.

Non-pertinence culturelle

La pensée et la pratique de la gauche sont peu acculturées (pertinence culturelle). Quand on a si peu d'enracinement historique dans sa propre société, on renforce son propre déclassement en moquant, par exemple, les enjeux culturels assumés par le parti québécois. De même, le peu de prise du NPD au Québec est très révélateur. Et que dire de notre gauche plus radicale, mais encore moins ouverte à certaines sensibilités culturelles positives du peuple d'ici.

Tout ce qui est proprement culturel semble une patate chaude dans les mains et dans la bouche de plusieurs hommes de gauche. Certains d'entre eux s'intéressent aux questions culturelles, mais d'une façon parallèle. Ils n'arrivent pas à faire entrer la culture concrète des Québécois dans leur grille toute centrée sur une comptabilité économique simpliste et un économisme idéologique abstrus. Le folklore d'un bord, le combat politique de l'autre. Certains pouvoirs

libéraux ont su utiliser cette dissociation. Souvenons-nous du slogan « souveraineté culturelle ».

La gauche n'a pas de politique pour redéfinir d'une façon cohérente les niveaux de vie, les styles de vie et les raisons de vivre. Il lui faudrait plus de pertinence culturelle pour cerner notre contexte historique « singulier », pour élaborer un autre projet de société, qui soit autre chose qu'une vague référence universelle au socialisme ; n'est-ce pas par le biais de la culture qu'on appréhende l'identité historique d'un peuple et ses richesses propres d'humanité qui sont souvent impondérables même en termes scientifiques, encore moins en termes de passifs économiques comptables ? À tout le moins, pourrait-on souhaiter l'élaboration d'une anthropologie culturelle critique qui morde vraiment sur notre singularité, piégée par notre intériorisation de *l'American way of life*. Charlebois est un exemple de notre imbroglio culturel. Si j'ajoute l'imbroglio économique, je dirais la même chose de la Place Desjardins. Culture sous-américaine, homogénéité et singularité exagérées de la culture québécoise, salade multi-culturelle d'une urbanité éclatée, que de questions à faire entrer dans une réflexion politique pertinente !

Sécheresse spirituelle

Beaucoup de Québécois ont rejeté en un tournemain l'expérience religieuse qui nous a profondément marqués dans notre histoire, dans notre culture, dans notre type de société. Les peuples comme les individus ne peuvent traiter superficiellement l'histoire qui les a faits. En ce sens, je pense que les sciences sociales n'ont pas développé l'équivalent de la révolution psychanalytique. Au Québec, en tout cas, il y a présentement un « retour du refoulé » dont on est peu conscient. D'autant plus insaisissable qu'il se présente sous des dehors laïques, tant dans la gauche que dans un certain nationalisme dit non religieux. J'ai déjà signalé ailleurs plusieurs traits de la chrétienté cléricale dans bien des comportements politiques actuels : dogmatisme, messianisme, etc.

Mais il y a aussi un envers positif. Par exemple, certaines expériences humaines et culturelles que véhiculait notre histoire religieuse. Tout un ensemble de motivations positives qui fondaient des engagements altruistes profonds et durables. Pensons à la valeur

« service » de moins en moins pratiquée. On a moqué l'idée de vocation... voyez comment on meurt dans les hôpitaux qui sont devenus des institutions froides comme toutes les autres. J'entends des amis athées qui se mettent tout à coup à parler d'âme, de qualité spirituelle, de force morale comme des requêtes pressantes en politique, en institution, en vie quotidienne. Un peuple qui a fait aussi bon marché des convictions les plus profondes qui l'ont façonné, doit s'interroger sur son tonus spirituel. De même une intelligentsia qui méprise la foi de son propre peuple qu'elle prétend servir... ou sauver.

Ce genre de préoccupation est honni dans une gauche qui, trop souvent, pratique un matérialisme aussi bête que celui des capitalistes. Que de jugements simplistes sur le judéo-christianisme, comme s'ils étaient révolus ces quatre mille ans d'histoire profondément ancrés dans notre conscience et notre expérience contemporaine.

Il y aurait tant de choses à dire sur la sécheresse spirituelle d'une certaine gauche. Comment ramener la quête actuelle d'une intériorité riche et dynamique à un « intimisme anti-politique » ? Comment moquer le monde des valeurs sans risquer la mort d'une sagesse capable d'évaluer et de promouvoir les qualitatifs humains d'une économie, d'une politique ? N'y a-t-il pas aussi des questions de sens derrière l'indéniable problème de sou ? L'homme n'est-il qu'un producteur, fût-ce dans une perspective collective et publique ? Marx lui-même protesterait devant une telle réduction de sa pensée.

L'instance spirituelle nous rappellera sans cesse que l'homme, universel et situé, jusque dans une situation prolétaire, est plus riche que n'importe quel système ou structure. On ne saurait l'y enfermer. « Il faut des convictions sans espoir », me disait un radical sans tendresse. Quel prolétaire va le suivre dans ce vide d'humanité ?

Froideur idéologique

Il manque à la gauche radicale d'ici un courant chaud. Et Dieu sait si c'est important dans l'expérience, la motivation et le rapport social des Québécois ! Droite et gauche rivalisent en froideur idéologique et en abstraction politique. Voyez-les toutes les deux boudier les fêtes québécoises les plus près de nos sentiments les plus profonds. Les

nôtres souffrent plus que jamais des institutions froides bâties par les technocrates. Trouveront-ils une réponse aussi glacée dans la gauche ?

La gauche ramène tout à une question de structure et de pouvoir. Elle a perdu la touche humaine du socialisme dans sa tradition historique première. À savoir l'homme nu qui n'a que sa condition humaine à mettre dans la balance. Voilà un repère fondamental pour redéfinir le pouvoir, l'avoir et le savoir non plus comme des fins mais comme des moyens. Dans une logique exclusive de pouvoir, que deviennent les enfants (majoritaires sur cette terre) sans carte de pouvoir dans leurs mains ? Les étudiants, les malades à l'hôpital, les usagers des services publics n'ont eu pratiquement aucune voix au chapitre dans l'enfilade de longues grèves dans les secteurs publics. Ce syndicalisme va payer cher le peu de touche humaine qu'il a eue en pareilles circonstances. Il risque d'être rejeté par ceux-là mêmes qu'il prétend défendre.

Certes, la gauche suscite parfois des effervescences collectives, mais c'est souvent dans un climat d'invective, de solidarité provisoire, de *trip* symbolique autour des drapeaux. Parfois la froideur idéologique se traduit dans un style d'assemblée qui étouffe la discussion démocratique, méprise les dissidents, établit à demeure un climat de méfiance et cache des stratégies élaborées dans les coulisses par des militants ou des exécutifs autocratiques et peu francs.

Dénoncer sans rien annoncer

Plus que de froideur, la gauche d'ici souffre d'une pensée trop vinaigrée et macérée. Elle cultive le pire jusqu'à l'incroyable, surtout dans ces milieux petits-bourgeois qui dramatisent des problèmes artificiels bien loin des enjeux du pain, comme le chômage, la pauvreté. Certaines revendications de luxe méconnaissent un sens minimal des priorités dans le partage des biens. Il suffit de lire certaines conventions collectives. J'imagine la tête des petits salariés, s'ils savaient ce qu'ils payent avec leurs taxes.

L'équipement critique de la gauche instruite a permis de justifier à peu près n'importe quoi, sans payer de grosses factures, sans compromettre son confort. Dans un contexte critique aussi piégé, les motivations positives de justice pour de profonds changements

structurels perdent tout impact dans les classes infériorisées. Seule la force de chantage compte, dans la plus pure sauvagerie capitaliste. Qu'il s'agisse d'une grosse corporation professionnelle et syndicale, ou d'une corporation financière. Le plus possible, tout de suite. Or, on sait qu'une profonde libération collective capable d'un long souffle exige un autre type de lutte, de revendication, d'investissement qui implique des sacrifices immédiats, y compris chez les nantis de gauche. Ceux-ci veulent-ils un autre avenir, ou protéger le futur de ce qu'ils ont déjà ?

Quant à la gauche plus généreuse, elle sait mieux de quoi elle veut se libérer que le « quoi » visé dans cette libération. Ce prétendu progressisme n'a pas grand-chose à annoncer. Mis à part le progrès de la conscience critique et le scénario itératif de la grève, on n'a pas d'idées précises sur ce qui pourrait faire avancer les choses. Encore moins trouve-t-on des actions concrètes, des réalisations qui commencent à anticiper en petit ce que l'on veut en grand ! Cette absence d'exemples concrets a d'énormes conséquences : peu de réalisme dans le discours politique de gauche, peu d'attrait positif pour une utopie sans visage et sans mains, peu de garanties dans l'éventualité d'un renversement politique radical.

L'extrême-gauche a donné le ton en occupant plusieurs créneaux du syndicalisme, tout en méprisant parfois les institutions syndicales et leurs membres. Des jeunes loups sans expérience de travail, sans maturité politique ont conquis des postes stratégiques, imposé leur fanatisme. Au point de laisser entendre qu'il y a chez nous une extrême-gauche, sans gauche. Comment des unités locales de 500 ou 1000 travailleurs peuvent-ils accepter d'être « manipulés » par un noyau de petits politiciens staliniens, assoiffés de pouvoir ? Quel écart entre la sous-politisation de la masse des travailleurs et cet extrémisme fasciste dit de gauche ! Rien de bien sain pour la démocratie et l'avènement d'une authentique gauche.

Il faudrait rappeler aussi le travail destructeur de ces pseudo-révolutionnaires dans les coopératives populaires. Ils ont défait ce qu'ils n'avaient pas construit. Encore ici, c'est le silence quasi absolu dans la gauche. Au nom de quelle solidarité ? Pendant tout ce temps, on n'invente aucune pratique sociale, on ne met en marche aucun chantier. Du train, on ne sait que la pratique du déraillement. Mais un jour ou l'autre, il faudra bien apprendre à faire des trains.

Première partie :
Bilan et avenir de la gauche au Québec

Chapitre 5

Conclusion : un apport plus qualitatif

[Retour à la table des matières](#)

Mis à part beaucoup de petits salariés condamnés à des heures de travail très nombreuses pour joindre les deux bouts, mis à part ce petit nombre de tâcherons qui en chacun des milieux parviennent à maintenir les institutions un peu vivables, j'ai la conviction que le travail ne nous étouffe pas, règle générale.

Dégradation du travail

Je suis profondément scandalisé par le bas rendement en travail et par le gaspillage particulièrement dans les services publics à divers paliers. Personne n'ose le dire publiquement. C'est un autre tabou, surtout dans les milieux syndicaux les plus protégés. Maximum de protection, minimum de travail. Super-consommateurs, piètres producteurs. Grands objectifs politiques et économiques et petits efforts individuels et collectifs.

La droite parle de liberté individuelle, la gauche de liberté collective, à une majorité de gens qui ont des comportements asociaux. Nos langages idéologiques sont de plus en plus en porte-à-faux. Bien sûr, il y a ce terrible problème d'un chômage massif. Mais qui ose dire qu'entre autres raisons, ce chômage n'est pas étranger à une foule d'irresponsabilités de ceux qui ont déjà tant reçu (la nouvelle classe), et qui ne font pas grand-chose pour une économie dynamique, qu'elle soit privée ou publique, capitaliste, socialiste ou quoi encore.

Un peuple qui vit un tournant historique aussi difficile peut-il se permettre une telle dégradation de sa principale source d'énergie ; le travail des mains, de la tête, du cœur ? On m'accusera de moraliser. Qu'importe ! Il y a une crise morale chez nous au cœur même de notre situation économique et politique. Bien sûr, on peut évoquer le spectre capitaliste des multinationales qui nous dominent. Mais cette explication passe-partout de tous nos problèmes est en train de nous aveugler tragiquement. On en abuse à gauche au point d'oublier de renforcer ce sur quoi on veut s'appuyer pour bâtir une autre société : à savoir un travail solidaire, responsable, compétent, libérateur.

Oh ! je sais, les spécialistes de la « critique-étiquette » verront ici le slogan fasciste : travail, famille, patrie. Mais n'oublions pas que les colonels utilisent machiavéliquement ce que des régimes libéraux décadents ont laissé se dégrader. L'histoire de l'hitlérisme nous le rappelle.

Des faux Américains

Le Canada et le Québec vont peut-être connaître bientôt leur test de vérité. Signe avant-coureur que cette première chute monétaire ! Nous sommes devenus des faux Américains qui vivent *l'American way of life* sans en avoir les moyens, sans y mettre le travail correspondant. J'en ai assez d'entendre ânonner sur notre prétendue société post-industrielle qui n'a pas fait le dixième d'une petite révolution technologique et industrielle. J'en ai assez d'entendre autour de moi des propos ricaneurs et irresponsables sur le « travail dépassé » à l'ère des machines qui travaillent pour nous. Eh quoi ! nous allons bâtir un pays avec de telles conneries ! Et que dire des 1000 minutes-semaine que la C.E.Q. veut exiger, tout en se disant au service des travailleurs.

La gauche qui ne veut plus d'une société de banquiers, de marchands et de rois-nègres, mais d'une société bâtie par sa base humaine et pour sa base humaine, cette gauche a-t-elle le courage de poser les problèmes qui relèvent de nous-mêmes ?

Nous avons vu comment le refus d'une autocritique sérieuse mène à un cul-de-sac ; si la gauche continue dans sa foulée actuelle, elle restera longtemps une entité politique périphérique, et même un repoussoir utile aux forces de droite.

Faut-il rappeler à nos maquisards de luxe que même la guérilla n'atteint pas ses objectifs immédiats sans appui dans la population ? Le Che l'a répété mille fois. Je viens de le constater dans le drame d'une usine de 1 000 travailleurs, menacée de fermeture à cause du sabotage de quelques gauchistes qui agissent contre la volonté des ouvriers et de leur syndicat. À l'horizon, 1000 autres chômeurs dans la quarantaine. Voteront-ils demain à gauche ? J'en doute.

On est loin d'un nouveau projet de société.

Tâches qualitatives et orientations prioritaires

Au moment où le capitalisme devient plus froid, plus dur, plus abstrait, la population participera davantage à une politique et à des pratiques plus humaines, plus soucieuses d'éthique, plus près du pain quotidien, plus monnayables dans des actions collectives à sa portée, plus compréhensibles et engageantes.

- Le mouvement ouvrier s'est bâti historiquement sur le rôle clé du travail. Certes, le capitalisme et le taylorisme ont vidé l'activité laborieuse de ses riches expériences humaines. De plus, la révolution culturelle récente a relativisé l'importance du travail. Mais se servir de tout cela pour justifier des pratiques syndicales qui renforcent la dégradation de la responsabilité au travail, de la communauté de travail comme telle, c'est compromettre la portée politique, historique et éthique du travail lui-même par rapport au Capital. Comment nier les faits nombreux où l'instance syndicale défend aveuglément des irresponsabilités, des incompétences y compris un

individualisme mesquin et l'absentéisme dans les services publics ? Il faut surmonter cette contradiction.

- La gauche gagnera aussi à mieux intégrer les aspirations nouvelles : affirmation collective et historique du Québec francophone ; dynamique du désir et goût de vivre dans une révolution culturelle largement diffusée chez les jeunes ; nouvel intérêt pour une vie intérieure intense qui se prolonge en rapport social qualitatif, durable et fécond. Des changements profonds sont en train de se produire, par-delà la créativité culturelle extraordinaire des dernières années. Ce peut être la sève de bien des pousses sociales, politiques et même économiques.
- Mais il faut un lieu démocratique pour conjuguer les luttes du pain, les nouvelles dynamiques culturelles et spirituelles, les expériences sociales récentes, le défi historique du Québec. *S'approprier une maison vide ne saurait être un objectif en soi. Du coup, c'est poser la question qualitative de ce que serait la vie dans cette maison. Je crois que la gauche actuelle n'a pas grand-chose à dire là-dessus. Et c'est dommage !* Elle aussi parle le langage de la technostructure vide de sève, de chair et d'âme humaine. Tristes plombiers, à gauche, à droite ou au centre, qui ne savent plus faire jaillir la source.
- Que diable ! il faudra bien que le peuple d'ici cesse de passer d'un cléralisme à l'autre, d'une dépendance à l'autre, pour miser davantage sur lui-même dans la création de son propre avenir. Un avenir, espérons-le, démocratique, juste, fécond et ouvert aux autres.

Des temps difficiles

Mais comment ignorer les exigences radicales de notre difficile destin en terre d'Amérique ? Sommes-nous prêts aux durs sacrifices qui accompagnent pareil défi ? *L'extrême-gauche n'a pas de politique, mais elle est peut-être la seule à poser le problème de fond dans toute sa crudité.* Un problème gigantesque à la mesure de la planète et de la civilisation, celui d'une révolution de l'homme qui vaudra enfin pour lui-même et non pour l'argent, le parti ou quelque autre idole.

Au moment où toutes les sociétés font face à une profonde redéfinition d'elles-mêmes, à un dépassement difficile, malgré des moyens extraordinaires, nous devons enfin reconnaître le défi décisif d'une intelligence et d'une volonté politiques capables de repérer et de faire jaillir la Source d'un nouveau printemps.

Pour y arriver, la réclamation de son droit, ou même le pur combat de revendication, ne sauraient remplacer des efforts collectifs créateurs et très exigeants. Nous entrons dans des temps difficiles. Face aux réponses totalitaires, opposerons-nous une liberté moite et folle, superficielle et irresponsable, individualiste et a-politique, sans profondeur ni horizon ? *À ce compte-là, je crains la mode libertaire actuelle plus que l'excès de certaines convictions. La gauche « snobinarde » de luxe qui a perdu le sens du pain devrait nous inquiéter davantage que le radicalisme d'une militance en quête d'une politique.*

Une perspective politique plus claire

Par-delà ces travers, il est urgent de situer l'action de la gauche dans un cadre politique clair, cohérent et démocratique, pour mieux établir les priorités et articuler des démarches plus judicieuses, et plus compréhensibles dans la population. L'explosion sauvage de mille et une revendications, de mille et un droits, en dehors de toute évaluation de l'ensemble de la situation, crée à la fois perplexité, insécurité et scepticisme chez la plupart des gens. Si à cela s'ajoutent des querelles d'orthodoxie et des discours nihilistes sur le système à casser, on débouchera sur une gauche peu politique, caricaturée par des esprits fascistes qui ne voudront jamais respecter les étapes nécessaires à la maturation démocratique et à la décision libre de notre peuple.

Cette pseudo-gauche est en train de faire à l'intérieur ce que ses « propres ennemis » font de l'extérieur, à savoir une tragique stratégie d'étouffement. Quelle aberration ! Vadebonceur pose une question pertinente : « Les syndicats québécois seraient-ils les seuls syndicats au monde qui décideraient que la culture des Québécois et le pays des Québécois n'auraient qu'une signification bourgeoise ? » De tous les aveuglements d'une certaine gauche, celui-ci est le plus désastreux, particulièrement dans le tournant difficile que le peuple d'ici doit

affronter. Voilà un autre indice qui dénote l'inexistence d'une vraie politique à gauche.

Par ailleurs, il serait tout aussi stupide de rejeter globalement certaines interpellations des militants dits d'extrême-gauche. Après un si lourd et un si long passé de soumission, l'agressivité retrouvée peut avoir un sens politique dynamique si elle est bien assumée. Il y a un sens de la dignité, de la justice qui exige parfois une profonde révolte. Qu'il s'agisse du Veau d'or ou des vendeurs du Temple, qu'il s'agisse de pouvoirs plus subtils mais non moins dominateurs qui asservissent une population et même ses institutions politiques. Par exemple, le dossier de Henry Aubin sur *Les Vrais Propriétaires de Montréal* nous montre que des décisions majeures échappent même aux pouvoirs élus, sans compter leurs complicités. Accepter indéfiniment pareilles situations est plus grave pour notre avenir que certains excès d'un radicalisme en quête de politique. Nous devrions nous inquiéter davantage de nos grandes résignations collectives, encore assez répandues aujourd'hui. Peut-être avons-nous besoin du choc politique que provoque cette extrême-gauche au milieu de nous ?

Mais il faudra des motivations plus positives, des compétences communes plus solides, des solidarités mieux fondées pour construire un avenir bien de nous, fortement enraciné et ouvert sur les autres. Entre autres tâches, nous ne pourrions pas reporter sans cesse la responsabilité de commencer à façonner une base socio-économique collective autour de quelques chantiers judicieux et féconds. Sur ce terrain concret, nous serons amenés à un peu plus de réalisme. Car la compétence économique ne se paie pas de mots ! C'est un monde quotidien de décision et d'action. Nous avons rudement besoin de cette mise à l'épreuve de nos discours sur la société nouvelle.

Aux yeux de certains critiques, la crise ne serait pas assez profonde pour susciter des révisions et des changements profonds comme l'ont accepté les grands agents socio-économiques et les citoyens en plusieurs pays européens au lendemain de la dernière guerre mondiale. L'Allemagne est un bel exemple. Et pourtant l'an passé, en cette même Allemagne, à Bonn, le Canada s'est drôlement fait semoncer pour ses piètres performances en tous domaines, de l'absence d'une discipline collective minimale jusqu'à celle de la moindre initiative originale pour réorienter sinon relancer son économie. On nous cite partout comme le modèle (!) à éviter. Et bien sûr, le Québec fait partie du problème.

Avec un humour un peu caustique, j'ai le goût d'évoquer ici un récent désastre national. Eh oui ! le seul championnat mondial que nous pouvions revendiquer s'est effondré au Madison Square Garden. C'est plus qu'un symbole de nos solutions sur le tas, de nos fiertés un peu trop commodes et complaisantes. Pensons à un certain stade olympique habité par les performances des autres, et entouré de centres commerciaux, d'hôtels et d'usines qui ne nous appartiennent pas. Comment alors se limiter à trouver un meilleur aiguillage des locomotives dans des gares de triage marginales, ou loin des principaux circuits ? Du petit train électrique de l'Expo à celui de mon petit neveu, je n'ose voir l'image d'un peuple enfant, fût-il plein de promesses !

Finie la révolution tranquille... aisée !

Dans l'opinion publique, bien des citoyens croient encore à la richesse exceptionnelle du pays à cause de l'abondance des ressources naturelles. L'Alberta fait rêver d'un nouveau Klondyke. Une psychologie du XIX^e siècle, sinon d'une New Frontier, qui ne résiste pas aux exigences nouvelles et complexes d'un tournant historique qui appelle des solutions plus ardues et inédites. Est-il une seule société sur terre qui échappe à un tel défi ? Mais même dans la situation présente, certaines interpellations devraient nous alerter. Voyez sur la carte du monde, cette petite tâche noire qu'est le Japon, sans ressources naturelles, avec une surpopulation, et pourtant quelle performance au cours des dernières décennies ! La comparaison avec le Canada est ici brûlante, humiliante. Des Japonais que j'accompagnais dans une visite du Québec, me disaient : « nous aimerions bien avoir un pays comme celui-ci, vous verriez ce que nous ferions avec un tel potentiel ». Ressources intéressantes, bien sûr, mais surtout une dynamique « humaine » que nous avons peu... développée.

Il est temps de nous dire certaines vérités, entre francophones particulièrement. N'avons-nous pas cru naïvement à une révolution tranquille... aisée ? Bien sûr, on y a fait des choses intéressantes. Mais ce qu'il y a eu de mythique dans cette prétention d'un autodéveloppement rapide et facile ! Voyez notre situation économique aux abords des années '80, après avoir tant emprunté et

investi dans ce qui devait être des instruments collectifs pour atteindre cette visée. Le moyen a mangé l'objectif au point de devenir cancérigène.

Il est trop simple de tout justifier ici par la difficile conjoncture économique internationale. Même si celle-ci devenait plus favorable, nos problèmes internes de fond resteraient entiers, particulièrement ceux d'ordre économique. Je vais en mentionner quelques-uns.

Une société de revendicateurs ou un peuple entreprenant

Nous sommes confrontés à des choix aussi impérieux qu'épineux ; telle la part respective de nos ressources consacrées aux politiques sociales, à l'éducation et au développement directement économique. Celui-ci restera-t-il longtemps encore le parent pauvre ? Plusieurs des nôtres sont conscients du défi, mais qu'en est-il des attitudes et des comportements réels ? La critique légitime du régime économique actuel nous amène inconsciemment à considérer la chose économique comme extérieure à nous-mêmes, pour nous rabattre sur notre identité culturelle et politique. Je serai le dernier à minimiser l'importance de cette dynamique historique indéniable chez nous. Mais elle peut devenir aussi mythique que le messianisme d'hier. Il faudra nous convaincre que l'atout économique est lui aussi essentiel au façonnement de notre avenir.

Une évidence, un truisme. Et pourtant, voyez nos façons multiples de fuir ce défi. On ne le redira jamais assez. Un mouvement progressiste ne saurait passer à côté d'une rude interpellation de notre collectivité encore séduite par la prospérité artificielle des deux ou trois dernières décennies. Le bilan de ce qui est aux mains des francophones chez nous est-il proportionnellement moins inquiétant que celui que nous avons fait durant les années '50 au moment où se préparait la Révolution tranquille ? Bien sûr, des infrastructures nouvelles assurent un meilleur potentiel d'autodéveloppement, mais je demeure persuadé que nos attitudes de fond en matière économique ont peu changé. Il se pourrait même qu'aux vieux préjugés anti-économiques d'hier se soient ajoutées de nouvelles formes de dépendance : une psychologie de purs consommateurs, un recours à l'État comme vache à lait intarissable, une absence d'éthique collective

dans l'utilisation du bien public, un refus systématique d'évaluer les coûts de revendications inspirées par les sociétés les plus riches de la planète et quoi encore ! Les promus de la Révolution tranquille qui ont déjà tant reçu ne semblent connaître aucune limite à leur appétit.

Cet indécent million de Québécois aux frontières de la pauvreté, à bout d'inflation et de chômage, devrait interpeller à leur tour les états-majors, y compris les syndicaux, tous centrés sur les intérêts particuliers de leurs membres qui logent pour la plupart des cas dans cette catégorie de promus de la Révolution tranquille. Ce million de laissés-pour-compte qui risque de grossir tragiquement aurait raison de vous crier à tous : « Laissez de côté, pour le moment, vos petites joutes idéologiques de pouvoir sous les feux de la rampe, révisez vos priorités et surtout vos pratiques réelles si souvent camouflées sous des discours généreux, articulez les dynamismes là où ils se trouvent, mettez-vous en chantier-, plus que du pain, nous voulons la dignité de le gagner nous-mêmes. »

Malgré nos dépendances, et avouons-le, aussi nos travers, cette volonté habite encore la très grande majorité des nôtres. De tous les maux, le chômage est le plus débilisant. Or, j'ai bien peur que nos états-majors soient en train de s'y résigner. La bataille entre élites gouvernementales, technocratiques, patronales et syndicales prend une place tellement importante qu'elle en vient parfois à réduire les enjeux les plus vitaux à des querelles de politiciens dans la plus pure tradition de nos « assemblées contradictoires ». Or, nous voilà parvenus à un seuil critique où nous allons tous y perdre si ce « pétage de gueule » demeure notre seule industrie nationale.

Les petites nations dynamiques ont su maintenir et renouveler une solidarité de base qui gardait toujours la priorité sur les conflits internes même les plus radicaux. Ceux qui parmi nous ont toujours le « collectif » en bouche, sont-ils capables de discipline collective autre que celle de revendiquer une dépendance toujours plus poussée. Étrange ressemblance avec ceux qui sont prêts à collaborer à un colonialisme économique, culturel et politique toujours plus poussé.

Peut-être faut-il nous interroger d'abord sur notre « agir ensemble » ? Il est beaucoup question de virage à droite, de retour frileux au passé. Ce n'est là qu'une résultante. Le principal problème est ailleurs. Nous n'osons l'avouer. C'est même une référence tabou chez nous, à savoir notre peu d'efficacité « Tant qu'à perdre, dira le

colonisé, mieux vaut perdre tous ensemble. » Sans compter ceux qui s'assoient vite sur le succès acquis, et cela dans bien des domaines.

Je veux bien contester des pratiques douteuses de productivité, mais je n'arrive pas à imaginer une société progressive socialiste, capitaliste et autre où l'idéal est de travailler moins de trente heures par semaine. Si cette conviction est puritaine, j'en suis à cent pour cent, parce que nous ne pouvons nous faire une place sous le soleil dans un avenir aussi problématique sans un travail acharné, sans la recherche de l'excellence en tout. Et de grâce, qu'on arrête de parler d'une société post-industrielle quand on n'a pas encore réussi à faire sa propre économie, quand on est aussi massivement hors des secteurs de pointe.

Des pierres d'attente et des élans inattendus

Je demeure persuadé que le potentiel nécessaire à des solutions audacieuses et fécondes existe chez nous. Non pas seulement en termes de ressources, d'infrastructures et d'outils, mais aussi en termes d'hommes et de femmes qui commencent à se ressaisir, à retrouver le goût d'agir plus que de réagir. Peut-être fallait-il passer par ce creuset pénible des derniers temps, par des tâtonnements, des essais et même des erreurs. Voilà poindre une nouvelle conscience, une reprise d'élan. L'épreuve est en train de nous mûrir. C'est là un sursaut encore bien timide si on ne perd pas de vue les passifs évoqués plus haut.

Je voudrais signaler ici le phénomène peut-être le plus frappant des expériences intéressantes qui ont cours actuellement dans divers domaines. Elles ont presque toutes en commun une source d'initiative qui se situe en dehors des états-majors, des scénarios idéologiques, des lourds rituels où les normes administratives, syndicales et professionnelles neutralisent tout changement qualitatif. L'« entrepreneurship » a quitté des états-majors empêtrés dans leurs réseaux institutionnels inextricables. Le jeune mouvement des caisses d'entraide économique, par exemple, fait preuve d'audace et d'initiative, que les grosses Caisses Desjardins n'arrivent pas à générer. Bien sûr, il s'agit d'un mouvement encore trop peu dessiné pour céder à une apologie facile. Il en va de même du nouvel « entrepreneurship » constaté en certaines régions qui en viennent à miser davantage sur elles-mêmes.

Un peu partout des groupes commencent à déboucher sur des chantiers, avec la volonté ferme de dépasser cet univers malsain de récriminations toutes centrées sur des fonctions défensives, sur ce genre de revendications qui renforcent une attitude de dépendance. Un certain goût de vivre véhiculé par une révolution culturelle que j'avais vue comme un repli privé, individualiste et protestataire, débouche sur des initiatives collectives souvent humbles, mais aussi vitales que concrètes. En plusieurs milieux, des équipes de travail se constituaient. On y reprend goût à construire des choses valables, intéressantes. En passant, je voudrais signaler ici l'importance des initiatives récentes pour développer une éducation, une formation économique plus sérieuse, plus qualitative, particulièrement dans la génération montante. Il existe bien d'autres dynamismes mal connus ou mal assumés par les gens d'appareils.

Nos états-majors, y compris ceux du gouvernement, sauront-ils reconnaître que ces dynamismes nouveaux, ces changements d'attitudes ont beaucoup à leur apprendre ? L'expérience récente m'a convaincu que bien des politiciens, des technocrates, des administrateurs, des chefs syndicaux ignorent souvent ces aspects qualitatifs. Voyez leur peu d'imagination et d'initiative pertinente en matière de réorganisation du travail, ce lieu d'expérience quotidienne, fondamentale, à la mesure de toute la société et de ses institutions, ce lieu-synthèse des changements psychologiques, culturels, sociaux, économiques et politiques. Bien sûr, il n'est pas le seul. Mais ne doit-il pas être un repère privilégié pour le développement des ressources humaines ? Ignorer à la fois les dramatiques et les dynamiques nouvelles des aspirations qui envahissent l'expérience au travail, c'est refuser de vérifier concrètement les beaux discours et projets sur les ressources humaines. C'est aussi par une expérience plus riche du travail que plusieurs comprendront des données économiques comme le marché et les investissements, etc.

J'ai mentionné plus haut certains changements positifs à la base quotidienne, en invitant les gens du sommet à y descendre. Je n'ignore pas le danger qui guette ces initiatives « à côté » : l'apologie des solutions artisanales, le retour à une tradition de ficelle et d'expédient, le réflexe paroissial et villageois. Nous sommes relativement trop peu nombreux dans ce coin d'un vaste continent pour ne pas développer le génie, sinon l'efficacité des ensembles et de l'ensemble. Devant certains échecs récents en ce domaine, le recours simpliste et

unilatéral à une décentralisation-panacée apparaît fallacieusement, aux yeux de plusieurs, comme la solution.

J'admets, surtout dans les circonstances actuelles, qu'il faut jouer une carte pragmatique des dynamismes partout où ils se trouvent, mais en même temps, je crois qu'il nous faut mieux maîtriser l'efficacité des ensembles. Même ceux qui combattent systématiquement toute forme éventuelle de concertation verront tout à l'heure s'effriter même les grandes solidarités d'opposition sur lesquelles ils auront misé exclusivement. Si des guerres trempent des peuples, à demeure, elles agissent comme un boomerang, à savoir des conflits internes insolubles. La Chine est peut-être un exemple de cette démythification soudaine d'une certaine idéalisation de la révolution permanente.

Il est un temps pour jeter des pierres, il est un autre pour les rassembler et construire. Je me demande si ce n'est pas là le sentiment de la majorité face aux énormes requêtes du tournant actuel. Une population lasse de bien des querelles, mises en échec et conflits artificiels qui n'ont rien à voir avec des combats essentiels et encore moins avec des ouvrages si importants à entreprendre ; une population qui, comme nous l'avons vu, commence à s'intéresser à des expériences plus constructives ; enfin une population qui n'a pas encore intégré les dimensions économiques dans les profonds changements psychologiques, sociaux, culturels et politiques qu'elle vit depuis quelques années.

Ces aspects qualitatifs devraient avoir autant d'impact que les chiffres et les structures, les jeux de pouvoirs et les intérêts particuliers des divers états-majors. Dans quelle mesure le monde « progressiste » de gauche relève le débat actuel, assume les nouveaux dynamismes précités, articule à tout le moins une pensée politique et économique pertinente, crédible, quelque peu efficace et susceptible de susciter déjà le goût de construire ensemble, plutôt que de se replier sur de pures réactions défensives et sur des objectifs exclusivement sécuritaires ?

Deuxième partie

Bilan de la droite

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : Bilan de la droite

Chapitre 1

Face à une prospérité menacée

[Retour à la table des matières](#)

Avant de cerner les traits du nouvel âge politique dans lequel nous entrons, je veux compléter le tour d'horizon que j'ai entrepris dans mes articles récents sur la gauche. En cours de route, j'ai pointé plusieurs signes avant-coureurs d'un virage à droite. Par exemple, ce courant sécuritaire multiforme qu'on trouve même chez des groupes dits progressistes. Il n'y a peut-être pas si loin entre la sécurité nationale à droite et la sécurité absolue d'emploi à gauche !

Mais un autre fond de scène émerge de plus en plus. Les grands pouvoirs économiques se durcissent. « Assez de libéralisation et de socialisation, assez d'État. Il faut renverser la vapeur. » Nous en avons entendu un écho lors de la réunion des chefs politiques occidentaux à Bonn... avec ses suites au Canada. Le terrain est même mûr politiquement. Car le vent semble tourner chez les classes moyennes qui détiennent un poids électoral très important dans les pays riches. Je voudrais d'abord m'attarder à ce premier aspect avant de remonter à la source des stratégies actuelles des pouvoirs de droite. Il ne s'agit donc pas de faire des classes moyennes un bouc émissaire, mais un premier test de vérification des nouvelles versions de la droite chez nous et dans les sociétés libérales contemporaines. Car l'évolution de celles-ci n'est pas sans nous influencer profondément.

Les « libéraux » d'ici et d'ailleurs commencent à constituer une droite d'un nouveau type. Ce groupe idéologique très opportuniste sait bien flairer et mettre à profit des changements majeurs de mentalité. Il a compris que les comportements des classes moyennes donnent le ton à l'ensemble d'une société dite post-industrielle, consommatrice, très marquée par l'expérience récente de l'abondance, de la mobilité relativement facile dans la sécurité. Avant d'aborder les stratégies de la nouvelle droite libérale, nous allons tenter de saisir le pouls actuel des classes moyennes dans des conjonctures compliquées à souhait et peut-être inédites.

Comment vont réagir les classes moyennes ?

Celles-ci ont pu soutenir des politiques « libérales » ou socio-démocrates d'une certaine redistribution des richesses durant les dernières décennies d'abondance. Leur ascension n'en était pas gênée. Au contraire, de larges secteurs des classes moyennes ont acquis un statut enviable dans le façonnement de vastes services publics. Statut d'autant plus convoité qu'il accorde des protections sans comparaison avec celles du secteur privé.

Comment ces classes moyennes vont-elles réagir quand elles seront davantage touchées par le chômage, par la stagflation ? Ne vont-elles pas se coller sur le pouvoir des plus forts tout en multipliant les monopoles corporatistes, les « ateliers fermés » ? Réactions sécuritaires et autoritaires qui commencent à prendre mille et une formes : la « sélectivité » scolaire, la révolte des contribuables, le durcissement de la loi (peine de mort), le zonage résidentiel plus sévère, le corporatisme professionnel, le retour à la morale traditionnelle. Bien sûr, ces comportements collectifs confinent à des attitudes privées libertaires. À la fois maximum de sécurité et maximum de liberté !

Trois hypothèses

La réalité a rarement la logique qu'on lui prête. Les classes moyennes témoignent d'une complexité politique peut-être inédite chez nous.

- Selon l'idéologie dominante, elles sont un *lieu d'équilibre*, de santé où se trouvent les citoyens les plus responsables, les plus motivés, les plus stables. Tampon entre des positions extrémistes, elles pratiquent un jeu de balancement qui revient sans cesse au centre, tantôt un peu à droite, tantôt un peu à gauche.
- Aux yeux des radicaux, les classes moyennes sont un *écran* qui masque à la fois les vrais pouvoirs d'en haut et la situation d'en bas. Aux classes pauvres, elles semblent dire : « voyez, on s'en est sorti, c'est votre faute si vous restez dans la dèche ». Soucieuses de maintenir les règles du jeu qui leur permettent d'assurer leur mobilité, elles ne vont pas contester la principale source financière et politique d'un tel avantage. D'où l'appui accordé aux grands pouvoirs.
- D'autres observateurs voient dans l'évolution récente des classes moyennes une situation inédite. Elles seraient désormais la norme de toute la société. La copie conforme du bonheur moyen de l'homme moyen s'imposerait à toutes les classes sociales de part en part, en-deçà, au-delà et même en dépit des polarisations idéologiques. Tout le monde aspire aux mêmes biens et services, se retrouve au même centre commercial, adopte les mêmes mœurs aux loisirs comme au travail, en amour comme en politique. Seuls les discours diffèrent. Partout un style de vie semblable. Au bilan, un même univers intégré et intériorisé, aussi anti-économique qu'anti-politique en matière de risque, d'innovation, d'investissement, d'implication.

Une prospérité artificielle

Ce dernier diagnostic mérite qu'on s'y arrête davantage parce qu'il anticipe peut-être le prochain tournant. Voilà des classes sociales qui, pendant toute une génération, ont goûté les comforts de la prospérité. Selon certains critiques (voir les études de Meister, Touraine et tant d'autres), elles seraient devenues aussi réfractaires à l'ascèse puritaine du capitalisme qu'aux risques d'un socialisme en quête d'une société nouvelle. Peu à peu disparaît ainsi la fierté de mordre des fruits qu'on a soi-même cultivés. Des services gratuits et universels, un point, c'est tout ! Bien sûr, il s'agit ici d'un profil général qu'il faudra nuancer.

Chez nous, particulièrement, la tertiarisation intensive des dernières décennies a pris presque toute la place au point de masquer la grave détérioration des secteurs primaires et secondaires de l'économie. La plupart des Québécois se croient dans une société « parvenue » à une richesse capable de se gratifier dès aujourd'hui des services et des équipements les plus sophistiqués et coûteux de l'Occident. À « Télémag » on vante les mérites des expériences « para-medics » aux États-Unis sans dire ce qu'il en coûte. Ici, cela devrait être gratuit évidemment ! Qu'un titulaire d'université chez nous gagne \$5 000 de plus que son homologue américain, c'est là un autre signe de progressisme ! On s'est promu facilement, rapidement, surtout dans la nouvelle classe « publique ». Combien transposent cette ascension aisée dans un monde politique et économique autrement plus résistant ? Ils veulent faire l'histoire un peu comme ils ont acquis leur promotion. Quelle illusion ! Le syndicalisme de gauche, en refusant de reconnaître la montée de cette nouvelle classe en son sein, se prépare des mauvaises surprises, car celle-ci très mobilisée par ses besoins sophistiqués et par son jeune pouvoir pourrait bien se désolidariser très vite d'objectifs qui compromettent son ascension. Mais n'anticipons pas les conclusions.

Une crypto-droite

Que va-t-il se produire quand une telle prospérité artificielle arrivera au bout de son rouleau ? Cette échéance approche. Les restrictions budgétaires gouvernementales en sont un signe avant-coureur. Face aux choix politiques à l'horizon, face aux exigences d'une relance économique, on peut se demander si le maintien d'un standard de vie confortable ne sera pas le critère décisif de comportement.

Comment ne pas associer le statu quo à la prospérité des dernières décennies ? D'où la tentation de solutions autoritaires aussi artificielles que l'était une prospérité bâtie annuellement à coup d'emprunts massifs. Avec cet appui des classes moyennes, les pouvoirs auront beau jeu pour serrer la ceinture de ceux qui n'ont aucune force de chantage. Encore ici apparaît le danger de voir certains groupes de syndiqués se dégager de solidarités encombrantes pour filer leur intérêt corporatiste. Qu'arrivera-t-il des convictions

politiques audacieuses, mais toutes idéologiques, si s'accroissent l'érosion quotidienne du pouvoir d'achat, le chômage des « instruits », et une austérité imprévue, déjà si mal reçue ? Autant de graves accrocs aux habitudes de confort, particulièrement insupportables chez les classes moyennes. En Europe, en Californie, au Chili, on a vu où elles faisaient porter leur poids, quand elles étaient menacées dans leurs intérêts immédiats.

Or, les choix actuels engagent surtout des risques à long terme et des sacrifices dès maintenant. Même chez des groupes syndiqués de classe moyenne, fussent-ils socialistes d'idéologie, tout indique que les comportements ressembleront de plus en plus à ceux d'une crypto-droite bien camouflée par cette fausse conscience qui se prétend exploitée au même titre que le prolétariat. On se distingue ainsi du langage de la droite traditionnelle qui tirait ses justifications d'en haut. Faut-il rappeler ici les stratégies récentes de nombreux syndicats de la nouvelle classe qui camouflent leurs intérêts derrière ceux des employés de soutien, mis exclusivement de l'avant dans la communication publique ?

Le jeu est encore moins subtil dans les professions libérales nouvellement syndiquées. Peut-on trouver propos plus à droite que cette déclaration du président de la Fédération des médecins omnipraticiens : « Les modes de rémunération ne se changent pas plus facilement que la langue officielle ou la monnaie d'un pays. » Voilà ce qui arrive quand l'idée des droits acquis devient un dogme intouchable. Et nous voilà invités à sauver des pauvres « travailleurs de la médecine », avec leur cohorte d'experts économistes de service pour prouver la dégradation de leur pouvoir d'achat. Tout cela, avec l'appui de plusieurs chefs syndicaux, particulièrement de la fonction publique. Dans un autre domaine, les avocats de l'aide juridique qui s'estiment sous-payés et sous-traités gagneront-ils à leur cause les assistés et les petits salariés ? Où sont les vrais démagogues dans tout cela ? C'est du plus pur droitisme !

*Une tripe conservatrice,
une conscience progressiste*

Les discours sont de plus en plus mystificateurs. La droite parle de liberté, mais ne veut pas changer les règles du jeu. La gauche est toute

centrée sur la sécurité tout en se disant audacieuse et progressiste. N'y a-t-il pas là-dessous un même sous-sol d'attitudes fondamentalement conservatrices, ou pour le moins peu innovatrices, peu propices à des dépassements créateurs. Les sondages nous répètent que la majorité des Québécois veulent un changement. La conscience est au progrès.

D'autres sondages qui n'ont pas fait la manchette signalent une majorité « satisfaite ». Il se pourrait bien qu'elle se recrute massivement dans les classes moyennes. À bien y penser, ont-elles intérêt à changer les règles du jeu de leur mobilité socio-économique. Mobilité qui paraît encore possible malgré les difficultés de l'inflation et du chômage ; la situation est perçue comme encore viable.

Cette relative satisfaction, verbalement ouverte au progrès, n'en cache pas moins une tripe sécuritaire où le vieux fond historique conservateur se conjugue à l'univers conformiste et intégré des classes moyennes. Un tel jeu souterrain est évidemment moins perceptible que celui d'un discours qui parle de changement, de liberté, de progrès.

Or, la tripe l'emporte souvent quand on l'ignore ou la sous-estime. Les manipulateurs modernes ont su si bien utiliser ce vieux constat de Machiavel.

À plusieurs titres, les classes moyennes sont le principal baromètre de nos grandes orientations collectives. Avec elles, nous sommes passés de la tradition à la conformité, de la survivance au sécurisme, de la prédication à la publicité. Pire encore, l'ancien et le nouveau s'additionnent. D'un colonialisme à l'autre, avec des ambivalences et des contradictions semblables. Toujours rouges à Ottawa et bleus à Québec. Insoumis et autoritaires ; sécuritaires et libertaires, pessimistes et idéalistes.

La tripe va-t-elle toujours gagner ? Dans le tournant historique actuel, cela serait désastreux. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une nouvelle conscience ne suffit pas. Il faut une autre tripe ou une tripe autre. Quand Laurier parlait de nos « sentiments », ce n'était sûrement pas dans un sens révolutionnaire. *J'entends bien des gens dits lucides qui voteraient pour le risque, si nous avions plus de couenne morale dans la poursuite de nos entreprises. Peut-être le temps est-il venu de mieux sonder notre fibre, de la mettre davantage au défi.* Encore faudrait-il mieux la connaître. Avant d'y arriver nous devons d'abord

voir plus clair dans le jeu des forces politiques de droite qui utilisent à fond ce courant sécuritaire actuel. C'est le cas de la nouvelle droite libérale.

Deuxième partie : Bilan de la droite

Chapitre 2

Camouflages, silences, manipulations de la nouvelle droite libérale

[Retour à la table des matières](#)

Je sais que cette catégorisation droite/gauche apparaît artificielle dans un contexte politique « libéral » où les partis se situent au centre avec des nuances soit progressistes, soit conservatrices. Mais je me demande si cette vision des choses ne devient pas à son tour de plus en plus abstraite. En effet, au pluralisme des opinions privées succèdent les démarches idéologiques qui opposent des conceptions globales de la société.

Les forces de gauche sont ici plus explicites. C'est un peu la marque de la droite « libérale », contrairement à la droite traditionnelle, cléricale ou fasciste, que de se dire pragmatique, non idéologique. D'où la difficulté de cerner la montée actuelle de la nouvelle droite libérale. Il faut débusquer des camouflages de plus en plus subtils qui, selon la plus pure tradition de droite, dissimulent derrière des objectifs non avoués des objectifs plus avouables.

1° Fer de lance : les libertés individuelles

Je pense à l'utilisation des « libertés individuelles ». Voilà une valeur indéniable et fortement ancrée dans notre culture occidentale ; mais son utilisation unilatérale peut servir à masquer des situations collectives injustes, des structures qui déclassent telle ou telle catégorie sociale, sans compter le silence sur l'existence de classes dominantes « collectivement » bien constituées par des réseaux sociaux de pouvoirs et d'avoirs, de relations et d'intérêts communs dont l'individu de ces milieux bénéficie au départ. Au fait, celui-ci n'a que son individualité libre à affirmer. À l'autre extrême, le chômeur ne peut compter sur aucun réseau, à moins de le constituer avec d'autres, et toujours dans les conditions de moyens collectifs et structurels bien pauvres. Mais les chômeurs ne sont pas la seule catégorie de citoyens anonymes sans grandes relations !

Voici que le discours d'une nouvelle droite libérale, largement diffusé, disqualifie le « collectif » en y voyant un signe précurseur de totalitarisme. Ce rapprochement est trop fréquent pour ne pas le souligner. Or, c'est là une façon subtile de briser une dynamique de classe en formation, d'émietter la base sociale. Celle-ci est déjà si peu nouée si on la compare avec les réseaux serrés des intérêts investis au sommet, qu'il s'agisse de l'establishment ou de la technostructure.

Mais il y a plus grave, à savoir l'appauvrissement tragique des médiations communautaires, de la socialité quotidienne. Chacun poursuit son petit projet individuel dans de vastes organisations anonymes. Il se pourrait bien que les grèves soient une occasion de se retrouver en « communauté humaine », en-deça et par-delà la constitution d'une force collective d'opposition que le pouvoir investi craint au plus haut point. Celui-ci, pour protéger ses intérêts, est-il prêt à sacrifier la socialité, à laisser se détériorer la base sociale des institutions ? Est-il en train de le faire en centrant l'attention uniquement sur les libertés individuelles, en les utilisant d'une façon machiavélique, jusqu'à moquer caricaturalement les tentations généreuses de s'approcher un peu plus de l'égalité ? Intention pourtant inscrite dans la visée démocratique.

Le nouveau discours de droite est en train de nous resservir les arguments du capitalisme sauvage des origines. Pensons au courant libertaire à la mode. Parfois le plaidoyer se fait plus hautain en ramenant en surface l'idée d'élite et d'aristocratie. Idée dite plus réaliste que le mythe d'une égalité médiocre, grégaire, susceptible de devenir totalitaire. Particulièrement, chez les ministres fédéraux francophones, dans la foulée de leur chef, on ne cesse d'identifier toute une partie du peuple québécois à des racistes et même à des nazistes. Notons ici la violence et le mépris que véhicule un tel langage.

La droite libérale renvoie les socialisants « aux idéologies du XIXe siècle ». Faut-il rappeler que le XIXe siècle a été dominé par l'idéologie darwinienne de la loi du plus fort, de la sélectivité naturelle, de la structure hiérarchique animale, de l'instinct de propriété, toutes caractéristiques biologiques transposées bêtement (!) dans les rapports humains comme une sorte d'ordre naturel et politique. Or il se pourrait bien que le propre d'une véritable économie humaine soit, entre autres caractères spécifiques, une solidarité non seulement plus soucieuse des plus faibles, mais aussi plus attentive à instaurer des relations horizontales entre égaux, entre pairs, entre frères.

2° Fer de lance : le mythe de l'égalité

Cette droite libérale qui évoque parfois la tradition chrétienne, en fait une lecture contestable, tel le prétendu choix entre la liberté ou l'égalité. Je voudrais bien savoir où dans l'Évangile ils ont trouvé une telle façon de voir les choses. Liberté et égalité y sont des objectifs aussi radicaux l'un que l'autre. Les dissocier, sous-estimer l'un au profit de l'autre, voilà autant d'attitudes qui ont conduit historiquement des chrétiens, tantôt à des comportements politiques autocratiques et anti-démocratiques, tantôt à des justifications d'une liberté accessible aux puissants et aux plus forts.

Dans le cas de ces locuteurs libéraux en situation de pouvoir et d'avoir, c'est là une position confortable et peu menaçante que de valoriser la liberté sur le dos d'une pratique plus attentive à des solidarités humaines moins conditionnées par le statut, par le portefeuille, par l'héritage ou par les privilèges. Une telle liberté qui se

met tout à coup à sous-estimer la visée démocratique de l'égalité des chances jusque dans ses conditions structurelles se ramène à une attitude foncièrement de droite. Car cette liberté se place dans une situation politique pour ne pas se percevoir comme le privilège d'une minorité. D'ailleurs, la philosophie nous a appris depuis longtemps que la séparation de ces deux valeurs tient d'un sophisme et d'un stratagème typiquement bourgeois, sans compter le fait que pareille séparation permet de protéger ses intérêts, ses privilèges et le *statu quo* au nom même de la liberté. La droite libérale est moins bête que les autres droites, n'est-ce pas ?

3° Fer de lance : le procès de l'État

La nouvelle droite libérale utilise d'une façon aussi ambiguë le procès de l'État bureaucratique qui exaspère, avec raison, beaucoup de citoyens. On peut retracer une ligne constante des discours libéraux depuis deux ans. En centrant l'attention sur ce problème indéniable, on peut faire oublier les manœuvres des oligarchies financières et de leurs alliés politiques au pouvoir. Je rappelle le silence honteux des gouvernements face aux profits fabuleux de la plupart des banques qui ont transformé l'inflation en mine d'or pour elles-mêmes. Quant aux concessions humiliantes faites à Ford et General Motors, voilà qui semble moins grave que le surplus de fonctionnaires. Cette situation de plus en plus inacceptable ne semble déclencher aucune recherche de nouvelles situations. Si bien que le passage d'un certain progressisme à un durcissement de droite est révélateur de l'essoufflement des néo-néo-néo-libéralistes.

La conclusion est vite tirée : l'État devient un monstre, ennemi de la liberté et de l'économie tout court. Voyez le glissement subtil dans le nouveau discours libéral : il n'est plus question d'entreprise privée, mais de libre entreprise, comme si celle-ci était à libérer des forceps totalitaires. On doit bien en rire dans les cercles financiers. En retranchant le qualificatif « privée », on évite justement la confrontation concrète entre les intérêts privés et les intérêts publics. Tout cela, sous le masque noble de la liberté. Pour tout le monde, évidemment. Mais allez-y voir !

Un tel subterfuge n'est pas exclusif aux plus hautes sphères. Certaines professions sont passées maîtres à pareil jeu. Le syndicat

des médecins, par exemple, se fait des alliés chez les autres syndiqués de la nouvelle classe pour s'attaquer à l'État. Sans dire évidemment que l'État a quand même permis une relative démocratisation de la santé. Dans mon milieu ouvrier d'origine, j'ai connu des drames inouïs d'endettement à l'occasion d'accidents ou de maladies. On aurait attendu longtemps la médecine privée pour corriger ce très grave problème. Certains esprits dits libéraux se font une belle jambe en taisant le fait que le syndicalisme et les forces populaires ont dû lutter pendant trois ou quatre décennies avant que des politiques de démocratisation s'inscrivent dans les faits.

4° Fer de lance : le compromis libéral

Au premier regard, le compromis semble la solution la plus civilisée. Il reconnaît les intérêts divergents des protagonistes, les droits de chacun. Il cherche un juste équilibre. Dans une situation où les forces en présence sont à peu près égales, il est évident que la continuation de la lutte comporte pour chacune plus d'inconvénients que d'avantages.

Il faut démystifier ici certains arguments de la droite libérale. Par exemple, elle dira que telle entreprise a perdu plusieurs millions à l'occasion d'une grève récente. Mais elle ne dira pas que dans le cas d'une entreprise prospère, l'exemption d'impôts pour les deux ou trois prochaines années va éponger avantageusement cette perte, alors que les grévistes n'auront pas une telle possibilité. Le fameux compromis libéral cache de telles inégalités dans son discours public. Le syndicalisme doit se battre à découvert. Signaler des situations *d'underground* et des graves manœuvres antidémocratiques dans le monde économique, c'est se faire accuser de folle chasse aux sorcières, un peu comme on le fait à gauche quand certains tentent un peu d'autocritique.

Mais dans les milieux de droite, il y a très peu de mise à jour des gros scandales économiques, alors que le moindre faux pas des radicaux est étalé en public. Voyez comment plusieurs commissions d'enquêtes et des procès se sont terminés. Quand je mets bout à bout les faits que des hommes d'affaires m'ont confidentiellement révélés, je suis profondément scandalisé par cette somme de tripatouillages

incroyables qui défient une éthique minimale. Cela fait-il partie du compromis libéral civilisé, raisonnable et vertueux ?

La vie m'a appris que dans les milieux de droite et de finance, le malheureux qui ose publiquement dénoncer une fraude qui s'est produite dans sa confrérie, y passera corps et biens. Est-ce là la liberté libérale ? Serons-nous coincés entre deux interdits : taire certaines tendances corporatistes à gauche, et ne jamais toucher à l'inviolabilité et à la respectabilité obligée des hommes et milieux d'affaires. La droite financière et politique renforce présentement cet interdit. La prochaine étape en offre un indice parmi cent.

5° Fer de lance : la censure occulte

Récemment, Henry Aubin publiait un dossier époustouflant : « *Les vrais propriétaires de Montréal* ». On y découvrait, par exemple, que des ex-politiciens prestigieux servent d'intermédiaires à des compagnies étrangères inaccessibles à tout contrôle démocratique, même en terme d'information minimale. Je renvoie le lecteur à ce dossier passe presque inaperçu. Un responsable des pages économiques d'un quotidien anglophone canadien me disait que la censure libérale et financière a joué dur avec les médias pour éviter toute publicité à ces révélations accablantes de Henry Aubin. Je ne me souviens pas d'avoir lu un seul éditorial dans la presse francophone sur ce sujet délicat ! Ah ! cette chère liberté libérale ! Et pourtant on ne compte plus les violations, les détournements, les mépris de la loi dans les faits révélés. « Il n'y a qu'à rappeler la facilité avec laquelle Trizec Corp. et Genstar Ltée ont réussi à déjouer l'Agence de l'examen de l'investissement étranger. » (p. 442). Silence du gouvernement et des médias. Stratégie d'ex-politiciens au-dessus de tout soupçon, précieux intermédiaires pour de telles complicités.

Voilà la marque de commerce de la droite libérale qui rend ses jeux de pouvoir inaccessibles à l'information démocratique et à la loi. Jeux bien différents de la droite fasciste bête et un peu plus facilement attaquable. Combien de scandales économiques traînent en longueur et perdent tout impact dans l'opinion publique ? Et la liste s'allonge... depuis longtemps d'ailleurs.

En d'autres domaines, la censure se fait plus ouverte quand on est sûr de mettre à profit l'état d'âme « insécuritaire » d'une grande partie de la population. Lisez le projet de loi sur la censure qui annonce ses couleurs à Ottawa. Ne parlons pas de la triste histoire cachée des mesures de guerre, et celle de la RCMP bien filtrée à la Commission MacDonald. Le discours apparemment limpide et vertueux de la droite libérale sonne de plus en plus creux. Ce qu'elle a pu mettre sous le couvert (!) de la sécurité nationale.

6° Fer de lance : la loi

Dans l'univers mental et politique de la droite, l'homme (entendons ici le citoyen ordinaire) est un être mauvais qui a besoin d'être soumis à un contrôle permanent par des lois sévères. Jusqu'à tout récemment, l'utilisation de la religion avait pu offrir des légitimations absolues comme celle de « toute autorité vient de Dieu ». Il ne reste plus, en plusieurs circonstances, que la loi comme référence obligée. Or celle-ci commence à subir des assauts dans un sens assez imprévu.

Jadis surtout instrument de l'ordre, et souvent de la domination d'une classe privilégiée, la loi est maintenant conçue par certaines forces sociales comme outil de libération, de changement, de promotion collective par-delà l'aspect contractuel que le courant libéral avait ajouté à la logique d'ordre établi. Notons ici qu'il s'est un peu fait prendre à son jeu en utilisant de plus en plus la loi comme un lieu privilégié de transaction sociale, sans trop se rendre compte qu'il ouvrait une brèche pour le combat social, public et économique sur le terrain même de la loi. D'où les manœuvres de la droite libérale pour raffiner les règles de procédures dans les domaines trop compromettants. Les citoyens ne sont pas dupes.

« Puissants ou misérables, les jugements de cour vous rendront blancs ou noirs. » Ce n'est pas une vieille fable éculée chez un grand nombre de citoyens. Trop d'exemples quotidiens le leur rappellent sans cesse. Comment peuvent-ils appuyer quand même des pouvoirs qui pratiquent une telle hypocrisie ? J'y reviendrai dans le prochain chapitre.

Face à cette évolution de la conscience politique et de la culture démocratique en relation avec la loi, la nouvelle droite libérale va réagir. Par exemple, lorsque le juge Deschênes, dans un jugement fameux, s'est refusé à être une simple courroie de transmission, un pur applicateur de la loi, pour interroger la procédure et l'utilisation de l'injonction à partir de nouvelles données de situation, de critères de justice, de changements à envisager, ce même juge a été accusé de ne pas respecter les règles du jeu. Eh oui ! le cadre juridique actuel de l'injonction est un des plus beaux exemples de l'utilisation dite « libérale » de la loi. Celle-ci devient le moyen pour enkyster la lutte pourtant acceptée officiellement par le compromis libéral. On empêche ainsi le combat démocratique de se déployer ouvertement aux yeux du public. Le jeu procédurier de l'injonction sert à cacher ou à divertir les vrais enjeux sociaux, économiques et politiques. Le pouvoir retire d'une main ce qu'il avait concédé de l'autre. Et les responsables de la justice (!) doivent sans mot dire soumettre le droit et la morale à des règles procédurières de plus en plus raffinées, compliquées et dilatoires. Notons qu'il y a au cœur même de la magistrature plus d'une complicité. Et dire qu'on met en épingle le moindre écart illégal des syndicats et le moindre irrespect de la loi chez la masse. Décidément, certains ne sont libéraux que pour eux-mêmes !

7^o Fer de lance : les médias

Les régimes libéraux sont en train de tirer une leçon de l'utilisation efficace des médias par les régimes totalitaires. Une étude dirigée par un membre du Club de Rome sur le rôle de persuasion et de manipulation de la population brésilienne par la télévision aux mains des Colonels révèle la rentabilité politique de cette emprise. Certes, dans nos sociétés libérales, un jeu semblable emprunte des voies plus feutrées et sournoises.

Ici au Québec, les deux grands réseaux de télévision développent certaines pratiques qui exigent un second regard (!) pour en saisir la portée. Par exemple, face au Parti Québécois. Quand celui-ci prend une initiative ou fait l'événement, on se dépêche d'y assurer un contre-poids « libéral ». S'agit-il de la situation inverse, fût-ce dans les domaines mixtes, souvent cette règle « démocratique » ne joue plus. Certaines démissions de réalisateurs ou de journalistes aux affaires

publiques n'ont eu aucune diffusion dans l'opinion publique. Les jeux souterrains sont implacables dans le monde de la droite, libérale ou autre. Il faut dire qu'elle est du bon côté du bâton. Allez concilier la règle d'information objective et celle de l'unité nationale, obligée et étroitement surveillée. La logique libérale, en s'accommodant de telles contradictions, nous indique son virage à droite.

Deux poids, deux mesures. Cette droite qui reproche aux gens de gauche de soupçonner partout des stratégies occultes chez les capitalistes, ne s'est pas privée d'une pareille démarche pour la chasse aux « séparatistes » en utilisant à fond la stratégie du soupçon, du discrédit. Si bien que dans le milieu journalistique, on peut noter une certaine autocensure assez fréquente. Je me demande si la frustration refoulée chez bien des individus menacés dans leur gagne-pain n'a pas éclaté collectivement à l'occasion des grèves interminables récentes, entre autres raisons. Durant les récentes audiences au CRTC, seules des voix « anglophones » ont dénoncé les manœuvres d'Ottawa à Radio-Canada, particulièrement dans le domaine des émissions d'information. Le pouvoir libéral aurait-il réussi sa stratégie de manipulation une fois de plus surtout au Québec ?

8° Fer de lance : la neutralité technocratique

La droite libérale, redisons-le, se dit pragmatique contrairement à l'autre traditionnelle, très dogmatique. Elle sait utiliser l'argument scientifique, la neutralité de l'instrumentalité technique. Expertises, commissions d'enquête, médiations de technocrates ont servi efficacement à faire oublier les pouvoirs en amont et les intérêts en aval.

Cette espèce de no man's land, dit neutre, objectif et même désintéressé a toutes les grâces dans la mesure où l'on en reste à sa rationalité interne irréfutable, sans l'inscrire dans le champ politique concret, sans revenir patiemment aux problèmes qui ont suscité la crise. Ainsi la procédure et le mécanisme se substituent aux enjeux et aux véritables rapports de force. Tout le monde est mobilisé par le processus, fût-ce la dispute du contrôle du processus. Le *Know how* absorbe le *know what*, le *know who* et surtout le *know why*.

Pour ceux qui sont en situation de pouvoir, le procédé est très précieux. Il suffit de faire le bilan des grandes interventions technocratiques qui ont servi de médiation pour résoudre des crises et des affrontements. Ces interventions ont rarement abouti à des changements qualitatifs majeurs, surtout quand il s'agissait d'une révision sérieuse des pouvoirs, des intérêts en cause. Voyez les conclusions de base de ces dossiers : nouveaux mécanismes, nouvelles règles procéduriers. Autres outres, mais peu de vin nouveau.

On comprend la tentation de plusieurs de construire en marge, de se situer carrément à côté de ces grosses mécaniques qui tournent sur elles-mêmes et n'embrayent pas grand-chose. Désobéissance civile, stratégies parallèles, etc. On se défend comme on peut. La droite libérale doit inventer de nouvelles solutions car trop de citoyens et de groupes ont appris d'elle la force du camouflage de la stratégie souterraine. Le mauvais exemple risque de faire tache d'huile sur la masse des citoyens ! Ces dernières remarques vont nous aider à tracer un premier profil de la droite libérale. Dans l'évolution actuelle de notre société, tout se passe comme si la part de jeux souterrains, de zones grises, de stratégies hors cadre augmentait par rapport au débat démocratique ouvert. Certes, il y a bien des raisons à cela : la complexité croissante de la société et des institutions, le grippage de la plupart des grands mécanismes y compris l'inefficacité des moyens classiques de correctif économique, les insécurités accumulées par ces échecs et aussi par les changements nombreux et précipités au cours des dernières décennies, etc. Pendant un certain temps, on a misé sur l'intervention d'intermédiaires technocratiques et de mécanismes dits neutres, pour dénouer les crises sans vraiment renouveler la problématique sociale, sans réviser les objectifs et surtout sans vraiment toucher les intérêts et les pouvoirs investis. Des forces montantes s'y mettent alors que la pensée libérale est à court d'idées et surtout de solutions. Les stratégies et compromis pragmatiques ont semblé assez bien fonctionner dans le cadre d'une relative prospérité. Ce n'est plus le cas. Des positions se durcissent à gauche comme à droite. Le centrisme devient de moins en moins possible.

La droite libérale va surtout utiliser le très fort courant sécuritaire qui s'exprime chez nous et ailleurs en Occident. Dans une prochaine étape, je vais m'attarder à ce courant sécuritaire multiforme utilisé par les stratèges libéraux jusqu'à la mise à contribution du sentiment religieux... et de la vertu !

Deuxième partie : Bilan de la droite

Chapitre 3

Le nouveau sécurisme

[Retour à la table des matières](#)

Mon travail m'amène à cheminer avec des individus et des groupes de conditions sociales très différentes. Je suis de plus en plus frappé par la convergence des mêmes attitudes profondes véhiculées par les uns et par les autres.

Il y a d'abord les *insécurités cumulatives* : physique, psychologique, mentale, sociale, économique et politique. Tout se passe comme si plusieurs d'entre nous étaient devenus très fragiles, incertains et cela sur tous terrains. La confusion intérieure se conjugue à la perplexité politique. Tant de changements de tous ordres en si peu de temps ont secoué les plus résistants. J'entends souvent des expressions du genre :

- « C'était trop à la fois. »
- « Je ne sais plus où j'en suis. »

-« Les Québécois ont été joliment brassés depuis la Révolution tranquille. Ils ont été placés en face de nombreux choix aussi difficiles les uns que les autres. »

- « Tous ces tiraillements en tous sens nous ont déroutés, usés. On ne change pas de peau comme ça. »

- « Moi, je suis un gars fatigué de tout reprendre de fond en comble avec ma femme, mes enfants et leur école, mes patrons et mon syndicat, mon parti... ma morale... mon expérience de vie. »

- « C'est agréable de prendre un bon gros gueuleton, mais si tu fais une indigestion après... La fête a un goût de sur. Il faut remettre la main à la roue. Or, on est en train de s'épuiser à digérer bien des choses pas pareilles : des oreilles-de-crisse, du sirop d'érable, pis des fèves au lard. Voilà où on en est aux abords des années 80. »

- Si pour que les postes, les hôpitaux, les écoles, et puis les transports marchent, il faut la peur... je suis pour la peur. »

Retour d'histoire

Sont-ce là les conséquences des multiples chocs provoqués par l'éclatement de la chrétienté, par l'enfilade de réformes précipitées, par les crises d'octobre, par des divisions idéologiques et politiques de plus en plus profondes et par une assez grave récession économique d'autant plus insécurisante qu'elle suit une période de prospérité inédite chez nous ? Parler de choc, c'est un euphémisme. Il ne faut pas oublier d'où nous sommes partis. Un monde religieux, ordonné, relativement stable et homogène qui est passé assez vite à un autre monde profane en constante ébullition depuis vingt ans. On ne peut glisser sur ce constat. Après avoir vécu longtemps d'une idéologie de l'ordre, plusieurs des nôtres expérimentent la nouvelle liberté dans l'angoisse. C'est peut-être plus évident aujourd'hui. On me dira que la génération montante n'a pas connu ces expériences d'hier. Elle ne vit pas moins dans une société qui ne s'est peut-être pas encore façonné une dynamique cohérente de la liberté.

Prenons un exemple test, celui de l'éducation. L'école traditionnelle offrait une structure mentale de base sans développer une pédagogie de la liberté. Les réformes récentes ont tenté le contraire. Voyez le

registre de valeurs et de fonctions mises de l'avant : liberté, créativité, polyvalence, options, démarches critiques et exploratoires, etc. Mais il est un autre registre qui lui aussi fait partie d'une économie humaine : fonctions d'intégration et de suivi, cohérence des diverses étapes, unité pédagogique et institutionnelle, construction intérieure articulée et identité profonde, capacité de long terme, organicité du vécu, consensus minimal des agents de l'éducation.

Les audiences publiques autour du Livre vert sur l'éducation ont révélé une sorte de retour massif à l'ordre, aux structures de base. Solution qui peut sécuriser les adultes et même les jeunes, tout en passant à côté des aspirations nouvelles. Peut-être entrons-nous dans un nouvel âge où il faudra une autre démarche, à savoir une liberté capable de se donner une structure de base à la fois solide, ouverte et renouvelable. Ce qui est bien différent d'un retour au passé.

Mais il y a là-dessous une dramatique qui déborde l'éducation et rejoint tous les autres domaines. Les sciences humaines l'ont pointée depuis longtemps. Même la Bible, dès ses premières pages, s'ouvre sur cette dramatique : l'ordre et le chaos. La peur du chaos est un des sentiments les plus forts qui habitent la plupart des consciences et des sociétés. Elle sustente bien des attitudes personnelles et politiques. Ces attitudes résistent à l'invitation de la Genèse qui renvoie l'homme à son entière responsabilité pour faire jaillir un ordre nouveau du chaos.

L'Occident a développé progressivement une culture et une politique qui tentent de bâtir une dynamique historique par la fonction critique, le conflit, la crise existante ou provoquée, et chez certains, par la lutte des classes et chez d'autres, par la compétition socio-économique. Voilà une carte très difficile. À témoin, des résultats décevants quand on fait la somme des régimes totalitaires (majorité de dictatures à l'O.N.U.), quand on songe à l'énorme courant sécuritaire qui envahit les sociétés dites libérales et surtout leurs citoyens. À tout cela s'ajoute chez nous, au Québec, une expérience historique encore à nos portes, marquée par une idéologie très poussée de l'ordre. Chassez trop vite l'histoire, elle revient au galop.

Le vieux fond refait surface, parfois avec le pire d'hier et sans le meilleur. En effet, nos traditions étaient des racines ; ce n'est pas le cas de nos conformités sécuritaires, d'autant plus trompeuses qu'elles se drapent de libéralisation ou de non-conformisme. Tel le blue jean.

Telles des luttes dites progressistes, toutes à la sécurité au nom de la liberté ! Telle l'enfilade de droits, qui commandent la prise en charge de tous les besoins et de toutes les responsabilités par l'État. Comment éviter alors un dirigisme autocratique, une planification totale, un cadre techno-bureaucratique contraignant ? Comment concilier cette visée de sécurité maximale avec la liberté maximale, individuelle et collective ? Quelle place accorde-t-on au risque personnel, à la création commune, à la démocratie locale ?

Entre la fuite et le narcissisme

Pourtant, dans nos propres aventures humaines, nous savons que la recherche obsédée de la sécurité est peu compatible avec l'élan d'une liberté qui s'alimente à des paris, à des choix, à des décisions plus ou moins audacieuses. Par ailleurs, nous savons aussi que la liberté sans balise, sans structure de base, sans lit, sans finalité crée chez bien des gens une sorte d'angoisse indéfinissable.

Regardons autour de nous ; certaines libertés narcissiques, tête sur le ventre, deviennent vite aussi stériles que malheureuses, avant de déboucher sur d'étranges replis au sécurisme le plus primaire. Tel le retour à la mère-nature, au clan protecteur. On se noie dans le cosmos. On se définit « écologiquement ». On quitte sa société, sa culture, son histoire en tempête pour quérir une réponse globale, pacifiante, unitaire, qui dans une religiosité désincarnée, qui dans l'animisme primitif d'une bio-énergie sans identité humaine propre, qui dans la gnose de Princeton où la science, le cosmos, le mythe et l'âme constituent un tout sécurisant, qui dans la thérapie dernier cri capable de tout expliquer, de tout arranger, qui, enfin, dans un nouveau providentialisme où vous êtes pris en charge corps et âme, vie et conscience.

L'individu, de plus en plus centré sur lui-même, cherche une sorte de sécurité foetale qui est bien loin de toute maturité personnelle, sociale et politique. Dans quelle mesure cette régression est-elle tributaire du climat actuel de médiocrité morale ? Celle-ci est beaucoup plus grave que les travers d'une militance radicale en quête d'une politique à même les problèmes cruciaux du pays réel.

Le néo-narcissisme à la mode, par-delà l'angoisse d'une liberté mai assumée, est peut-être aussi une conséquence d'un ensemble de phénomènes peu élucidés : une société de plus en plus complexe, abstraite et incompréhensible ; un échiquier idéologique incohérent et artificiel ; un univers techno-bureaucratique froid, standard, sans visage ni organicité ; une absence de médiations communautaires pertinentes et moins éphémères ; un style de vie compartimentée ou même émiettée. On se replie sur soi et en soi ou on fuit dans l'extra-terrestre. Ce réflexe a-social pave la route de la droite, précisément parce que celle-ci est une anti-politique qui fige la vie, l'éthique et l'initiative historique. Mais ne perdons pas trop vite de vue ce sous-sol des attitudes quotidiennes.

Du sel au sucre

Qui l'aurait cru ? Après les révolutions scientifiques, technologiques, politiques et culturelles, toutes chargées de la responsabilité libre et créatrice de l'homme debout, voilà tant d'humains qui se livrent à l'État, à la nature, au guru, au slogan publicitaire, à la sécurité d'emploi absolue. Même un certain féminisme prometteur, libérateur, politique tourne au beurre d'érable... entre nous, par nous, pour nous, avec nous... narcissique, a-politique, cosmique. Phénomène étrange qu'on retrouve en combien d'autres secteurs, dans des groupes mystiques, et même dans certains milieux de travail qui cherchent l'intimité et la sécurité chaudes du clan primitif. En fin de semaine, des milliers de groupes vivent des *trips* effervescents, sécurisants. Sortes de laboratoire socio-affectif en marge d'un train-train quotidien à la fois insipide et angoissant. La manie des colloques et des congrès est peut-être du même ordre.

Est-ce là fuite du réel, de la vie courante, de la responsabilité quotidienne et politique ? Est-ce là un détour bénéfique pour sortir d'une pâte aplatie, pour réinventer un levain qui soulèvera à nouveau la vie ? Mille autres questions surgissent. J'en ai retenu une première : *la tentation sécuritaire*. Peut-être *la version occidentale de la tentation totalitaire qui s'exprime ailleurs*.

Les classes sociales, les partis, les groupes et individus les plus divers se retrouvent à ce même rendez-vous. Quel discours en fait état ? Ni les politiciens, ni les syndicalistes, ni les scientifiques, ni les

« hommes de la rue » n'osent l'avouer. La prospérité audacieuse d'hier se mue en sécurité obsessionnelle. *A no-risk ethic. No fault*, en tout. On parle de liberté, mais c'est de sécurité qu'il s'agit en fait. Ce mélange de sel et de sucre a un goût étrange... peu digestible. Nos revendications sécuritaires contredisent si souvent la perspective d'une libération et d'une création collectives. Banques et multinationales gardent l'initiative, construisent et produisent, alors que nous nous replions sur les droits à la consommation, à la sécurité, à la santé, au job assuré. Bref, une politique de locataires, même dans des services publics qui sont une propriété collective. On en fait des vaches à lait et non des instruments de création sociale, économique et politique.

Par ailleurs, nos propos progressistes sur la « société nouvelle » deviennent de plus en plus vagues. Le sculpteur habité par des images intérieures géniales n'avance à rien s'il ne commence pas à les « construire » dans le matériau dur et opaque qu'il a sous la main. C'est peine inutile de jouer le pur et de contester le matériau revêché. Les forces de changement chez nous se comportent un peu comme ce sculpteur stérile. Voilà une autre attitude propice à l'émergence de la droite.

Une culture politique à développer

Nos débats et combats véhiculent souvent des logiques simplistes, unilatérales et réductrices. J'en veux, pour exemple, les restrictions budgétaires dont on parle de plus en plus. Accepte-t-on un examen sérieux et honnête de tous les éléments en cause, plutôt que de se limiter à la question légitime mais trop globaliste : au profit et au détriment de qui ? Par exemple, un rejet total de cette démarche, laisse entiers des problèmes graves : les gaspillages incroyables de certaines administrations, les subsides douteux accordés à certaines compagnies, les égoïsmes honteux de certains gros syndicats, l'absence d'une évaluation plus juste des besoins et des charges chez les diverses catégories de citoyens.

Quand, pour la première fois, des malades d'hôpitaux font entendre une voix collective, ils sont accusés d'emboucher la trompette de la bourgeoisie. Peut-on manquer à ce point de sens politique ? Quelle justice défend-on en pareille circonstance ? La population comprend-elle ?

Pendant ce temps-là, des questions cruciales sont plus ou moins ignorées. Telle celle des investissements économiques créateurs d'emploi. Du travail pour les chômeurs, c'est prioritaire par rapport aux sécurités de luxe d'une nouvelle classe déjà surprotégée. Et dire que des cadres, des professionnels et même certains chefs syndicaux voient dans ces propos une infâme démagogie !

Des pouvoirs établis sauront bien utiliser semblables contradictions pour persuader la population, et s'installer à demeure, tout en taisant les jeux économiques souterrains du monde des affaires. Je pense aux manœuvres immorales si fréquentes en matière de fiscalité, de double comptabilité. Je pense au silence des gouvernements face aux profits exorbitants pour ne pas dire honteux des banques et institutions financières. Je pense au chantage qu'exercent certains milieux financiers à l'occasion de la récession économique. Tout cela va dans le sens d'une politique de droite. Pour la combattre, les luttes sécuritaires n'iront pas loin.

Un étrange et nouveau sécurisme

La tendance sécuritaire d'aujourd'hui n'est pas la copie conforme de celle d'hier, même si elle y emprunte. Elle se drape de liberté, de droit, de progrès. Elle se croit riche. Elle roule carrosse à crédit. Elle marie paradoxalement un sécurisme plus poussé que celui des pères et un monde d'aspirations sans calcul. Étrange mixture d'épargne confiée aux autres et de gaspillage ostentatoire ; de liberté pour soi et de responsabilité dévolue au gouvernement ; de dépendances quotidiennes et d'indépendance idéologique ; d'égalité publique et de privilèges privés.

D'aucuns y voient un mécanisme bien connu : des libertés folles se rassurant dans des sécurités aussi folles. C'est ainsi qu'on asseoit les aspirations explosées de la révolution tranquille sur un vieux fond historique sécuritaire.

D'autres vont plus loin en diagnostiquant ici un symptôme politique majeur, à savoir l'absence d'une société francophone normale, autonome, complète jusque dans de solides assises économiques. Nos contradictions seraient l'expression d'une situation

coloniale renforcée par l'omniprésence du plus grand colosse de l'histoire. On ne s'amuse pas avec un lion. C'est très insécurisant.

Les plus pessimistes parlent d'un Québec impossible, quels que soient les aménagements. Défi insurmontable intériorisé par la plupart, peu importe la diversité des discours et options politiques. Bref, il y aurait trop d'insécurités qui bloqueraient le risque collectif d'une politique audacieuse et d'une économie autochtone dynamique. Autant vivre de l'économie de l'autre et habiter le « territoire imaginaire de la culture ». Bien sûr, la culture devient un territoire imaginaire quand on ne croit plus à la possibilité de boulanger son propre pain, de vivre de plain-pied avec l'autre, de rivaliser (démocratiquement) en excellence. C'est alors que la recherche de sécurité maximale se déguise en liberté, en progrès, en justice et en droit.

Démystifier et dépasser une tendance sécuritaire aussi engoncée dans notre fibre, jusque dans ses retranchements les plus inavoués, est une tâche à peine amorcée chez nous. Tâche dure et difficile qui n'apportera pas d'elle-même un nouveau dynamisme, mais qui empêchera nos entreprises collectives de retomber vite à plat dans l'ornière sécuritaire, comme ce fut, hélas !, trop souvent le cas dans nos réformes récentes. Nous sommes capables de belles et chaudes corvées, de grèves solidaires. Il faut plus que cela pour construire un pays.

Nous avons quand même réussi un certain nombre de choses intéressantes durant les deux dernières décennies, malgré tant de tiraillements. Mais des choix plus décisifs et des tâches plus exigeantes nous attendent, et cela dans un tout autre contexte moins facile, plus austère. Nous pourrions moins miser sur de gros emprunts annuels. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une dynamique d'autodéveloppement ou même un combat politique soutenu seront impossibles si la tendance sécuritaire continue de nous envahir de part en part. Les attitudes libertaires superficielles, irresponsables, luxueuses des classes sociales déjà bien pourvues ne feront qu'ajouter à ce sécurisme compensatoire de consommateurs avertis ! Dans cette même foulée, nous pourrions nous retrouver avec une droite et une gauche aussi anti-économiques et aussi anti-politiques l'une que l'autre. Or, le poids de l'histoire canadienne et québécoise incline davantage vers la droite. Rappelons que les loyalistes anglophones ont refusé la révolution américaine, que la chrétienté francophone a boudé

la révolution française et que beaucoup d'allophones ont fui la révolution de leur pays d'origine. Par ailleurs, la plupart des nôtres ont intériorisé profondément le capitalisme à titre de consommateurs, évidemment ! Que de chemin à faire pour inventer une nouvelle dynamique historique. J'y reviendrai en faisant ressortir davantage les points d'appui positifs.

J'ai voulu surtout attirer l'attention sur le vaste et profond courant sécuritaire qui de mille et une façons est utilisé particulièrement par une nouvelle droite libérale pour mater à la fois le syndicalisme, le parti québécois et tous ceux qui veulent vraiment changer une situation où le libéralisme ancien et le nouveau n'ont plus grand-chose à dire. D'où leur virage à droite. Mais pouvons-nous continuer longtemps dans ce genre de polarisation où gauches et droites n'exercent que des fonctions défensives, toutes à la sécurité immédiate sans nouvelles initiatives collectives susceptibles de motiver la population, les groupes et les individus dans des tâches d'avenir ? Je voudrais aborder cette question dans le prochain chapitre.

Deuxième partie : Bilan de la droite

Chapitre 4

Une contre-histoire

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la révolution tranquille jusqu'à tout récemment, nous avons vécu dans un climat libérateur, dans un esprit de mise en chantier, et cela malgré les tiraillements, les erreurs et les contre-courants de tous ordres. Certains voient cette expérience comme l'apprentissage difficile de la liberté individuelle et collective, de la pratique démocratique après un long hiver de traditions figées. À la manière de nos printemps explosifs, un torrent de vie nouvelle a surgi. Nous avons enfin cru à la possibilité de faire notre propre histoire... notre politique... notre économie de plain-pied avec les autres peuples.

Au début des années '60, les forces progressistes d'idéologies différentes ont accepté une alliance qui visait la constitution d'une base de développement dynamique et démocratique : réforme scolaire, politiques sociales, instruments socio-économiques. Le néo-nationalisme allait pousser plus loin cette perspective d'affirmation et de création collectives jusqu'à la prise du pouvoir, et par-delà celui-ci, jusqu'au choix politique du prochain référendum. Un syndicalisme plus agressif, plus politisé commençait à surmonter cette vieille résignation populaire et redonnait le goût de la lutte, tout en pointant les enjeux les plus cruciaux que les courants libéraux et socio-

démocrates n'osaient même pas nommer : à savoir les dominations les plus décisives du peuple québécois, la structure interne de classes et l'inévitable radicalité de la lutte à entreprendre. Enfin, il faut noter l'extraordinaire créativité culturelle des deux dernières décennies.

Après le printemps... une soudaine lourdeur

Depuis quelque temps, tout se passe comme si ces forces dynamiques se retrouvaient dans une sorte de creux historique, dans un climat collectif quasi-neurasthénique, à tout le moins plutôt défensif qu'offensif. Face à des décisions politiques très complexes et si lourdes de conséquences, plusieurs Québécois francophones vivent une insécurité qui se trahit dans les conversations courantes.

Bon gré mal gré, au seuil d'un tel choix, nous devons revoir le chemin parcouru, le sillage qui nous a amenés à ce tournant historique. À ce chapitre, les évaluations « publiques » sont plutôt négatives. Au bilan, n'aurions-nous bâti jusqu'ici qu'une vaste et lourde bureaucratie qui siphonne toutes les ressources et les énergies collectives ? Ce qui a été voulu moyen de développement, devient un immense appareil enroulé sur lui-même, qui n'embraye pas grand-chose, et surtout devient un immense obstacle tant au plan du décollage économique qu'à celui de la responsabilité personnelle et politique.

L'ornière libérale

La nouvelle droite libérale utilise à fond ces passifs et surtout le climat affaîssé des derniers temps. Elle va multiplier les arguments qui prouvent notre totale dépendance du Canada anglophone et des États-Unis. Oh bien sûr ! La stratégie saura se faire subtile. Après la dépressurisation de la cage qui rend le coup d'aile impossible, on utilise le chloroforme : « allons donc, les Québécois ne sont pas si mal lotis, ils ont tous les pouvoirs nécessaires dans la constitution actuelle ».

Le même scénario ne cesse de se répéter jusqu'à celui, tout récent, du ministre Lalonde qui est passé de l'accusation de nazisme péquiste à la survalorisation des Québécois à Ottawa et par Ottawa. La

constante demeure : en gros, cette droite libérale affirme que tout est négociable ; en détail, elle refuse le moindre changement, jusqu'au ridicule de la taxe de vente OÙ la solution québécoise était plus fédéraliste que celle d'Ottawa. En effet, le fédéralisme est tout le contraire d'une uniformité. Eh oui ! toujours l'idée obsessionnelle du Québec-province comme les autres. Les partisans de la troisième voie semblent ignorer le fixisme de cette stratégie permanente.

Un avenir qui appelle de fortes motivations

Stratégie efficace si on en juge par ses effets débilissants. Si jamais elle réussit, quelles motivations signifiantes et engageantes la droite libérale régnante offrira à la génération montante ? Moi, je les cherche vainement ces motivations positives dans les discours et les gestes de ceux qui se contentent de l'objectif : ne pas défaire le Canada, ne pas défaire la société et quoi encore ? Récemment, le ministre Chrétien nous invitait à dépenser davantage pour assurer la croissance économique. Peut-on foncer dans l'avenir avec une telle philosophie politique, avec cette éthique de centre commercial ? J'insiste, car c'est trop grave, particulièrement dans des conjonctures historiques où l'on devrait confronter des dynamismes, des motivations fortes, des aspects qualitatifs, des dépassements plutôt que des preuves de notre dépendance, de notre impuissance.

Voilà une autre de ces démobilisations historiques qui ont mis notre peuple à genoux en jouant de l'impossible. Il serait intéressant de rapprocher le langage de cette nouvelle droite cléricale à celui du haut clergé au temps des patriotes. On y trouve les mêmes termes : « aventure », « objectif impossible », « menace de révolution », etc. Mêmes alliances aussi. Voyez comment cette droite libérale pense, parle et agit en fonction des réactions du Canada anglais. Elle, et elle seule saura « mettre le Québec à sa place ».

Advenant une victoire décisive, quels objectifs proposera-t-elle aux Québécois ? Contempler les Rocheuses, attendre les retombées du boom albertain, consommer davantage pour faire mieux marcher l'économie de l'Ontario et enrichir Trizec Corp et ses centres commerciaux ? Et pour nous consoler, elle nous propose une meilleure place au Sénat et à la Cour Suprême. Du catinage en regard de l'avenir difficile de la communauté francophone. L'histoire ici est

grosse de leçons. En effet la droite canadienne-française n'a pas renouvelé sa problématique politique d'un iota. Elle a perdu tous ses compromis. Et elle voudrait maintenant nous resservir le même rassis, comme si rien ne s'était passé durant tout ce temps.

La stratégie de la culpabilisation

N'ayant rien à offrir aux Québécois francophones, elle joue les éteignoirs comme jamais. Ainsi nous serions des xénophobes qui veulent instaurer un ghetto dans un esprit fasciste, dictatorial, peu importe si la minorité anglophone de Montréal a un réseau d'institutions qui a peu d'équivalent ailleurs dans le monde. Nous serions devenus des « oppresseurs », les vrais coupables. Même le Goulag est évoqué.

J'ai déjà dit qu'une gauche folle appelle une droite folle. L'inverse est aussi vrai. De même certains jeux politiques entre Ottawa et Québec deviennent des spectacles de foire qui confirment hélas ! l'attitude pessimiste des nôtres face à tout ce qui est politique. J'entends encore, à tous les jours et en divers milieux, cette remarque désarmante : « c'est toujours du pareil au même », seul dénominateur commun des conversations où s'opposent des partis pris souvent superficiels.

Relever le débat

Il faut à tout prix relever la qualité du débat, s'adresser à ce qu'il y a de meilleur chez les hommes d'ici, ne pas dorer la pilule, cultiver des motivations justes et fortes, confronter des chantiers possibles, préciser au nom de quoi on peut risquer tel choix, tel dépassement. La politique, chez nous, tient de plus en plus du spectacle à la télévision. Le jeu remplace l'enjeu. Du sondage à la loterie, il n'y a pas loin. C'est là peut-être une fuite infantile des responsabilités historiques très cruciales auxquelles nous faisons face. Si nous laissons aller les choses ainsi, la droite et son statu quo seront les grands bénéficiaires de cette dérive vers la politique-spectacle et jeu.

T.S. Elliot disait que les hommes ne supportent qu'une partie de la réalité. Une autre version de l'aphorisme : les peuples avancent dans

l'histoire à reculons. Nous n'y gagnons pas à escamoter un examen courageux et lucide de l'ensemble de notre situation. Celle-ci ne saurait être assumée par des solutions rapides et superficielles. Je pense particulièrement à nos problèmes internes que les divers leaderships idéologiques ou politiques filtrent de mille et une façons, en sachant très bien que toute autocritique n'est pas rentable politiquement. Je retiens un seul exemple.

D'autres fausses pistes

La tertiarisation massive des deux dernières décennies a fait naître une nouvelle classe composée de cadres, de professionnels et de syndicalistes. Par-delà un style de vie semblable et une relative « convivance » dans les mêmes institutions publiques et leurs satellites privés, se dessinent plus clairement une triple orientation idéologique.

- La fraction de droite veut assurer son ascension par des canaux de collaboration aux pouvoirs dominants en économie et en politique.
- La fraction de gauche cherche à s'imposer par son syndicalisme et par une idéologie qui lui assurerait un pouvoir susceptible d'exclure radicalement à la fois les pouvoirs dominants et les autres fractions de la petite bourgeoisie.
- La fraction du centre qui utilise le nationalisme pour se promouvoir. Certes on ne peut réduire celui-ci à une telle manoeuvre.

Il y a bien d'autres choses dans le jeu politique actuel. D'autres intentions aussi chez ces diverses fractions. Par exemple, certains comportements plus justes et généreux. On n'en est pas au choix entre l'enfer et le paradis. Mais il faut voir une telle situation en face. L'évolution récente a permis la constitution de ce qu'on pourrait appeler un *middle management*, une nouvelle élite administrative, professionnelle et syndicale. Mais la nouvelle classe est vite arrivée à un seuil critique qui rend plus nettes les trois options précitées.

Cette lutte entre les trois fractions pourrait bien mobiliser les principales énergies de notre société et fausser les enjeux d'une authentique libération. Une lutte qui laisse entier le défi historique d'un peuple capable de faire sa propre histoire. Une lutte qui laisse toute aussi démunie cette large classe sociale des petits salariés et des assistés. Une lutte, enfin, qui ne règle rien au problème gigantesque d'une société soumise à des centres de décision majeurs qui lui sont étrangers et rarement à son avantage.

Des possibles audacieux et exigeants

Voilà une illustration entre cent d'un scénario très complexe. J'ai voulu l'évoquer en terminant cette étape pour bien marquer la nécessité de mieux comprendre le prochain tournant et surtout de mieux sonder les possibilités d'un second souffle historique.

Ce bilan de la droite pointe les forces d'inertie nouvelles et anciennes qui bloquent cette double responsabilité. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la foulée actuelle ne nous mène nulle part. À preuve, cette incapacité du régime libéral d'offrir aux générations montantes des motivations, des objectifs, des engagements humains profonds et durables. En agitant le spectre d'une « tentation totalitaire » bien hypothétique, il masque sa politique d'aplatissement et de démission coloniale, qui mise sur le courant sécuritaire des derniers temps.

Or, tout indique que le dépassement de la crise actuelle ne saurait se faire sans des solutions neuves, audacieuses et exigeantes, sans une transformation profonde d'un statu quo qui n'a ni élan, ni horizon. J'y reviendrai, mais cette fois, en suggérant certaines pistes d'avenir. Mais c'est avec la conviction de n'apporter que quelques pierres à un ouvrage qui relève de tout un peuple.

Troisième partie

Au seuil critique d'un nouvel âge

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie :
Au seuil critique d'un nouvel âge

Chapitre 1

D'abord une révolution culturelle

[Retour à la table des matières](#)

Sans nier l'importance des grands scénarios politiques qui interprètent le tournant historique actuel, je pense qu'il est utile de se laisser interroger par des expériences plus familières et plus concrètes dans des champs de réalité circonscrits. Tâche apparemment plus facile. Quelle illusion ! Une telle démarche nous révèle le caractère abstrait et souvent décroché de bien des diagnostics savants. Combien de fois, j'ai constaté que même les plus instruits n'arrivent pas à tracer un portrait pertinent de leur géographie humaine la plus quotidienne : leur milieu de travail, leur habitat, leurs réseaux de relations, d'activités et d'appartenances, etc. Et que dire de la perplexité face à une définition minimale de la philosophie de la vie qu'on porte. Étrange paradoxe au moment où la plupart ont un tas de choses à dire sur le gouvernement, sur les politiciens, sur les syndicats, sur l'indépendance du Québec, sur les événements internationaux.

La caverne de Platon

Tout se passe comme si on voyait les choses davantage à travers la télévision qu'à partir de sa propre expérience, de son milieu, de sa cité. *Le mythe de la caverne de Platon est d'une actualité extraordinaire.* À

témoin, ces deux cent cinquante mille lettres adressées à Robert Young (qui incarne le docteur Welby), lui demandant un avis médical. Quand la fiction devient réalité ! Marx, au siècle dernier, avait prévu cette explosion d'une nouvelle mentalité mythique. Même McLuhan commence à s'interroger sur le caractère aliénant d'un certain style de télévision et sur le phénomène social de décrochage qu'il provoque. Passivité accrue et entretenue, mais surtout tentation de tout ramener au spectacle, même les questions politiques les plus cruciales au Parlement ou ailleurs. Le maire Drapeau a su jouer cette carte avec quel succès... désastreux. Les jeux ici masquent les enjeux.

Mais revenons au spectacle permanent de la télévision. Le mot « écran » lui-même exprime de telles ambiguïtés par ses multiples connotations : reflet, blocage filtre, grille, montage. Des jeunes me disaient récemment que le voyage à la lune des cosmonautes était une « simulation » technologique, un « montage » génial, mais pas plus.

Cela ne condamne pas la télévision comme telle. D'ailleurs, il pourrait en être autrement. Je retiens plutôt certains phénomènes psychosociaux qui l'accompagnent. Phénomènes à rapprocher avec le fait que bien des citoyens modernes ont peine à se rejoindre eux-mêmes, à comprendre ce qui se passe autour d'eux et à maîtriser leurs environnements les plus familiers. On a peu évalué les conséquences du coefficient croissant d'abstraction, de « sophistication », de mythologisation, d'artificialité dans l'évolution urbaine récente. L'accès direct à la réalité semble de plus en plus difficile. Les révoltes dites « sauvages » n'y sont pas étrangères, du terrorisme jusqu'à certaines grèves en passant par le rejet des institutions, le repli sur la vie privée, la fuite de toute permanence organisée, ou encore la survalorisation de l'action directe, improvisée, purement revendicatrice.

Nous verrons dans une prochaine étape les réponses cherchées par la génération montante. Notons tout de suite la perplexité profonde, le désarroi, le sentiment d'impuissance, l'attrait de l'irrationnel, la fuite dans l'imaginaire. Attitudes largement répandues. N'y a-t-il pas au point de départ une hypothèque grave pour la pratique démocratique et la pertinence du jugement politique ou du débat idéologique ? Comment des citoyens aussi confus jusque dans leur expérience la plus courante parviendront-ils à des choix politiques judicieux ?

Comme éducateur, aussi bien à l'université que dans les milieux populaires, chez des experts comme chez des profanes, je rencontre quotidiennement pareils problèmes. On cherche des solutions dans ce qu'on pourrait appeler une démarche de laboratoire, hors circuit, en session, à côté du pays réel ; mais en « situation de vie » les uns et les autres sont souvent démunis pour comprendre et pour agir à même leur expérience. Je ne veux pas sous-estimer la médiation des systèmes, des techniques raffinées, des grilles, pour lire et maîtriser tel ou tel champ quotidien d'expérience. Mais combien en arrivent à trouver leur propre parole, leur propre jugement par-delà les langages standards, les outils standards ?

Un renversement de perspective

Une énorme révolution culturelle, encore souterraine et privée, est en train de renverser cette perspective. Elle commence à mettre en cause radicalement ce surplomb artificiel, lourd et compliqué des organisations abstraites, anonymes et descendantes, des techniques standards sans visage humain identifiable, des débats idéologiques stériles ou trop étrangers à ce qu'on a le goût de vivre.

Que diable ! il faudra se demander pourquoi tant de gens ne trouvent plus goût, sens, dynamisme et horizon dans le monde « organisé ». Des jeunes professeurs me disaient récemment que leur travail à l'école ne faisait plus partie de leurs principaux centres d'intérêt. Sont-ils les seuls à vivre ce genre d'expérience ? Je pense à ces nombreuses quêtes de sens en dehors des circuits habituels, dans des sessions spéciales, dans des initiatives à côté, dans des voies marginales, dans des démarches symboliques, dans des laboratoires idéologiques. Comme si les institutions et les lieux quotidiens n'étaient plus porteurs de signification. Celle-ci est cherchée dans le provisoire, comme si on avait désespéré d'une quelconque permanence signifiante. On est partout sauf là où on est.

Mais il y a des choses qui commencent à changer, à partir de cette prise de conscience. Dans bien des milieux apparaissent de nouvelles expériences modestes, « en petit ». *Small is beautiful* n'est pas une mode superficielle, une autre utopie. Bien sûr, cela peut le devenir. Sans compter les illusions et les ambiguïtés d'une telle tendance. Nous y reviendrons. Retenons, pour le moment, l'émergence de nouveaux

« nous » quotidiens où l'on cherche moins à changer les structures qu'à faire ensemble des choses intéressantes, fécondes et pertinentes. Il y a là un premier prolongement des nouvelles dynamiques de l'individualité qui tentent de déborder l'expérience personnelle redéfinie, réappropriée.

Les expériences réussies

Changer d'abord la vie, quoi ! Il y a là une sorte de réappropriation et de redéfinition des expériences de base, qui assument certains changements culturels et psychologiques encore trop ignorés par l'organisation moderne de nos institutions, par les rituels administratifs et syndicaux, par les rationalités mécaniques et super-spécialisées. Il est frappant de constater comment les initiatives collectives qui réussissent présentement ont presque toutes en commun une démarche où l'on s'est distancé des normes juridiques, administratives, syndicales, professionnelles ou autres. Les participants se sont situés au plan des tâches communes, de l'expérience à vivre, des talents à concerter, des sensibilités partagées, des objectifs pertinents à poursuivre.

Ce n'est plus l'outil ou le mécanisme qui s'impose, mais la « pratique » qui s'approprie l'outil dans un champ humain concret où l'expérience humaine comme telle devient prioritaire. Certes on ne fait pas pareilles choses à General Motors de Sainte-Thérèse. Mais il existe tant de lieux où elles sont possibles dès aujourd'hui, en particulier dans le secteur des services qui sont davantage nôtres. Ce genre d'expériences n'a pas encore fait ses preuves sur des bases très larges ; il peut tomber dans l'ornière historique de l'esprit de clocher, du village à frontière fermée.

Par les rapports les plus fondamentaux

Une telle révolution culturelle n'a pas trouvé ses mains politiques, encore moins ses dynamiques socio-économiques propres. Mais avant de la disqualifier au départ, il faudra mieux discerner la profondeur des sensibilités et des démarches qu'elle porte. Gisèle Alimi, dans La cause des femmes, disait qu'une révolution culturelle multiforme,

explosive et très riche est en train de doubler des débats idéologico-politiques qui tournent en rond. La révolution féminine elle-même en témoigne. Elle va du corps réapproprié jusqu'à la dimension politique. Elle est organique, et en cela, elle conteste une société mécanique enroulée dans ses instruments. Or, ce n'est pas seulement le corps qui est organique, mais aussi l'humain comme tel, qu'il soit individuel ou collectif, qu'il soit rapport social ou institution, culture ou politique. Il y a là aussi une dynamique ascendante qui va à contre-courant des solutions descendantes actuelles. Cette révolution passe par les rapports les plus fondamentaux, un peu comme la chinoise. Mais la première a plus de chance de se diffuser plus largement dans le monde contemporain. Qui sait, elle est peut-être une des principales caractéristiques du nouvel âge dans lequel nous entrons. Ce serait dommage de ramener cette dynamique historique à des repères trop restreints comme l'autogestion, l'écotope, le retour à la nature ou la bio-énergie.

Des changements culturels profonds se sont produits davantage dans les styles de vie que dans les sphères politiques, idéologiques ou même physiques de la cité. Changements encore mal identifiés, peu maîtrisés, encore tâtonnants, mais plus réels et plus concrets que nos grands mécanismes abstraits reproduits jusque dans les divers langages idéologiques en opposition. J'ai souvent l'impression que plus on est allé loin dans cet univers de rationalité instrumentale « sophistiquée », plus on a de la difficulté à comprendre ce qui se passe dans la vie courante, et même dans la sienne propre. Voyez ces longs et douloureux détours des démarches psychanalytiques. Phénomène qu'on retrouve dans l'organisation moderne elle-même où personne n'arrive plus à rejoindre personne. Pensons aux échecs accumulés de tant d'expertises dès qu'elles s'inscrivent dans un champ humain concret d'expérience. Le Vol au-dessus d'un nid de coucou est une dramatisation extraordinaire de nos sociétés occidentales jusque dans leurs pratiques scientifiques.

Il faudrait citer ici des milliers d'exemples. Autrefois, le médecin devait procéder à une exploration très attentive de l'ensemble de la vie et de la personne du patient. Aujourd'hui, il peut s'en remettre rapidement à la batterie de tests technologiques « gratuits ». Ce serait ridicule de s'en prendre à ceux-ci, surtout dans une société qui est en train de s'initier à sa propre révolution technologique, tout en essayant d'assimiler celles des autres. Le problème est ailleurs : à savoir, l'appauvrissement de la pratique quotidienne du diagnostic, de la

pédagogie du rapport et de l'intervention du médecin auprès du patient. Il en va de même chez les patients eux-mêmes qui sont devenus incapables d'une médecine domestique minimale, encore moins d'une dynamique de santé. Dépendance, passivité, impuissance qui grandissent paradoxalement avec le développement génial des outils d'intervention. N'est-ce pas là une situation qu'on retrouve dans la plupart des champs d'expérience ?

Jusqu'à la pédagogie politique

Tout se passe comme si nous n'avions pas créé des pédagogies appropriées pour assumer et orienter nos instruments scientifiques et technologiques, nos super-organisations, nos grandes politiques et nos débats idéologiques. Y a-t-il chez nous des pédagogies politiques qui développent une pratique démocratique véritable et féconde ? Le mythe de la structure « vertueuse » est particulièrement mis à l'épreuve dans ce domaine. Vous avez beau avoir des structures démocratiques très poussées, elles n'engendrent pas automatiquement des comportements du même type.

Nous avons vu comment les nouvelles réponses tentées passent d'abord par une révolution culturelle où plusieurs essaient de se réapproprier et de redéfinir les expériences à la fois les plus fondamentales et les plus quotidiennes de la vie. Cet aspect est souvent laissé en veilleuse par des analystes qui retiennent davantage les travers « anarchiques », « anachroniques » de cette révolution culturelle multiforme et éclatée.

Mais que de chemin à faire ! Ceux qui s'y mettent découvrent qu'une telle reprise radicale de l'expérience humaine dans ses apprentissages de base est plus compliquée que ne le laissent entendre les discours idéologiques au petit écran, les palabres de salon ou encore les cours du soir. On s'est beaucoup gargarisé de nouveaux lieux communs, tel l'objectif du « s'éduquant », comme si on pouvait l'atteindre à court terme, comme s'il y avait des techniques infaillibles pour y accéder, comme si cet objectif pouvait être rejoint dans le cadre des 1000 minutes par semaine de la CEQ.

Par exemple, avons-nous développé de vraies pédagogies de la liberté à la maison, à l'école, au travail, en politique ? Hier, l'école

nous assurait un « fond solide » selon une expression savoureuse des gens... mais hélas ! sans une pratique de la liberté. Les réformes récentes ont valorisé liberté et créativité, mais elles ont négligé les fonctions d'appui, de cohérence, de suivi, d'intégration pertinente. Devant l'échec et l'angoisse qui ont accompagnée cette dernière démarche, plusieurs ont la tentation de revenir aux encadrements sécuritaires d'hier alors que le défi du nouvel âge est davantage celui d'une liberté capable de se donner des structures congrues, ouvertes, plus souples, dynamiques. C'est là une tout autre perspective qui va de l'expérience quotidienne jusqu'aux grandes démarches politiques.

Pour y arriver, il faut renverser notre façon habituelle de voir les choses. Voilà donc notre société à une croisée de chemins. Comment ce tournant, ces choix avec leurs combats inévitables sont vécus dans nos itinéraires personnels, dans nos groupes d'appartenance, dans nos milieux de vie, dans les institutions que nous fréquentons quotidiennement ? Y a-t-il divorce entre les « grandes affaires » de nos discours et les « petites affaires » de nos pratiques courantes ? Comment vivons-nous ce tournant ? Que ces questions nous apparaissent choquantes, c'est là un signe révélateur du divorce entre le public et le privé, entre l'idéologie et le style de vie, entre le politique et le culturel quotidien.

Je m'en vais donc forcer la note de ce côté pour nous mettre au défi de ne plus regarder les choses, pendant un moment, à partir de la télévision, des discours idéologiques, des systèmes, des grilles de lecture ou des étiquettes savantes ou populaires. C'est déjà nous inviter à faire entrer notre propre expérience d'une façon plus franche, plus critique dans le discours idéologique que nous tenons. Je vais m'y risquer en situant d'abord ma démarche dans le milieu où je travaille sur plusieurs fronts depuis vingt ans. Voilà l'objectif de la prochaine étape.

Troisième partie :
Au seuil critique d'un nouvel âge

Chapitre 2

Pour une politique du pays réel

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce premier chapitre, nous avons vu que les dernières décennies ont été marquées beaucoup plus par notre propre révolution culturelle que par les nouvelles structures ou même par les grands débats idéologiques et politiques, même si ceux-ci occupaient l'avant-scène de la vie publique. Révolution culturelle qui a été le lieu principal de contestation, de création, d'identification, et surtout de redéfinition des comportements quotidiens. La crudité et la radicalité des enjeux éthiques en témoignent. De même la révision des rapports homme-femme, de l'expérience du travail, de l'éducation, de la sexualité, de la santé, des cadres de vie.

Cette révolution culturelle s'est d'abord exprimée dans la vie privée, dans les itinéraires personnels. Elle commence à peine à trouver ses voies collectives et politiques. Pour le moment, elle tient davantage d'un univers mental et social qui éclate dans toutes les directions. On peut le vérifier dans l'existence courante comme dans nos productions culturelles (chanson, littérature, cinéma, théâtre). Que de choses à digérer en même temps ! Il nous manque encore un recul suffisant pour discerner les actifs et les passifs, le prometteur et le décadent.

C'est déjà beaucoup de se rendre compte de l'ampleur et de la profondeur du phénomène. Nos sciences humaines, nos idéologies formelles, nos problématiques politiques sont peut-être de plus en plus décalées par rapport à nos « sensibilités » profondes. Parfois, nos créateurs culturels les expriment avec beaucoup plus d'à-propos. Mais même ceux-ci semblent tourner en rond depuis un certain temps. Je pense à l'itinéraire de M. Tremblay, de Y. Deschamps, de Charlebois, de Miron et de bien d'autres. L'extraordinaire, l'étonnante poussée du mouvement féministe fait exception.

Au bilan, nous avons de plus en plus de difficulté à saisir pertinemment ce que nous vivons vraiment, en dessous des grands scénarios et appareils qui mobilisent le regard personnel, l'interprétation politique et le discours idéologique. Entre autres démarches, je pense qu'il est nécessaire de mieux prospecter des lieux et milieux plus circonscrits où l'ensemble de ces phénomènes complexes se présente dans un champ plus concret d'expérience et d'histoire. Peut-être y dégagerons-nous une compréhension plus judicieuse du divorce entre les changements structurels récents et les changements culturels, entre les problématiques politiques et le pays réel ? Sans compter une meilleure garantie de réalisme pour l'exploration de nouveaux chemins d'avenir.

Posons une première question brutale : quelle sera la pertinence d'une redéfinition historique de notre société globale, si nos villes et communautés sont défaites, si nous ne nous en rendons même pas compte, si nous ne savons plus façonner de fortes dynamiques personnelles et collectives par-delà des réactions purement défensives ? Redisons-le, une stratégie de déraillement du train ne crée jamais d'elle-même une capacité d'en faire un ensemble. Il en va de même pour la construction d'une individualité, d'une classe sociale, d'un milieu qui se prend en charge, ou encore d'une pratique démocratique vraiment efficace. Et que dire du défi d'en arriver à une économie vigoureuse et solidaire bien à nous... et de nous.

Je tire ces questions brûlantes de ma petite expérience dans un milieu que je vais tenter de cerner ici.

L'histoire d'une région

L'histoire de la région de Saint-Jérôme a été marquée par trois grandes étapes semblables à bien d'autres régions au Québec. D'abord, une phase de colonisation, d'implantation rurale encadrée par la paroisse de chrétienté. Au début du siècle naissait une structure industrielle qui n'a pas fondamentalement changé jusqu'à aujourd'hui (textile, caoutchouc, pâtes et papiers). Et récemment Saint-Jérôme est devenue une métropole régionale de services publics. Trois expériences historiques non articulées l'une à l'autre. Trois univers culturels qui s'entremêlent dans un écheveau d'attitudes sociales et politiques difficilement saisissables. Du coup, c'est reconnaître l'artificialité des catégories politiques reçues en termes de partis, d'idéologies, ou même de classes sociales « universellement » définies. Il suffit, par exemple, de nous rappeler qu'il n'y a pas eu de grande bourgeoisie dans la plupart des régions du Québec. Cela dit pour nous éviter des simplifications abusives : la bourgeoisie et le peuple, ou encore les pouvoirs établis et les travailleurs. On se condamne ainsi à ignorer bien d'autres aspects de notre propre réalité historique, qui influencent les comportements quotidiens et politiques. Qu'il s'agisse d'éducation ou même de vote, certaines explications reçues nous laissent aussi démunis pour comprendre les attitudes profondes des Québécois. Au nom de quoi les Montréalais ont voté majoritairement pour le maire Drapeau ? Après les considérations d'usage sur les stratégies de parti, on parlera du personnage mythique, de conservatisme atavique, de réflexe colonial ou encore de ruse populaire. Quant à la fameuse lutte des classes qui rassemble dans une même « communauté d'idéologie et d'intérêt » tous les travailleurs, c'est pas demain la veille !

Peut-être nous faut-il accepter un examen plus libre et plus exigeant, plus humble et plus intelligent de notre réalité ? Sinon, nous risquons de comprendre de moins en moins ce qui nous arrive. J'évoquais tantôt l'emmêlement de trois expériences historiques chez bien des citoyens de chez nous. Je les ai retrouvées constamment, depuis vingt ans, dans des champs aussi divers : regroupement de chômeurs, concertation des forces ouvrières, rénovation urbaine, réforme scolaire, relance socio-économique, bataille des expropriés de Sainte-Scholastique et plus récemment à Tricofil.

Trois expériences historiques mai élucidées

D'abord un étrange mélange d'expédients et de ficelles (comme au temps de la colonisation), de réflexes cléricaux et paroissiaux, d'esprit villageois à frontière fermée. Ainsi dira-t-on : « Il n'est pas d'ici, c'est un rapporté, qu'il se taise. » Le clan familial (la parenté) réapparaît sous d'autres formes. À cela, s'ajoute un certain héritage religieux fortement ritualisé, autoritaire et absolutiste, peu propice au débat démocratique et à une dynamique de changement réfléchi. On a peu exploré les transferts souterrains et inconscients entre l'expérience d'hier et les attitudes d'aujourd'hui, même dans la génération montante. Chassez rapidement et superficiellement l'histoire, elle revient au galop. Voyez ce qui se passe dans nos institutions, dans nos associations.

Deuxièmement, nous n'avons pas davantage clarifié les rapports entre ce substrat culturel et l'expérience de prolétariat urbain et industriel que bien des nôtres ont connue. Ayant vécu en pareil contexte, je me rends compte aujourd'hui des ambivalences, des tiraillements, des traumatismes de mon père ouvrier, nostalgique de son enfance terrienne. Après 25 ans d'usine, il rêvait encore de chevaux, de chasse, de « sucres » au printemps. Souvent, on le sentait prêt à « prendre le bois ». De fait, son monde intérieur n'était ni de la ville, ni de la campagne. Ses comportements non plus.

Je me demande si, par exemple, le syndicalisme d'aujourd'hui ne reproduit pas cet univers d'entre-deux. Une sorte de contre-pouvoir sans dynamique collective quotidienne, pur réflexe défensif devant l'institution, l'administration, le pouvoir qui ont été historiquement des réalités extérieures et souvent étrangères. Même l'Église était téléguidée de Rome comme l'usine l'était de New York, ou de Toronto. À la limite, dans ce processus de transfert, beaucoup de travailleurs en viennent à considérer l'institution syndicale elle-même comme une réalité extérieure. La bureaucratisation récente et la concentration par en haut de toutes les institutions ont renforcé ce décrochage. Mais il faut aller plus loin avec Marx qui dit : « l'aliénation apparaît aussi bien en ce sens que le moyen de

subsistance est celui d'un autre, que l'objet du désir est l'avoir inaccessible d'un autre, qu'en ce que toute chose est en elle-même quelque chose d'autre ».

« Quelque chose d'autre », qui va s'accentuer au cours de la troisième étape, celle de la Révolution tranquille. Les citoyens de mon milieu, en majorité, ne se sont pas identifiés aux polyvalentes, au Cégep. Même l'Hydro leur est apparue aussi lointaine, aussi hautaine, aussi impersonnelle que Gatineau Power d'hier. Le nouveau parc industriel ne fait pas davantage partie du paysage familier. Même celui-ci est en train de mourir. Le centre-ville, communément appelé le « carré », était vraiment le carrefour quotidien de la vie collective. Il regroupait dans un tout historique et quasi-organique les principales fonctions et institutions : la cathédrale, la rue commerciale, le parc Labelle, l'hôtel de ville, les cinémas, le palais de justice, le collège, etc. Ce cœur ne bat plus. Il n'existe qu'un seul rendez-vous sans visage, « quelque chose d'autre » : le carrefour du Nord, un centre commercial semblable à tous les autres. Greffe d'un autre cœur... terriblement artificielle. La plupart des activités collectives y ont émigré. On y achète, on s'y promène, on s'y amuse (!). Tout cela, dans la foulée de l'animation commerciale. Mais ce n'est pas un lieu à nous. Il y manque un courant chaud... et surtout le moindre petit trait de notre visage. Pendant que nous nous tapions la gueule, d'autres construisaient.

Des « étrangetés accumulées »

C'est humiliant. La plupart refusent de voir cette réalité en face : *un processus historique où les « étrangetés » se sont accumulées jusqu'au point d'effacer visage et paysage d'une communauté*. Après les usines des autres, le centre commercial. Et par dessus le marché, même des écoles qui semblent d'un autre monde, des services publics disséminés, froids, sans aucun lien vital entre eux. Une géographie de la ville tourmentée, enlaidie sans la moindre organicité humaine, communautaire. Et la télévision permanente qui vient souvent à bout du quorum des assemblées syndicales régulières et de tant d'autres rencontres. Seule permanence au milieu de groupes éphémères. Ah ! bien sûr, on donne un coup ensemble, une fois de temps en temps. Quelques « engagés » maintiennent à bout de bras tel comité d'école, tel syndicat, tel regroupement de chômeurs, tel club d'âge d'or. Mais

au bilan, une masse de gens dispersés, tapis dans leur vie privée, pressés dès qu'ils en sortent, chanceux qu'ils se trouvent dans un de ces rares milieux de travail chaleureux.

Plusieurs fois, j'ai entendu une remarque semblable à celle-ci : « Autrefois, j'avais le goût de rencontrer des gens, aujourd'hui la télévision m'offre un tas de choses captivantes, je n'ai pas besoin de me déranger, de m'impliquer. Je me sers comme au centre commercial, comme à la cafétéria ». Un président de syndicat d'une usine locale avec son exécutif a entrepris une enquête révélatrice sur les intérêts que les travailleurs ont ou pourraient avoir dans la redéfinition de leur régime de travail quotidien. La plupart des réponses ont été négatives. Elles manifestaient, entre autres choses, la même attitude fondamentale que celle du consommateur, du téléspectateur et du locataire : « Le permanent syndical, me disait-il, s'était opposé à cette démarche qui visait à redéfinir la convention collective en dehors des sentiers battus ». Deux aliénations qui s'additionnent ! C'est d'autant plus grave qu'en l'occurrence, on en vient à se rendre soi-même étranger à ce qui devrait être le premier lieu de libération, d'identification et de création, à savoir sa propre expérience, ses rapports quotidiens, son cadre de travail, etc.

Une première brèche

Certes au cours des dernières décennies nous avons vécu quelques belles expériences de solidarité dans des luttes dignes. Certaines ont abouti à des chantiers de rénovation urbaine, de coopération. Sans compter un certain progrès de la conscience politique auquel le syndicalisme a contribué. Nous sentions qu'il y avait en nous des dynamismes capables d'une chaude et féconde démarche collective, semblable à cette solidarité des petits peuples qui ont eu sans cesse à défier la logique de l'histoire, celle d'une nature revêche, celle de voisinages puissants. Mais nous étions quelques poignées et nous le sommes demeurés pendant que la ville et la communauté se défaisaient, pendant que les étrangetés s'accumulaient, pendant que le centre commercial, la loto, HFC et les médias populaires proposaient de puissants rêves vides !

Un certain 15 novembre, nous nous sommes rendus compte qu'il s'était passé quelque chose malgré tout. Premier sursaut collectif

d'assez forte ampleur. Une majorité allait-elle commencer à réagir, à forcer un peu son destin, à sortir de cet univers malsain d'étrangetés accumulées ? Ou ne serait-ce qu'un feu d'artifice ? Il y avait là une démarche encore bien symbolique en regard d'un environnement quotidien où le citoyen d'ici ne se reconnaît même plus.

Pour assurer le long terme de cette première percée jointe à celle du syndicalisme, je suis de ceux qui veulent garder en vue la réalité brutale que je viens de décrire, en faire le matériau premier d'une conscience historique qui ne se paie pas de mots, de slogans faciles, d'idéologies pures.

Je pense ici à l'agressivité « rentrée » de bien des petits salariés du secteur privé qui, faisant face à la même inflation et à une forte taxation, tout en payant la plus dure facture de la baisse de l'activité industrielle, chez nous comme ailleurs au Québec, voient des catégories privilégiées du secteur public revendiquer comme si la crise économique ne devait pas les affecter. Ces petits salariés le constatent bien concrètement quand ils se promènent dans les quartiers nantis de la ville où des fonctionnaires, des travailleurs sociaux, des professeurs, et parfois des permanents de syndicat habitent à côté de gérants d'usine et de médecins.

Ramener tout le problème des négociations du secteur public à une stratégie machiavélique des gouvernements pour diviser les travailleurs du secteur privé et ceux du secteur public est une vérité partielle qui ignore l'autre évoquée plus haut, beaucoup plus grave pour l'avenir du mouvement ouvrier, du syndicalisme et des solidarités de base dans notre société. On ne saurait ignorer ces contradictions internes bien concrètes, très perceptibles dans le pays réel, et décréter abstraitement la « communauté d'intérêt et d'idéologie de tous les travailleurs ». Cela ressemble trop au subterfuge idéologique de la Chambre de commerce qui s'identifie au bien commun de la collectivité locale.

Mais, il existe d'autres problèmes aussi profonds et cruciaux qui exigent d'être situés dans une perspective historique.

La difficile conjugaison du social et de l'économique

En '60, chez nous comme ailleurs au Québec, nous n'avons pas évalué les passifs et les actifs que nous avons sous les pieds et au plus profond de nous-mêmes. Nous avons cru devoir liquider un héritage honteux, un peu comme ces radicaux de Parti Pris qui voulaient édifier un Québec indépendant, socialiste et laïc en précipitant la ruine de l'ancien. Créer un désert pour atteindre un paradis, en l'occurrence bien abstrait, alors que la plupart des Québécois avaient à peine commencé à se dire politiquement. C'était là la pointe extrême de diverses attitudes qui ont mythifié la Révolution tranquille. Par exemple, démanteler rapidement les anciennes structures pour les remplacer par de nouvelles sans revoir, sans réaménager notre sol et notre sous-sol historiques, culturels. Sur ce fond toujours vivant, nous avons plaqué des équipements, des techniques, des idéologies souvent empruntés et rarement acculturés, ou marqués de notre personnalité. Des aqueducs sans la source. Un peu comme ces monuments historiques que des nostalgiques veulent protéger tout en rejetant ou en ignorant la force spirituelle qui les a fait naître. Mais, il y a d'autres choses plus graves. Combien de vaisseaux avons-nous lancés pour les contester ou parfois les brûler avant de les avoir mouillés ? Combien de luttes ont débouché sur de vrais chantiers ?

Je suis de ceux qui ont travaillé à l'émergence de certains changements psychologiques, sociaux, culturels et politiques, qui ont cautionné ce qui devait être les assises d'un développement socio-économique dynamique, solidaire, bien de nous. Nous n'avons pas atteint l'abc de cet objectif. Voyez notre situation économique aux abords des années '80. Est-ce donner raison à notre aile radicale qui voit la cassure totale du « Système » d'étrangetés accumulées comme le passage obligé d'une société nouvelle ?

C'est trop facilement se consoler que d'évoquer ici l'inévitable long terme de nos grands objectifs de création collective surtout dans le domaine socio-économique. Je n'ignore pas les énormes rattrapages à faire, par exemple, en éducation et dans les luttes politiques à poursuivre. Mais il faut bien admettre que la question économique comme telle est sans cesse noyée, marginalisée ou renvoyée au lendemain de la nouvelle société, dès qu'il s'agit d'engagements et d'investissements concrets dans le développement directement économique. Se contenter de proclamer soit l'importance de l'État-levier, soit le retour au marché libre intégral, ne nous avance guère si la transformation du Québec en une super-agence sociale se poursuit de plus belle, jusqu'au salaire étudiant, sans la révision des statuts

professionnels évidemment... si à gauche comme à droite, au fond fond, on ne veut rien changer dans ses pratiques de consommation et dans son style de vie, rien risquer de son portefeuille. Il n'y a pas que les grands capitalistes qui ont le cœur de leur portefeuille. Élités de droite et de gauche plaident d'étranges progressismes qui ont en commun le refus de payer la note nécessaire à un autodéveloppement économique dynamique et plus solidaire.

Toujours est-il que nous nous retrouvons aujourd'hui dans cette situation : *un social qui n'a pas abouti à l'économique. Et un « économique » incapable de comprendre le social d'aujourd'hui.* Ajouter à cela un vaste monde tertiaire enroulé sur lui-même, siphonnant les ressources au profit d'une nouvelle classe insatiable où les branches de droite, de gauche et de centre se disputent le sous-pouvoir colonial autochtone, qui par le service de la haute finance, qui par le nationalisme, qui par le syndicalo-professionnalisme.

Une chose demeure sûre : les grands discours, débats et combats de ce tournant difficile doivent être vérifiés et resitués dans le pays réel, dans sa géographie quotidienne, là où les gens vivent et travaillent. J'ai décrit ce qui s'est passé chez nous dans ma ville, dans ma région. Ailleurs, a-t-on connu une histoire tout autre, plus positive ? Un rapide tour d'horizon des diverses régions du Québec me laisse entendre que nous ne sommes pas une exception dans le pays. On dit qu'à Chicoutimi et en Beauce, pointent des expériences intéressantes. Mais voyez la situation déplorable des Cantons de l'Est, de la Mauricie, du Nord-Ouest et de tout l'Est québécois. Même notre seul grand pôle urbain, la région métropolitaine de Montréal, se dégrade économiquement et socialement.

La révolution facile !

Au bilan, j'aime mieux regarder notre réalité bien en face pour en saisir toutes les exigences, pour comprendre qu'il n'y aura pas de solutions faciles et rapides comme nous l'avons cru au moment de la Révolution tranquille. Je ne compte pas non plus sur ce genre de fierté pharaonesque des nouveaux monuments de Montréal qui me rappellent trop nos folles cathédrales d'hier. L'adhésion massive qu'ils suscitent me rappellent tout le chemin à faire. De même nos pèlerinages sur les parquets financiers de New York, ou à General

Motors de Détroit. Le défi du choix politique Québec-Canada peut avoir valeur et force d'un certain enclenchement historique. Mais je ne veux pas y accorder une sorte de vertu mobilisatrice automatique qui nous épargnerait l'examen courageux de nos pratiques individuelles et collectives chez nous. Les nouveaux messianismes, y compris le socialiste, comme ceux d'hier, sont contredits par des comportements d'une tout autre inspiration.

J'ai appris à mes dépens ce qu'il en coûte de préciser ces contradictions sans échappatoire. La situation bien concrète de ma ville, l'aventure douloureuse de Tricofil, le bilan d'un itinéraire militant sont des éclairages pour le moins aussi justes du Québec que certains discours de droite et de gauche qui ignorent l'énorme défi historique d'une société, d'un peuple enfin capable de faire sa politique, son économie. Oui, une société qui ne soit pas au profit des marchandages déguisés en nobles luttes entre anciens et nouveaux pouvoirs, entre nouvelles classes d'administrateurs, de professionnels et de gros syndiqués, qu'ils soient de branches libérales, nationalistes ou socialistes. La critique lucide du jeu des autres ne nous épargne pas l'examen courageux du nôtre.

Cet objectif d'autodéveloppement n'est pas une utopie, mais l'expression normale, la conséquence logique de ce qui s'appelle une vraie démocratie. Je ne vois pas comment on peut affirmer celle-ci et renvoyer l'autre au pays de nulle part.

Peut-être, un second regard nous permettra-t-il de discerner des signes, des semences, des expériences qui constituent l'amorce d'une orientation dans cette direction. Mais auparavant, notre difficile et complexe tournant historique nous invite à débusquer des enjeux cachés par tant de fausses consciences idéologiques.

Troisième partie :
Au seuil critique d'un nouvel âge

Chapitre 3

Promus, parvenus et entretenus

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'étape précédente, je me suis attardé à regarder notre situation d'ensemble à travers un milieu plus circonscrit, celui de ma région où je travaille à des projets collectifs depuis plus de vingt ans. Je voudrais élargir ce champ de vision en gardant la même optique. Comme bien d'autres, face aux énormes requêtes d'action constructive et de luttes nécessaires, je me méfie des débats idéologiques interminables. Mais ce serait illusoire et naïf de les éviter, surtout quand on tient à une pratique démocratique vigoureuse et vigilante. Bien sûr, nous en abusons.

Culture et économie

Je voudrais rapprocher notre style de débat idéologique avec certaines attitudes d'ordre économique et d'ordre culturel. Deux vis-à-vis critiques inséparables pour évaluer la pertinence ou non des discours idéologiques. Par exemple, dans mon expérience récente, j'ai pris une conscience plus vive des conséquences de l'absence de traditions économiques dans le peuple d'ici.

Certes, il faudrait évoquer une fois de plus les facteurs structurels, telle la domination du capitalisme américain chez nous qui se prolonge jusque dans la destructuration des cultures autres que *l'American way of life*. Cette analyse a été faite sous toutes ses coutures. Nous épargne-t-elle un examen libre et difficile de nos défis internes historiques et culturels, une prospection patiente de nos propres passifs, et aussi des actifs et des dynamismes culturels qui pourraient, entre autres objectifs, se prolonger dans un développement économique original, fécond ?

En deçà d'un débat idéologique nécessaire, mais souvent aussi simpliste que globaliste, nous escamotons souvent ces relations très complexes entre culture et économie. La dramatique de notre structure de classe ne peut éclairer cette question que partiellement. Il y va ici de certains modes d'être, de penser et d'agir d'un peuple, d'un sujet historique. Il y va aussi de certaines expériences collectives qui ont marqué la majorité des Québécois de diverses classes sociales. C'est ce qui explique peut-être l'interpellation d'un Y. Deschamps, largement reçue dans l'ensemble de la population. Ce qui vaut pour notre vieux fond culturel pourrait bien valoir aussi pour notre révolution culturelle récente. Je reviendrai sur ce dernier point.

Le « mal québécois »

Nous hésitons à nous interroger sur nos attitudes anti-économiques, sur nos propres sources de faiblesse en ce domaine, sur certains obstacles culturels, religieux, historiques du « mal québécois ». Souvent le débat idéologique sert de subterfuge pour éviter cette question... et certaines décisions majeures. Sommes-nous assez conscients du fait que l'expérience économique est une école de décision, d'achievement, de réalisme, de prise sur le pays réel ? Qu'elle soit capitaliste ou socialiste, je n'hésite pas à le rappeler, tellement la plupart des nôtres en sont venus historiquement à considérer l'activité économique comme extérieure à eux-mêmes. *Plusieurs, en rejetant avec de justes raisons la structure économique existante, ont glissé progressivement vers une absence d'intérêt pour la responsabilité économique comme telle.*

Le mépris religieux d'hier face à cette dimension de la vie pourrait bien s'exprimer sous des traits laïques dans des voies aussi piégées.

Telles ces références faciles : « le Québec postindustriel », « le retour à la nature vierge », « la machine qui remplace le travail », « l'éloge de la fuite » (en Orient, en soi, dans les « para », dans le spirituel ou le culturel purs). Évidemment, on peut comprendre de telles réactions face à un univers économique bête à en pleurer par son absence d'humanité, par son exploitation éhontée, par sa camelote de centre commercial. Mais ce n'est pas une raison pour ignorer d'autres comportements bien nôtres qui bloquent la recherche et l'expérimentation d'autres voies.

Leçons de l'histoire

Peut-être faut-il encore ici une deuxième vue des choses. En effet, on oublie souvent que l'« entrepreneurship » individuel et collectif en matière économique tient lui aussi aux orientations culturelles de base. Ce sont elles d'abord qui font les hommes et les peuples entreprenants. Les richesses de l'empire espagnol conquises au fusil se sont vite dilapidées dans une culture de faste olympique ! Alors qu'en Écosse et en Hollande, au même moment, une culture de l'intelligence libre, de la conscience responsable, de l'initiative besogneuse, de l'auto-investissement débouchait sur les premières révolutions scientifiques, technologiques et industrielles modernes. À l'inverse, la dynamique scandinave a craqué culturellement avant de se défaire politiquement et économiquement.

En Amérique du Nord, la culture de consommation commence à saper une culture historique faite d'audace, de créativité, de confiance en soi, par-delà le puritanisme originel. Il en reste quand même aux Américains. À Bonn récemment, le Canada a été rudement interpellé sur son irresponsabilité économique, sur son incapacité de discipline collective, sur ses attitudes de faux parvenu.

Les Québécois en sont, il faut bien l'avouer. *Pour en arriver à un autodéveloppement aussi dynamique que libérateur, aussi audacieux que réaliste, sommes-nous prêts non seulement à changer vraiment les règles du jeu, mais aussi à en payer le prix en espèces sonnantes et trébuchantes, en travail opiniâtre, en épargne risquée, investie, en normes d'excellence jusque dans les conventions collectives, en participation soutenue à des chantiers collectifs exigeants, en couenne morale pour aller au bout de ce que nous entreprenons ?* Certes, je ne

veux pas perdre de vue les questions brûlantes : Qui fera les « sacrifices » ? Au profit de qui ? Les débats et les luttes nécessaires ici ne nous épargnent pas les efforts constructifs, et aussi la révision de toutes les composantes de nos propres difficultés internes.

Les forces dites progressistes investissent trop exclusivement leur image de commerce et leurs énergies dans la sécurité ; elles se préparent ainsi un terrain historique réfractaire à d'audacieuses fécondités collectives. Et si en même temps elles ne développent pas les compétences de leurs objectifs, les citoyens attendront davantage leur sécurité des pouvoirs établis qu'ils jugeront plus compétents que la gauche pour la leur garantir. Histoire bien connue des sociétés libérales actuelles, ici comme en Europe.

Bien sûr, nous ne saurions ignorer ce que nous révèlent pour la dixième fois des dossiers comme : *À qui appartient le Canada ?* Une dépendance structurelle et chronique qui a fait de nous le modèle à éviter. Et dire que tout récemment encore, des analystes prestigieux se contentaient de suggérer un déficit budgétaire accru, une amélioration du pouvoir d'achat, comme si l'importation massive de produits finis, la basse productivité, la dévaluation du dollar canadien ne tenaient pas de causes structurelles, comme si les expédients précités allaient permettre d'eux-mêmes une restructuration ou un développement de secteurs productifs, comme s'il n'y avait pas de terribles dilemmes, telle l'accélération de besoins sociaux (le vieillissement de la population) qui requiert plus de services et plus d'interventions de l'État. Face à toutes ces exigences d'un autodéveloppement à la fois austère et audacieux, à peu près personne ne veut payer la note nécessaire, y compris les « progressistes ». Cette légère reprise économique qu'on nous annonce ne change rien au problème soulevé ici.

Quand les cadets imitent les aînés

Comment ne pas éclairer ces remarques par des événements récents chez nous ? Par exemple, l'embarquée des étudiants de CEGEP qui réclament une sorte de sécurité totale coûteuse, juste avant la négociation du secteur public où, dans un de ses objectifs légitimes, le syndicalisme public lutte pour un relèvement du plancher de salaire des moins bien payés. Les étudiants ne font qu'imiter la nouvelle

classe des promus de la révolution tranquille, qui rivalise en voracité avec la classe capitaliste ; cette nouvelle classe utilise parfois à son profit l'objectif de libération du prolétariat.

Il y a un subterfuge semblable dans ce mouvement étudiant qui se garde bien de relier avec cohérence la gratuité scolaire et la socialisation des professions. L'évaluation « politique » et « économique » dans \$200 000 000 exigés en sus de ce qui a été doublé en deux ans pour les bourses ne fait pas partie de l'auto-justification des étudiants. La lutte actuelle, si on en juge par son déroulement, porte moins sur une plus forte démocratisation et accessibilité de l'école que sur l'entretien financier intégral d'une minorité privilégiée. Protection maximale pour soi d'abord, peu importe ce qu'il en reste pour les jeunes travailleurs qui connaissent un chômage massif et appellent aussi une autre priorité davantage consacrée à la création d'emplois.

La nouvelle classe de la révolution tranquille récolte ce qu'elle a semé. Elle est en train de se bâtir son propre système d'auto-reproduction chez les privilégiés de la génération montante. Mais en l'occurrence, chez les étudiants, apparaît plus clairement le profil d'une dépendance sécuritaire et confortable que certaines luttes syndicalo-professionnel les ont su maquiller dans des slogans comme la qualité des services. Qualité conditionnée par le maximum d'avantages pour les pourvoyeurs de ces mêmes services.

Subterfuges et contradictions

Il en va de même dans certaines utilisations contestables de l'objectif égalitaire. Beaucoup de promus-parvenus de la révolution tranquille légitiment leurs revendications sur cette base, en sachant très bien qu'ils seront servis les premiers même dans le cas de politiques dites universelles. Ce n'est un secret pour personne, les mieux organisés, les plus forts groupes de pression de la petite bourgeoisie « progressiste » prélèvent plus que leur part des politiques sociales. En se présentant comme figure de proue, comme « force d'entraînement », ils cachent bien leur chantage du maximum revendiqué au nom de ceux qui n'ont pas le minimum. Il faut démasquer ce subterfuge à temps et à contretemps.

Les revendications en ces milieux passent bien avant les conditions minimales d'un travail décent pour les petits salariés non syndiqués des secteurs industriels et commerciaux. J'en ai tant vu de ces radicaux insatiables pour eux-mêmes qui se donnaient bonne conscience en disqualifiant le relèvement du salaire minimum, l'allègement fiscal des bas revenus, le Livre blanc sur la santé et quoi encore ! Je les voyais se scandaliser des fermetures d'usine, tout en se désintéressant de toute solution économique créatrice d'emplois, sauf celles qui ne leur coûteraient rien. La critique du capitalisme chez eux sert de fausse conscience idéologique pour se débarrasser de toutes responsabilités proprement économiques. Ainsi revendiqueront-ils des ressources sans limites sans jamais en calculer le coût, sans admettre le caractère parfois scandaleux des structures riches qui les payent grassement, sans se demander si leurs priorités correspondent vraiment à celles des chômeurs ou à celles d'un investissement économique collectif plus créateur et plus juste.

Dans le secteur public, les cadres dits de droite et les gros syndiqués dits de gauche se ressemblent comme des frères. Il y a, bien sûr, conflit d'intérêts, mais aussi communauté de style de vie... et d'appétit ! Ensemble, ils s'installent dans une situation privilégiée où ils sont les seuls à ne pas ressentir gravement la baisse de l'activité économique. Comme les grosses corporations peuvent se déplacer ailleurs (diminution des investissements étrangers), qui va payer la facture ? Sécurité d'emploi pour les uns, chômage pour les autres. Emprunter encore plus massivement ? Dans la foulée actuelle, ce sera davantage pour hypertrophier un tertiaire cancérigène qui ronge les ressources nécessaires à un dynamisme d'autodéveloppement.

Troisième partie :
Au seuil critique d'un nouvel âge

Chapitre 4

Le plus haut niveau de vie sans risque

[Retour à la table des matières](#)

La nouvelle classe des promus-parvenus n'a pas avancé d'un cran dans sa conscience du défi économique québécois. Encore ici, apparaît un subterfuge vraiment trop facile. En effet, toute initiative en ce domaine devra venir de l'État, peu importe si la nouvelle classe siphonne celui-ci pour d'autres objectifs, peu importe si on renforce ainsi la bureaucratisation, les politiques d'en haut, la tertiarisation artificielle, la dépendance chronique. Drôle de logique chez des gens qui n'ont que le mot « base » en bouche. N'y a-t-il donc de contradictions que chez les autres ?

Si l'État a pu jouer un certain rôle (encore bien timide) pour de plus justes politiques sociales, il a été exceptionnellement un excellent entrepreneur et gestionnaire dans le domaine économique. N'est-ce pas l'histoire de la plupart des régimes contemporains où l'on a pratiqué une telle politique ? Ces « progressistes » ne veulent pas en tenir compte, parce qu'autrement, ils seraient forcés de s'impliquer eux-mêmes économiquement, d'envisager des investissements de leur portefeuille, de participer à des chantiers exigeants et surtout de réviser leurs propres priorités dans leurs revendications collectives.

Si vraiment les promotions « publiques » de la révolution tranquille devaient servir, entre autres choses, à un autodéveloppement économique, ne devrait-on pas s'attendre à ce que les « plus values » de la nouvelle classe qui s'est partagé plus de 20 milliards de dollars commencent enfin à être utilisées pour des initiatives économiques et non pas seulement pour des formes de consommation de plus en plus sophistiquées. Voyez le train de vie en ces milieux de cadres et de gros syndiqués, peu importe leurs idéologies ou leurs allégeances politiques.

Nos comportements économiques

Avons-nous bien évalué nos attitudes de base, nos propres obstacles, nos responsabilités face à notre réalité économique, par-delà la critique des « autres », des gouvernements ? Quelles sont les causes internes des piètres performances de la SGF, de Sidbec ? Pourquoi le potentiel financier déjà appréciable du Mouvement Desjardins, de la BCN, de la Banque Provinciale, de la Laurentienne et de cette fameuse Caisse de dépôt débouche si peu sur la promotion industrielle ? Pourquoi cette structure riche de l'Hydro-Québec n'a pas l'efficacité qu'on serait en droit d'attendre, comme d'ailleurs la plupart de nos gros services publics ? Il est trop facile de moquer à gauche comme à droite l'utopie Tricofil qui elle aussi, à sa façon, nous renvoie une image peu reluisante de ce que nous sommes dans nos comportements économiques.

Qu'on pose ici le problème interne en terme d'énorme retard, d'échec ou d'ultime conquête à réaliser, il est temps de consentir enfin à regarder nos attitudes collectives à travers notre véritable situation économique. Peut-être y découvrirons-nous des choses que nous n'osons nous avouer, par exemple, *d'énormes faiblesses en matière de discipline collective et surtout d'efficacité*, sans compter ce réflexe colonial qui ne connaît que des solidarités d'opposition, de revendication, de contrôle défensif, de critique toute verbale. De ce temps-là, il est beaucoup question de virage à droite, de remontée inattendue des valeurs traditionnelles. Ce diagnostic passe à côté d'un problème autrement plus grave. Dans quelle mesure avons-nous su aménager des réformes et des changements efficaces, pertinents, cohérents ?

Pourquoi tant de secteurs bien nôtres ont viré en foire d'empoigne entre nous ? Comme si l'inefficacité venait exclusivement de telle ou telle administration. Qui ose voir dans les piètres performances des divers gouvernements un indice, entre autres, d'attitudes individuelles et collectives largement répandues qui bloquent radicalement une création collective féconde et une dynamique de responsabilité personnelle ?

J'ai la conviction que l'expérience économique est une école d'efficacité. En la renvoyant sans cesse aux calendes grecques, nous nous plaçons dans une situation peu propice à un saut qualitatif en ce domaine. Et surtout nous maintenons un contexte d'aveuglement, quant à nos vrais comportements de base. Les catégories idéologiques reçues les masquent trop bien. Progressistes et traditionalistes d'ici sont aussi anti-économiques les uns que les autres, aussi inefficaces en matière d'organisation.

Combien d'initiatives prometteuses tombent à plat, parce que les chicanes de village ou de fabrique montent vite en surface ? Le procès de la technocratie et de la bureaucratie sert d'alibi pour cacher une bien pauvre pratique démocratique. Et que dire de nos attitudes face à tout ce qui touche de près ou de loin à l'administration, ce génie des ensembles encore si mal maîtrisé chez nous. Les radicaux y voient un pouvoir démoniaque oppresseur et les autres une sorte de monde étranger à leur institution. Que diable ! il faudra bien se demander pourquoi nos institutions sont devenues « inadministrables ». Avec de telles attitudes, elles ne le seraient pas plus dans quelque autre régime. Peut-être moins encore dans un cadre socialiste.

La mode est à la fonction critique intégrale libre, la plus radicale possible. Mais celle-ci ne semble pas capable de la même liberté lucide et courageuse quand il s'agit d'autocritique. Je viens de signaler une bonne douzaine de rationalisations qui servent à masquer nos propres passifs et travers. Il y en a tant d'autres.

Hier, nous méprisions le succès économique au nom de la religion, aujourd'hui nous le faisons avec cent autres raisons, tout en tenant mordicus au plus haut standard de vie possible. J'insiste à dessein parce que nous fuyons le problème de mille et une façons.

Des exemples à la douzaine

- Le travail, un relent de puritanisme, une responsabilité des machines dans la société post-industrielle (comme si nous avions déjà fait notre propre expérience industrielle) ;
- la productivité, une stratégie machiavélique des capitalistes mais non un problème qui nous interroge sur notre peu d'efficacité collective en tous domaines, par-delà les problèmes structurels de dépendance ;
- l'investissement étranger, une agression, mais non une place que nous refusons d'occuper nous-mêmes. Voyez ces poignées d'immigrants pauvres qui ont réussi chez nous ;
- la fiscalité, un système rempli d'injustices qui justifie nos propres fraudes ;
- l'inflation, une manne pour les corporations, mais non un style de consommation aberrant qui nous concerne ;
- le chômage, une responsabilité des étrangers et de l'État, mais non une résultante d'un « entrepreneurship » économique déficient et d'un manque de solidarité ad hoc ;
- les disparités régionales, un autre péché du fédéralisme, peu importe si les promus-parvenus pratiquent la sécurité de l'immobilité et le confort des grosses concentrations de services ;
- l'éducation économique à l'école, un subterfuge d'intégration au système, mais non une réponse parmi d'autres à une faiblesse majeure dans notre expérience collective ;
- les coopératives, un effort inutile qui sera vite récupéré par le système capitaliste, mais non un terrain d'apprentissage économique collectif peut-être nécessaire ;
- la nationalisation d'une firme d'Asbestos, une embardée dénoncée à gauche comme à droite ; mieux vaut laisser aux

autres les risques, quitte à presser le citron par des luttes solidaires de revendication ;

- les subventions aux compagnies, le scandale par excellence, peu importe si nous faisons tous du Québec une super-agence sociale ;
- l'État, rouage d'exploitation et en même temps levier décisif de promotion, grand responsable de tous nos maux, et partant, seul responsable de tous les remèdes, législateur oppresseur à qui on demande le maximum de protection légale par une liste interminable de droits tous égaux en importance ;
- l'infâme centralisation bureaucratique qui nous empêche de prendre nos responsabilités sur le plan local. Il faudrait décentraliser pour que la vache à lait et la dépendance soient davantage à portée de main. Mesure progressiste par excellence !
- La concertation gouvernement, syndicat, industrie et université, un piège et non une requête minimale d'une petite société comme la nôtre qui n'a pas grand avenir sans une articulation serrée de tous ses dynamismes existants pour une juste promotion collective.

Je pourrais poursuivre cette enfilade de rationalisations toutes inhibitrices de l'action, de l'initiative, de la responsabilité, de la création démocratique, de l'« entrepreneurship économique ». Même l'écologie sert d'appoint.

Un cas type

Le problème se pose jusque dans les milieux les plus « instruits ». Je pense aux discussions actuelles sur cet important levier qu'est la recherche-développement (RD). Levier bien pauvre chez nous, à peine 1% du PNB. Face aux tentatives gouvernementales pour valoriser la recherche industrielle, certains universitaires craignent déjà de perdre leur monopole sans s'interroger sur leurs propres politiques en ce domaine, sur leurs orientations tertiaires artificielles, sur leur marginalisation économique, sur leur système d'autoreproduction

enroulé sur lui-même, et encore moins sur leurs priorités de recherche, comme si la liberté ici devait ignorer les finalités, et en particulier les graves problèmes du pays réel.

Ah ! cet étrange univers mental et social des promus, parvenus et entretenus qui se prélassent dans des structures de faux riches souvent environnées de milieux pauvres. Ce n'est pas une raison, bien sûr, pour bénir un gouvernement qui croit pouvoir tout régler par de nouvelles législations, ou pour ignorer l'énorme rattrapage à faire en éducation comme ailleurs. Mais le scandale est plus grave chez ceux qui ont déjà tant reçu de la société et qui refusent même de s'interroger sur ce qu'ils devraient lui rendre en retour. Universités et cegeps sont encore des entités féodales qui sont à la cité moderne ce que l'Eglise était à la société d'hier, comme la nouvelle classe par rapport au clergé de chrétienté. En rappelant ces choses dans des débats récents, et face à une levée de boucliers, *je me sentais comme un laïc assailli par une meute de curés*. Quelle ironie !

Une pièce maîtresse de notre avenir

Je n'ai pas voulu rappeler les comptabilités que mille et un rapports savants ont chiffrées pour faire état de nos cercles vicieux de sous-développement. Cette logique quantitative a servi les légitimations idéologiques les plus diverses, et parfois les plus opposées. Les unes et les autres ont en commun le refus de regarder bien en face nos vrais comportements socio-économiques, nos attitudes camouflées derrière le procès des étrangers, de l'État, de la bureaucratie, de la technologie, de l'administration. Tout ramener à des politiques ou à des mécanismes de contrôle, c'est encore là fuir la tâche autrement plus difficile de produire et de partager des fruits que nous aurons nous-mêmes cultivés.

Notre problème économique est une pièce maîtresse du seuil critique qui pointe un avenir difficile et exigeant. Les deux dernières décennies, par-delà des travaux d'infrastructures valables, ont eu un je ne sais quoi de mythologique pour nous laisser croire à un autodéveloppement qui allait de soi dans la foulée de la révolution tranquille et de l'affirmation politique du Québec. Notre situation économique vue sans complaisance, au-delà des conjonctures immédiates, nous oblige à une prise plus juste sur le pays réel. La

nouvelle classe des promus-parvenus et entretenus est le meilleur révélateur non seulement d'une prospérité artificielle, mais aussi d'une modernisation peu efficace, peu réaliste, peu pertinente.

Il a manqué à notre révolution culturelle le correspondant économique. C'est un leurre de croire qu'un changement politique va relever seul un pareil défi. Mais si la conscience des uns et des autres est surtout à la culture et à son prolongement politique, peut-être faut-il partir de là pour déclencher un autodéveloppement capable de solides assises matérielles. Ce qu'il y a de sûr, c'est que cette démarche devra enfin inclure les exigences d'une dynamique économique autochtone. Celle-ci doit cesser d'être une sorte de référence extérieure à notre aventure culturelle et politique, personnelle et collective.

Mais il y a plus, comme nous allons le voir dans la prochaine étape. En effet, dans quelle mesure les diverses tendances idéologiques bloquent une juste perception des nouveaux rapports à instaurer entre notre révolution culturelle, notre défi économique et nos choix politiques ?

Troisième partie :
Au seuil critique d'un nouvel âge

Chapitre 5

Entre l'arc et la lyre

[Retour à la table des matières](#)

Je tire cette image de ma tradition spirituelle. Elle m'est apparue très éclairante pour exprimer le seuil critique du nouvel âge, sinon du tournant difficile que nous vivons. Je la retraduirais en ces termes. *Notre univers idéologique est à l'arc ce que notre révolution culturelle est à la lyre.*

Voyons d'abord les indices de ce retour à l'arc des idéologies monocordes, des modèles purs, des solutions. unidimensionnelles. Tout se passe comme si on retournait à des démarches idéologiques de plus en plus primaires, du moins chez plusieurs d'entre nous.

L'arc idéologique

Fédéralisme ou souverainisme, capitalisme ou socialisme, voilà les principaux scénarios idéologiques et politiques qui sustentent la plupart de nos débats publics. À première vue, il y a là des choix clairs et décisifs. Les « troisième voie » apparaissent toutes piégées, sinon ambiguës ou même naïves. On irait de plus en plus vers une double polarisation qui laissera peu de place aux tiers partis.

Par ailleurs, l'étapisme réformateur du Parti québécois comme du Nouveau parti démocratique ne mènerait nulle part. Voyez les tendances récentes : fort virage à droite, radicalisation de la gauche. *On semble retourner aux modèles purs après une courte proclamation de la fin des idéologies.*

Tel un capitalisme pur qui plaide pour un retour au marché et à l'entreprise privée, tout en accordant quelques rôles résiduels à l'État. Le Welfare state serait une solution hybride qui a emprunté le pire dans les deux systèmes. Les versions socio-démocrates auraient fait leur temps. Il n'y a plus de paradis scandinave. Les socialistes radicaux s'accordent avec les « nouveaux » (!) capitalistes au moins sur ce point : pas de voie mixte ou moyenne, c'est le capitalisme intégral ou le socialisme intégral. Mais de part et d'autre, on n'arrive pas à pointer les expériences historiques vraiment démocratiques de ces modèles purs. Et nous voilà condamnés à un acte de foi en une nouvelle société soit libertaire, soit socialiste qui serait radicalement différente de tous les régimes actuels. Peu importe si on ne peut en tracer une figure quelque peu identifiable par-delà certains idéaux, telle la liberté individuelle intégrale chez les uns, telle la propriété collective démocratique, juste et efficace chez les autres.

Ce retour à l'idéologie pure et primaire, on le retrouve chez certains indépendantistes qui flairent les pires trahisons devant tout compromis historique. Comme au jeu d'échecs, c'est blanc ou noir. Démocratiquement certes ; mais comme à la guerre, l'alternative doit être claire. Les Québécois ont à se brancher, sinon ils vont sombrer dans le ridicule de Deschamps : « un Québec indépendant dans un Canada fort ». On ne bâtit pas une autoroute sans exproprier ni déranger personne. De même les grands changements historiques ne peuvent se faire sans une démarche révolutionnaire autour d'un objectif unique, global, non négociable, mobilisateur de tout un peuple. Que serait-il arrivé de la révolution américaine, si au point de départ les leaders et les militants avaient commencé de négocier avant d'avoir acquis des positions décisives ?

En mineure, il existe bien d'autres manifestations de cette quête de pureté idéologique : l'intégrisme religieux, l'écologie de la nature vierge, un certain féminisme, la révolution culturelle libertaire, la morale traditionnelle, la marginalité volontaire par le « refus global », les mouvements gnostiques qui réconcilient le corps et l'esprit,

l'homme et le cosmos sans la cité, les institutions et la politique sans l'histoire. Chez les plus « sophistiqués », on bâtera toute une vision du monde à partir d'une théorie biologique, d'une technique psychologique, d'un système d'organisation. L'idée qui sous-tend la secte d'initiés est plus répandue qu'on ne le pense. Vous faites partie du groupe d'élus, d'initiés, seul porteur de la vraie et unique solution, si vous avez adopté telle thérapie à la mode, si vous maîtrisez, par exemple, l'outillage de l'analyse institutionnelle. Qui l'aurait cru, la société unidimensionnelle de Marcuse s'est traduite en mille et une versions, par-delà la logique univoque de la technocratie, l'économisme de la production capitaliste et la réponse unanime des consommateurs.

L'arc idéologique permet aussi de nous délivrer de la complexité des organisations, des sciences, des techniques et surtout du réel. Problème qui, apparemment, ne se posait pas dans un univers villageois de monoculture, sur rails. Il y a décidément trop de références. L'hyper-choix, quoi ! La complexité angoisse. On y répondra par le retour à la simplicité... au simplisme. L'enseignant, par exemple, se fera idéologue d'un sous-système où l'on parle la même langue idéologique. On remet ainsi à plus tard le choc du pays réel avec ses références idéologiques multiples, éclatées. C'est ainsi que se constituent de nouveaux clans, tribus, villages, sectes, chapelles et quoi encore ! Sans compter des nouveaux dogmes et des nouveaux pouvoirs aussi absolus que ceux d'hier. Et que dire des contraintes imposées par les tabous et les interdits modernes. Ne parlons pas du conformisme qui se cache derrière le *blue jean*.

Il faudrait mentionner aussi les obsessions qui se succèdent. La toute dernière s'est portée maladivement sur la santé ! À peu près tout la menace, même le travail. J'entendais récemment dans une assemblée syndicale cette remarque incroyable « il n'est pas normal qu'on soit fatigué après une journée de travail ». Rien ne doit déranger l'arc qu'on a choisi. Une seule corde, une seule flèche, une seule cible, une seule direction. Pour ou contre, d'une façon absolue. Il faut être inconditionnellement pour ou contre l'avortement, le syndicalisme, le marché libre, etc.

Par-delà les attitudes courantes sécuritaires et simplificatrices, il y a donc aussi un style de débat public qui véhicule des batailles d'absolus, d'hyperboles, d'exclusives. On l'a vu dans la célèbre crise autour de la pièce *Les fées ont soif*. Deux virginités idéologiques qui

s'affrontaient, coiffées de deux droits exclusifs. Quand on se sent lésé, on évoque son droit pour exiger une mesure coercitive. Quand on veut attaquer l'autre qui ne pense pas comme soi, on en appelle à la liberté totale d'expression. Les discours eux-mêmes étaient à l'exclusive, à l'inconditionnel, à la cause sacrée.

Difficile apprentissage d'une société ouverte qui fait place au jeu complexe et démocratique des différences, des libertés critiques, des droits fondamentaux, des conflits, des possibles. Pour la quête du meilleur, ne faut-il pas accepter le pire, le moins bon, l'erreur, l'essai ? Dans quelle mesure ce combat autour de la pièce *Les fées ont soif* a-t-il permis de mettre en valeur les richesses inédites de l'affirmation publique et multiforme de la femme ? Je reviendrai sur cette question. En l'occurrence, je ne remets pas en cause l'inévitable rupture radicale qu'un tel tournant exige, mais le caractère primaire, et je dirais même vulgaire, de trop de débats chez nous. Débats où il n'y a de place que pour l'affrontement de militances aveugles, émotives, sans la moindre autocritique possible. Un certain style de débat, par exemple, peut devenir terrorisant, sinon antipolitique et démobilisateur quand les « purs », les militants inconditionnels s'imposent au point d'étouffer toute parole dissidente ou même questionnante.

Dans cette foulée, nous aurons tout à l'heure des partis, des Églises, des syndicats de « purs » et une masse de citoyens décrochés, dégoûtés par la chose publique. C'est particulièrement grave quand pareille façon de penser et d'agir se transpose dans les services publics qui se doivent de servir tout le monde sans discrimination. À moins qu'on veuille s'orienter vers une mosaïque de ghettos. Telles les écoles d'une confession religieuse, d'un club privé, d'une même tendance idéologique.

Nous n'avons pas encore inventé chez nous l'abc d'une laïcité pertinente et dynamique. Pour ce faire, je crois qu'on ne saurait éviter une profonde critique d'un certain héritage religieux que plusieurs ont cru en voie rapide de disparition depuis la révolution tranquille. Voilà qu'il remonte en surface dans ce qu'il a de plus contestable non seulement chez les intégristes catholiques, mais aussi chez plusieurs militances idéologiques qui ont la plupart des traits culturels du catholicisme de la chrétienté. Les arcs brandis les uns contre les autres se ressemblent étrangement, comme s'ils étaient tous du même matériau et du même modèle. Ce qui fait douter de notre pluralisme idéologique.

Tout se passe comme si le fond religieux restait le seul lieu commun. Il faut rapprocher ici la série télévisée « Duplessis » et le débat sur la pièce précitée. Je me suis demandé dans les deux cas si on ne fuyait pas le débat politique comme tel en se défoulant sur un terrain apparemment inoffensif : la religion. Ici, aucune facture sociale, . économique ou politique à payer. Il n'en va pas ainsi quand on s'attaque au patron, à la police, au pouvoir politique en place. Devant des combats politiques et économiques insécurisants, le repli sur les vieilles obsessions religieuses est une aubaine. Seul consensus possible en plusieurs milieux.

Si l'on veut aller au bout de la critique légitime d'un certain atavisme religieux, il faudra aussi savoir le reconnaître sous ses nouveaux visages laïques, le démystifier dans ses mécanismes de fuite, de substitution, de transfert. Sans pour cela rêver d'une neutralité unanime ou d'un vague pluralisme d'opinions privées.

J'évoquais tantôt l'importance d'en arriver à une authentique laïcité. Certains plaidoyers en ce domaine sont d'un simplisme désarmant. Par exemple, le passage de l'enseignement religieux à l'enseignement moral. On raisonne comme si celui-ci portait déjà un nouveau consensus. Or, il y a plusieurs morales en circulation : la traditionnelle, la « chambrée » des classes moyennes, la libertaire, la socialiste, etc. Et nous voilà de nouveau devant le même défi d'assumer une jeune diversité idéologique, culturelle et politique, devant la même tentation d'imposer son arc à tout le monde.

« Le passé est un, l'avenir est multiple »

Au bilan, de quelque côté qu'on se retourne, apparaît une flèche qui pointe l'unique direction possible. Cette polarisation unidirectionnelle commence à susciter des réactions inattendues. À savoir le scepticisme des esprits les plus lucides, le décrochage d'un nombre grandissant de citoyens particulièrement dans la génération montante. On ne veut plus rien savoir. Vivre. Point. On se méfie de l'idéologie, de la politique, de la foi et même de tout ce qui est institution. Retrait, refus, dissidence. Le terrorisme et les autres violences n'en sont que l'excès. De-ci, de-là surgit un plaidoyer pour la différence. Il y a, bien sûr, la montée de conscience autour des droits de l'homme qui se

dressent devant tant d'arcs menaçants. Et puis les nouveaux philosophes, version politique de l'existentialisme et de la contre-culture. Tout cela révèle chez les uns et chez les autres un profond désarroi.

Bon gré mal gré, il faut bien admettre que toutes les sociétés font face à une profonde redéfinition d'elles-mêmes. Il en va ainsi des cultures, des idéologies, des sciences, et de l'aventure humaine comme telle. D'aucuns parlent même d'une civilisation de rechange nécessaire par l'ampleur et par la profondeur des changements de tous ordres qui ont marqué les derniers temps. Les modèles reçus ne seraient plus aptes à assumer cette riche complexité du contexte historique actuel. Il faudrait donc des solutions audacieuses et inédites à la mesure de la planète. Rien de moins, puisque les choix et les échéances pointent l'urgence d'une communauté humaine écologique, économique et politique qui n'aurait d'avenir que dans une solidarité radicale de tous les peuples.

D'autres craignent ici un télescopage de l'inévitable lutte révolutionnaire pour atteindre un tel objectif. Cette lutte passe par l'affrontement à finir entre le capitalisme et le socialisme. Toutes les énergies doivent y être consacrées sans détour, sans diversion. Chacun des problèmes, chacun des conflits seront situés dans cette dramatique de base. Immense jeu d'échecs où il n'y a de place que pour les blancs et les noirs.

Mais n'est-ce pas encore s'engager sur des rails, alors qu'il faudrait une plus grande liberté d'esprit et d'action pour assumer tant de changements différents, pour laisser place à l'investigation, à l'expérimentation de diverses voies historiques ? L'aventure humaine ne saurait s'enfermer dans un modèle pur, dans un système érige en vérité absolue, en solution unique et obligée. Ne sommes-nous pas dans une civilisation qui promeut les hommes et les peuples comme agents libres et responsables de faire l'histoire, d'inventer leurs propres chemins ? Certes le profond besoin de sécurité a été à l'origine de bien des systèmes clos. Face à une liberté souvent vécue avec angoisse, face à une société ouverte, complexe, multiculturelle, pluri-idéologique, on pouvait donc s'attendre au retour à l'arc de la pensée unilatérale et de la solution monocorde. Le virage à droite chez certains, la tentation totalitaire chez d'autres en témoignent. Le Che disait lui-même que les « purs » sont les plus mauvais révolutionnaires.

La lyre culturelle

Il y a donc, sur les plans idéologiques et politiques, une tendance aux solutions unidimensionnelles, chez nous et ailleurs. Singulier contraste avec une révolution culturelle qui joue sur plusieurs cordes une infinité d'harmonies et de dissonances. Riche et complexe, étonnante et détonnante, notre révolution culturelle a été et demeure le lieu principal de notre aventure collective depuis quelques décennies. Lieu privilégié de contestation, de redéfinition, de création, d'identification, qui n'a pas de commune mesure avec les changements structurels récents. Ceux-ci ont été moins déterminants, malgré les apparences.

Que les cordes soient ici mêlées ou désaccordées, c'est une tout autre affaire, mais aussi vraie. C'est d'ailleurs, peut-être pour cette raison que plusieurs reviennent à l'arc monocorde plus simple, moins insécurisant. Plus efficace quand il s'agit de se battre et d'aller rapidement au but fixé. L'univers capitaliste, en réduisant les êtres et les choses à la dimension économique, a prouvé son efficacité. Pour le vaincre, les radicaux veulent emprunter la même logique. Mais de part et d'autre, on risque de ne pas comprendre ce qui est en train de se passer particulièrement dans les sociétés occidentales et chez nous.

De tous les ordres de changement, le culturel est le plus polymorphe, le plus complexe, le plus vital ; il rejoint toutes les autres dimensions : psychologiques, sociales, économiques, politiques, religieuses, etc. ; il est de l'héritage, du présent et de l'avenir. Quand le changement en ce domaine se fait global, rapide et irréversible, on peut parler d'une véritable révolution. Passer, par exemple, de l'image traditionnelle de la Vierge au féminisme le plus audacieux en quelques années, n'est pas sans bouleverser bien des choses et même créer de forts traumatismes. Et pourtant quel saut qualitatif il suggère !

Il ne s'agit pas seulement d'exorciser ou de décanter le vieux fond culturel, tel le passage d'une société autoritaire à une société libertaire, car nous voilà mis au défi sur tous les fronts dans nos façons d'être, de penser et d'agir.

Voyez le tohu-bohu des questions soulevées dans une même page de journal : avortement, sécurité d'emploi, prêts-bourses, fermeture d'usine, inflation, pollution, pots-de-vin, etc. On se redéfinit à la maison, au travail, en éducation, en sexualité, en droits sociaux, en liberté individuelle et en politique. Tout cela avec une lyre culturelle aux cent cordes ; je pense au nouvel éventail plus large de besoins, de valeurs, de goûts, de théories, de critiques, de références. Un immense embarras du choix qui provoque angoisse et confusion.

Ce n'est donc pas seulement le retour simpliste à l'arc idéologique qui fait difficulté. On ne maîtrise pas davantage la lyre culturelle. À vouloir pincer toutes les cordes à la fois on aboutit à une énorme cacophonie. L'idée de tout expérimenter le plus vite possible peut paraître séduisante. Mais voyez les résultats : vieillissement précoce, superficialité, désarticulation de l'esprit. On fait mille et une expériences, mais on ne sait pas assurer son expérience. D'où une conduite erratique de la vie et une démarche politique aussi échevelée. Il est trop facile de reporter le problème uniquement sur les structures bureaucratiques de l'État, sur les méfaits d'une technologie aveugle ou sur l'idéologie dominante. Cette critique de la politique des « autres » ne s'accompagne pas d'une lucide autocritique de son propre univers culturel quotidien où se logent les attitudes de vie les plus profondes et les pratiques réelles. Avons-nous développé, par exemple, une pédagogie, une pratique, une politique judicieuse et féconde de la liberté ? Voyez nos façons d'exercer la démocratie.

On peut simplifier idéologiquement (l'arc) mais non culturellement (la lyre) surtout au moment où l'univers culturel des valeurs, des goûts et des choix s'est diversifié plus que jamais. Peu à peu s'instaure un double registre. Au deuxième palier niche la logique univoque de l'arc : publicité et copie conforme, adhésion inconditionnelle à l'idéologie choisie, standardisation technobureaucratique des structures, des outils et du langage. Au premier palier se logent mille et un projets individuels aux mille et une orientations. N'est-ce pas une situation idéale : d'une part, l'organisation politique efficace des nécessités et d'autre part, le maximum de liberté quotidienne et individuelle ? C'est là une vue abstraite et contestable de la vie actuelle qui ignore une fois de plus le divorce croissant entre les discours et les pratiques, entre le public et le privé, entre les institutions et les individus, entre les rationalités et les styles de vie.

Combien de gens de toutes catégories vivent ces deux registres qui divisent leur personnalité tout autant que leurs institutions et leur société ? Il nous faut voir plus clair, parce que tout à l'heure même les plus instruits, les mieux équipés ne sauront même plus lire leur propre expérience de vie, alors qu'ils prétendront pouvoir définir les grandes orientations de la société. Au moment où nous faisons face à des choix politiques majeurs, il faut mieux identifier ces problèmes de fond qui risquent de demeurer tout entiers après les réaménagements structurels plus ou moins radicaux.

Poussons une certaine logique à la limite : demain un Québec souverain et socialiste. Aurons-nous développé la culture, les styles de vie et les compétences quotidiennes correspondantes ? Ne vaut-il pas mieux faire le chemin inverse ? Or, c'est précisément le renversement de perspective d'une révolution culturelle à peine amorcée. Je voudrais en dégager les principales caractéristiques dans une prochaine étape, et en montrer les conséquences politiques.

Troisième partie :
Au seuil critique d'un nouvel âge

Chapitre 6

Traits caractéristiques et dynamismes nouveaux

[Retour à la table des matières](#)

Plus que des changements structurels, nous avons donc connu une révolution culturelle. Celle-ci s'est davantage logée dans le sous-sol et sur le sol des expériences les plus familières, alors que le débat public disputait les superstructures. J'ai déjà signalé le fort divorce, chez nous, entre le privé et le public, entre l'explosion souterraine de l'individualité et les grandes références collectives, entre notre révolution culturelle et notre défi économique. Certes, il y a bien eu quelques raccords, par exemple, de l'autonomie personnelle au projet souverainiste chez plusieurs. Mais la plupart ont vécu sur deux registres souvent étrangers l'un à l'autre, sans compter les contradictions qui se sont accumulées.

Dans mon bilan de la droite et de la gauche, j'ai signalé comment la première clame la liberté, mais ne veut pas vraiment changer les règles du jeu, et comment la seconde se concentre sur la sécurité au nom du progressisme. Notons en passant une remarque d'un malin qui disait : « Quant à la sécurité, bien des citoyens l'attendent davantage

de la droite qu'ils jugent plus compétente que la gauche pour la leur garantir... dans des sociétés comme les nôtres, la dynamique est à la différence et la recherche exclusive d'égalité vire vite à la médiocrité et au conformisme, contexte peu favorable aux solutions audacieuses et exigeantes qui devraient venir de la gauche. » Mais ne perdons pas de vue le double registre. En effet nos discours idéologiques sont à la politique alors que nos comportements sont aux styles de vie, au confort matériel quotidien, au projet individuel, à une quête de sens plus près de notre expérience.

Passage obligé d'un certain chaos

Certes, il y a bien des fuites possibles pour éviter le cheminement difficile de nouvelles cohérences à même le pays réel. Fuites dans l'ère du Verseau, dans de vagues alchimies cosmiques sans visage humain ou politique. La télévision reflète cet univers étrange où se succèdent certains soirs ; l'univers familial du téléroman, l'ésotérisme de Languirand, la publicité d'Eaton, et le tohu-bohu politique du téléjournal. Des mondes parallèles, éclatés, qui coexistent aussi dans les consciences et dans les conversations courantes. On y cherche vainement une quelconque cohérence, une pertinence sociale, un horizon politique ou une philosophie de la vie. Je devrais parler ici au pluriel, tellement les références sont nombreuses à la croisée d'une infinité de chemins. On comprend un peu pourquoi les groupes sont de plus en plus restreints et éphémères. Pour les rendre plus durables, d'aucuns instaurent un esprit de secte ou de chapelle idéologique.

Réaction extrême devant des rapports fondamentaux incertains, devant des individualités incommunicables. Il faut tant de conditions pour que ça clique même entre deux personnes. Voyez la panoplie très large des attitudes en cause : de l'allégeance politique au style de vêtement en passant par les positions particulières sur le syndicalisme, le féminisme, les classes sociales, la religion, la morale, les derniers films, les autos, les modes.

À la standardisation des produits, des services, des paysages urbains et des langages publics (publicitaires, bureaucratiques ou politiques) on oppose « l'éloge de la différence ». Peut-être faut-il passer par là pour retrouver son propre visage, pour redonner une identité aux environnements, aux institutions, à la ville, à sa propre

société. La révolution de l'identité est à peine amorcée. Combien d'individus se cherchent encore, sans jamais se rejoindre ? Quelles sont les images nouvelles de la femme par-delà l'éclatement des anciennes ? Quelle figure de classe sociale ressort d'un discours idéologique qui regroupe abstraitement l'assisté social, le prolétaire du textile, l'ingénieur syndiqué, le fonctionnaire de Québec ? Quelle société particulière vise-t-on par-delà ces références globales : socialisme d'ici, néo-capitalisme, fédéralisme renouvelé, souveraineté-association ? La plupart ont même peine à tracer un portrait de la petite école de quartier qu'ils voudraient différente.

On aimerait bien simplifier les choses, mais tant de changements psychologiques, moraux, sociaux, culturels, idéologiques sont survenus, d'une façon massive et en si peu de temps ! Combien d'entre nous les ont digérés, assimilés dans une pratique de vie quelque peu claire et unifiée ? La culture s'est craquelée bien avant les structures. Et les discours idéologiques n'ont de cohérence que les apparences. Ils sonnent de plus en plus faux quand on regarde les comportements et les styles de vie de leurs porteurs. La grande politique et la culture quotidienne des uns et des autres se déploient sur des aires souvent étrangères, contradictoires.

Cette prétendue polarisation en groupes idéologiques bien découpés se retrouve d'une façon chaotique dans la conscience et dans l'expérience de vie de la plupart des individus. Voilà pourquoi plusieurs tentent d'abord d'assurer une première intégration de leur projet individuel. Et à partir de là, ils expérimentent des humbles raccords dans de nouveaux rapports homme-femme, parents-enfants, éducation et travail, dans des microgroupes où ils essaient de vivre des choses intéressantes. Changer d'abord la vie, après on verra quelles structures conviendront. On n'accepte plus de séparer sa façon intérieure d'être, ses façons de communiquer avec les autres, son style de travail, d'éducation et de vie sociale, ses participations institutionnelles et politiques.

C'est là un progrès indéniable pour dépasser cet univers mental, moral et social éclaté que je signalais plus haut. Mais il y a plus... peut-être un renversement de perspective, timide, peu assuré, quand même prometteur, à certaines conditions. Eh oui ! une révolution culturelle est en train de doubler les débats idéologiques et les combats politiques. Voyons-en les caractéristiques.

A. RECOMPOSER LES EXPÉRIENCES DE VIE

Face à la cité fragmentée, éclatée, face à des institutions anonymes, aussi abstraites que les combats idéologiques qu'elles suscitent, face à un univers technocratique incompréhensible, lourd et compliqué, face à des jeux politiques qui tiennent plus du spectacle que de la vie, bien des citoyens vont plutôt chercher pertinence, cohérence et horizon dans leur vie privée et dans leur projet individuel. Ils n'acceptent plus d'être coincés entre une vie urbaine hachée, chaotique et un monde organisé aussi froid que sa logique bureaucratique.

Certes, pendant un long moment, plusieurs citadins ont pu se laisser séduire par les mille et une expériences offertes à la foire urbaine de l'hyper-choix. Mais cette existence d'à-coups, sans rythme, au gré d'événements, de modes, de changements qui se repoussent les uns les autres a fini par créer confusion de l'esprit, stress du cœur et lassitude d'âme. On fait un tas d'expériences, mais on ne sait plus son expérience de vie.

D'aucuns commencent à réagir en recomposant la trame de leurs expériences les plus fondamentales : vie intérieure, rapports quotidiens, cadres de vie, régime de travail, cheminement éducatif, options politiques. Ils cherchent des liens plus congrus entre leurs manières de vivre, leurs idées et leur affectivité, entre leur travail, leurs loisirs et leur vie sociale. Tout cela s'est d'abord exprimé dans une profonde révolution de l'individualité que les grands scénarios idéologiques ignorent encore beaucoup trop.

B. DE LA SOCIÉTÉ MÉCANIQUE À LA SOCIÉTÉ ORGANIQUE

Cette recomposition des expériences de base commence à déborder la vie privée. En éducation, on expérimente des ensembles intégrés d'apprentissages. Dans le domaine de l'organisation du travail, on réintègre des dimensions humaines laissées pour compte par le taylorisme, telle une tâche moins parcellaire, plus riche en intelligence, en responsabilité, en créativité, en liberté et en solidarité.

D'autres travaillent à la recomposition de l'habitat, du quartier, du réseau d'institutions locales. Les quêtes nouvelles d'une dynamique de la santé vont dans le même sens ; elles tentent de mieux articuler l'exercice physique, l'alimentation, l'environnement, les conditions de travail, le style de vie, l'intériorité, etc.

Pareille recherche d'une nouvelle organicité humaine rencontre un premier défi : une société mécanique avec son hyper-division du travail. Multiplication des spécialistes, des rationalités, des filières, des intermédiaires. Un nouveau problème fait naître une nouvelle discipline avec son organisation, ses techniques. Voyez comment bien des diagnostics débouchent sur une question de mécanisme à corriger ou à inventer. Un monde de plombier sans eau potable, empêtré dans sa tuyauterie. Il ne s'agit pas de sous-estimer ici la science et la technologie, mais de comprendre qu'elles ne créeront jamais d'elles-mêmes une organicité humaine. Or l'homme comme la vie est organique dans tout son être. Non pas seulement son corps mais l'ensemble de son expérience. Il en va de même des institutions et d'une société vraiment « humaine ».

Encore ici apparaît un autre défi, celui de modèles inédits proprement humains que le renouveau biologique ne saurait définir. Nous avons la tentation de répéter la même erreur que celle du XIX^e siècle où les sciences humaines et la politique ont tenté de se calquer sur une théorie biologique. Ainsi le darwinisme a pu inspirer diversement la psychologie et la sociologie, le capitalisme et le marxisme. Aujourd'hui, on essaie de redéfinir l'homme et la société par l'éco-système, la bioénergie et quoi encore du même ordre. Les jalousies du canard cendré de Lorenz viendraient expliquer les conflits entre humains. Comme si on pouvait tout comprendre des cathédrales à partir de la structure atomique et chimique de leurs pierres.

Nous manquons tragiquement de philosophie pertinente à niveau d'homme. Voyez comment toutes ces orientations ont en commun une disqualification de la liberté, de la conscience, de la responsabilité et, à la limite, de la politique. Il y a des liens méconnus entre certaines orientations scientifiques, la « mort de l'homme », l'a-société, la dépolitisation, le totalitarisme là-bas et le sécurisme ici. Brejnev, Pinochet et Skinner sont tous des mécaniciens de la chose humaine comme les publicistes et les technocrates. Nous leur ressemblons quand nous confondons le pays avec l'État, l'institution avec la structure, l'éducation avec une technique d'apprentissage, etc.

C. RÉVOLUTION FÉMININE ET DYNAMISMES NOUVEAUX

Je voudrais rapprocher ici certains phénomènes dynamiques qui pourraient permettre un dépassement s'ils étaient mieux articulés. Par exemple, la révolution féminine porte peut-être une organicité humaine inédite qui va du corps réapproprié jusqu'à la politique en passant par une gamme très riche de changements vitaux et inséparables. La femme, confinée jusqu'ici à des rôles domestiques, commence à peine à jouer un rôle déterminant dans la redéfinition de la société et des institutions. Le monde mécanique et fragmenté des mâles ne saurait répondre à cette démarche ascendante qui part de l'ensemble d'une expérience biologique, psychologique, sociale, culturelle et politique. Il n'est pas possible ici de séparer la vie privée et la vie publique en deux mondes étanches, ni isoler les rôles, les institutions, les politiques.

Cette quête d'organicité signalée plus haut pourrait bien y trouver une première touche humaine. De même, ces tentatives pour recomposer la vie, l'éducation, le travail et toutes les autres expériences de base. Plusieurs revendications féminines, tel le congé de maternité, feront plus pour humaniser et redéfinir les rapports entre les institutions que n'ont pu le faire les idéologues, les spécialistes et les politiciens.

Dans ce grand courant historique de la révolution féminine (plus importante peut-être que toutes les précédentes, y compris la chinoise) convergent sous des formes inédites, souvent plus riches et plus complexes, les dynamiques de l'identité, de l'individualité, de la « différence », de l'autodétermination, de la libération intégrale jusque dans les rapports les plus fondamentaux. Par exemple, le refus d'être possédé par un autre être humain ou de le posséder remet en cause l'assise principale de nos sociétés, à savoir la propriété.

La société mécanique ne retient que le « fonctionnel ». Or, la femme, longtemps réduite à ses fonctions, affirme un être humain qui vaut pour lui-même. Combien de révolutions ont érigé en fins ultimes le pouvoir ou l'avoir ? Combien de morales de la nature ont cautionné un ordre social, politique ou religieux établi comme Vérité

intouchable ? Encore là, la femme nous interroge en refusant d'être enfermée dans un mécanisme biologique qui se substitue à sa conscience, à sa liberté, à sa responsabilité. À la fine pointe, la femme libère ce qu'il y a de plus spécifiquement humain : la gratuité. Sans celle-ci il n'y a ni amour, ni politique capables d'humanité. Ni beauté, ni poésie, ni aventure.

Le « banal » et le « standard » sont en train de nous rendre médiocres. Qui sait, la dynamique féminine qui renouvelle même le langage va peut-être nous aider à en sortir ; elle n'a encore dit que ses premiers mots et déjà elle nous incite à explorer des nouveaux chemins d'humanité. Cette révolution surtout culturelle est plus enracinée que bien des scénarios idéologiques ou politiques même parmi les plus radicaux.

D. COMPÉTENCES COMMUNES ET PRATIQUES SOCIALES

Il n'y a pas que la révolution féminine qui conteste la société mécanique. Admettons que celle-ci a inventé des outils extraordinaires. Elle a développé des compétences spécialisées de tous ordres. C'est une richesse indéniable. Mais elle a perdu en même temps l'intelligence de la vie et de l'expérience humaine ; elle a déchiré sans les remplacer les étoffes sociales, les communautés, les milieux de vie ; elle a ignoré les finalités et les raisons de vivre en devenant pure instrumentalité ; elle a tout standardisé, même les différences les plus qualitatives ; et surtout, elle n'a pas su développer des pratiques sociales par-delà ses savantes techniques d'analyse, de planification et d'intervention.

Tout s'est passé un peu comme à l'école où l'organisation administrative, la convention collective et le professionnalisme ont tué la pédagogie. Ou bien comme à l'hôpital où l'administration et même la science des maladies ignore les pratiques de santé, l'expérience du patient et la redéfinition du nursing. Enrichissement des techniques et des équipements, appauvrissement des pratiques et parfois hélas ! des diagnostics. L'on trouverait des phénomènes semblables dans les autres institutions.

Encore ici, il faut reprendre les choses par le fond, par le plus vital et le plus fondamental. Par exemple, réapprendre à travailler ensemble. On compte les vraies équipes de travail sur les doigts. Une institution ne vaut pas mieux que les « nous » qui la composent. En combien de milieux se pratique un concours de disqualification mutuelle dans un climat perpétuel et débilitant de méfiance ? Mais il y a plus que les attitudes à revoir, les structures à corriger, les pouvoirs à redéfinir, les scénarios de relance économique à évaluer.

En effet, pourquoi ne pas mettre à profit les dynamismes précités d'une révolution culturelle largement diffusée chez les intervenants comme chez les commettants ?

À de nouveaux styles de vie doivent correspondre de nouveaux styles d'institution, d'administration, de syndicalisme, de profession. Le processus d'adaptation est inversé. Il s'agit moins de s'adapter à une nouvelle technique que d'adapter celle-ci à une pratique sociale. Il faut nous y arrêter un moment. Tout champ humain d'expérience a sa personnalité propre, son identité particulière, non interchangeable. On mesure ici l'erreur gigantesque d'avoir transposé des modèles qui conviennent à de larges ensembles dans des unités locales, toujours marquées par une expérience, une histoire, un vécu original. Plus on s'approche de la base quotidienne, plus la standardisation est perçue comme abstraite, anonyme, mécanique et même comme une agression de l'individu, du groupe, du milieu, comme un blocage des initiatives personnelles et collectives, comme un mépris de l'intelligence libre et responsable. Nous tardons trop à traduire les motivations, les sensibilités et les dynamismes d'une individualité enrichie, malgré ses tiraillements, dans des formes inédites de solidarité et d'institution, dans des démarches collectives moins ritualisées, plus libres. Voyez le contraste : d'une part, une expérience de vie soucieuse d'autonomie, de différence, de rapports humains authentiques, et d'autre part, des structures sans identité, sans visage particulier.

D'où la tentation de construire à côté, de multiplier les chapelles et les clubs privés, hors des circuits institutionnels quotidiens. On cherche ailleurs des significations et des expériences qui font vivre, aimer et lutter. Ainsi une révolution culturelle prometteuse risque de virer à la fuite, à la secte, à la marginalité décrochée, à la nostalgie du passé, à la dépolitisation, à la « désurbanisation », à l'a-société. Ce danger existe de part en part dans la population. Tout au plus se contentera-t-elle d'assister au spectacle télévisé des parlementaires, et

des minorités militantes en conflit. Quitte à participer une fois de temps en temps à une manifestation ou à une grève quand certains intérêts immédiats sont menacés.

L'appauvrissement de la socialité est peut-être le symptôme le plus grave. Sans de fortes médiations communautaires, il ne reste que des subjectivités à vif et de grosses structures froides. Même la lutte des classes restera longtemps un pur verbiage idéologique, parce qu'on n'aura pas développé des dynamiques quotidiennes de solidarités permanentes, pertinentes. Combien, de tous milieux, vont chercher dans des « laboratoires psychologiques » de fin de semaine une expérience communautaire souvent artificielle, et frustrante par son caractère provisoire et ses relations éphémères ? On y apprend rarement à réinventer des rapports sociaux dans le pays réel de la semaine, de la vie courante.

Demandons-nous pourquoi, par exemple, on atteint difficilement le quorum dans les assemblées syndicales régulières et dans la plupart des autres organismes. L'écart entre militances inconditionnelles et masses dépolitisées risque de croître. Peut-être devons-nous investir davantage dans le façonnement patient de communautés quotidiennes permanentes, de compétences communes articulées à des tâches faisables aujourd'hui et demain. En matière de grand soir, ce n'est pas demain la veille !

E. L'AUTODÉVELOPPEMENT, C'EST PAS DE LA TARTE

Un individu capable de s'autodéterminer, un peuple capable de faire son histoire, une société capable de faire sa politique, son économie, voilà la visée principale de l'autodéveloppement. Elle rencontre à la fois la fine pointe de la révolution culturelle et les conséquences normales de tout régime qui se veut démocratique. Nous n'avons peut-être pas assez compris le caractère exigeant et difficile d'une telle démarche historique. On a joué du « s'éduquant » un peu comme du piano mécanique. Ou bien on en est resté à des fonctions purement critiques, défensives et revendicatrices. Il faut beaucoup plus pour qu'une classe ou un peuple invente sa parole originale, son jugement, son tissu social, ses outils d'action, son projet.

Beaucoup d'individus, chez nous, viennent d'expérimenter quelque chose de semblable dans leur expérience personnelle et privée. Pouvons-nous nous en inspirer sur une base plus large ? Peut-être y découvrirons-nous les premières conditions nécessaires pour atteindre cette visée d'autodéveloppement. Ces aventures personnelles ont inventé des savoir-vivre-faire-penser-communiquer qui invitent à ne plus séparer le culturel, l'économique et le politique en des mondes étanches. Il n'y a pas la culture québécoise d'un bord et un défi économique d'un tout autre ordre. Il faut craindre ici des nouveaux courts-circuits aussi dangereux que les aliénations d'hier. Telles d'autres façons ennoblies de fuir non seulement la tâche de construire une économie autochtone, mais aussi les démarches éducatives et sociales qui y mènent. La dynamique économique est-elle aussi psychologique, culturelle et politique ? On peut mépriser l'expérience économique pour d'autres motifs que le spiritualisme, comme ce fut le cas hier. Qui par le purisme de la critique idéologique, qui par l'idéalisation de la nature vierge, qui par la disqualification du travail quotidien, qui par une culture sacralisée au-dessus du vil matérialisme anglo-saxon !

Souvent ces attitudes sont le lot d'une nouvelle classe de promus, de parvenus qui a perdu le sens du pain. Plus préoccupée de son confort que du chômage des autres. Du coup, c'est se demander si notre révolution culturelle, par-delà ses aspects positifs indéniables, ne deviendra pas une sorte de luxe en marge d'un pays réel à construire. En milieux populaires, la dégradation économique est immédiatement psychologique, sociale, culturelle. C'est là que des pédagogies dynamiques d'autodéveloppement trouveront leur test de pertinence historique et leur force politique de mobilisation. Mais que de chemin à faire pour y parvenir !

Au seuil critique d'un nouvel âge

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Face à un avenir « problématique » et complexe, j'ai voulu d'abord pointer des obstacles et des dynamismes qui me semblent très importants pour évaluer les divers scénarios qui se présentent à nous et surtout pour discerner des démarches pertinentes d'autodéveloppement. Mais je suis bien conscient des limites de ce diagnostic provisoire, même s'il est ouvert à plusieurs possibles. Qui peut se prétendre exhaustif dans l'évaluation de ce gigantesque tournant historique que nous vivons avec nos contemporains des quatre points cardinaux ? Je crains par dessus tout les systèmes clos, les solutions unidimensionnelles. L'homme et l'histoire sont trop riches pour s'y enfermer.

Nous entrons dans des temps difficiles où l'inflation et le chômage ramènent la dramatique politique aux enjeux les plus vitaux du pain quotidien, mais qu'en est-il de notre force intérieure pour mettre résolument le cap sur des ouvrages audacieux et des combats exigeants ? J'ai voulu mettre en lumière le meilleur de cette révolution qui chez nous a été d'abord d'ordre culturel. Pour déboucher sur de nouvelles politiques historiques, elle ne saurait se passer de mains économiques et de qualité morale. Deux tests majeurs au seuil critique de ce nouvel âge. Est-ce vaine rhétorique que de rappeler, par-delà le procès légitime d'un certain héritage, la couenne, la fibre de ceux qui ont fait de nous un peuple dans un cheminement historique des plus difficiles ? La prochaine étape ne le sera pas moins. L'idée d'une révolution tranquille et aisée n'aura été qu'un moment illusoire, sinon bien naïf, malgré certaines réalisations indéniables. Il faut bien d'autres atouts pour donner un avenir inédit à cette identité, à cette différence que nous affirmons, sans exclusive... je l'espère.

Fin du texte